

صكنا من الامل

Les défenseurs du Larzac lancent une campagne nationale

LIRE PAGE 24

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,20 F; Arabie, 1,80 F; Belgique, 1,20 F; Brésil, 1,20 F; Canada, 1,20 F; Espagne, 1,20 F; États-Unis, 1,20 F; France, 1,80 F; Italie, 1,20 F; Japon, 1,20 F; Liban, 1,20 F; Luxembourg, 1,20 F; Maroc, 1,20 F; Pays-Bas, 1,20 F; Portugal, 1,20 F; Royaume-Uni, 1,20 F; Suisse, 1,20 F; T.S.G., 1,20 F; Tunisie, 1,20 F.

Tarif des abonnements page 15
5, RUE DES ITALIENS
75477 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris : 65567
Tél. : 246-72-22

PROCHE-ORIENT

Le président Carter presse MM. Sadate et Begin de « compléter » les efforts de paix couronnés par le prix Nobel

EX AEQUO ?

Décerner un prix Nobel de la paix n'est pas chose aisée. Faut-il prendre en considération le seul « mérite » des candidats, ou plutôt, par un geste proprement politique, encourager un règlement en cours de négociation, hâter une évolution souhaitable, consacrer un succès acquis ? Dans le premier cas, les organisations et les hommes qui multiplient les efforts et les initiatives pour rendre cette planète un peu moins belliqueuse sont heureusement nombreux. Certains, comme M. Willy Brandt, ont déjà fait l'unanimité. Cette fois, on aurait peut-être pu penser à Oslo aux efforts de médiation déployés inlassablement dans divers conflits africains et proches-orientaux par les présidents Senghor et Houphouët-Boigny, ou encore, s'aventurant sur le terrain de la paix civile, à l'admirable démocratisation de l'Espagne, faute de pouvoir poser des barrières sur une couronne, on eût aimé voir le roi Juan Carlos honorer à travers son premier ministre.

Pour la seconde fois — après le fâcheux précédent de M. Kissinger et Le Duc Tho, co-auteurs d'une paix fautive — les jurés d'Oslo ont pris le risque, comme ils le disent notamment dans leurs attendus, d'encourager un règlement en cours. L'importance de l'enjeu, l'image bouleversante et encore présente à tous les yeux de M. Sadate débarquant chez l'adversaire pour lui proposer de renoncer à la guerre, l'espoir enfin de faciliter la mise au point d'un traité de paix dont la négociation traverse actuellement quelques difficultés, ont évidemment pesé sur cette décision.

Du même camp, à propos d'une politique condamnée par une grande partie du monde arabe, les jurés du prix Nobel exposaient à être vivement critiqués. Tous ceux qui voient dans M. Sadate un « traître » et dans son comportement une « capitulation » prennent à haute voix l'ennemi israélien pour un masqué et parfois un défi. Le fait de couronner M. Begin pour ses « efforts courageux » au moment même où il annonce l'extension des implantations juives dans les territoires occupés au mépris des mises en garde de l'O.N.U. et de l'avis américain ne peut qu'exaspérer les Palestiniens, principaux intéressés.

Le président Carter, assurant un peu vite que « le monde entier félicite MM. Sadate et Begin », les appella à « compléter » leur œuvre. M. Waldheim, conscient de la division de l'opinion internationale, se tait prudemment, tandis que M. Olaf Palme fait observer qu'il est bon sans en entendre la voix du bon sens en entendant le « mérite » peut-être plus sage d'attendre la conclusion de l'accord avant d'en récompenser les auteurs.

En fin de compte, c'est à l'aune de son efficacité et d'elle seule qu'il convient de mesurer l'importance de ce prix Nobel de la paix 1978. Si l'on prend en considération le « mérite » des deux récipiendaires, on ne peut en effet que se demander, avec l'éditorialiste du « Times » de Londres : « Sadate, oui, mais pourquoi Begin ? » Les Israéliens eux-mêmes, en voyant mettre sur le même plan l'homme du voyage historique à Jérusalem et leur intraitable premier ministre, témoignent leur satisfaction d'une discrète ironie devant cet étrange ex aequo.

Voulant précéder l'événement, et pénétrés d'intentions louables, les parlementaires norvégiens qui décernent le prix ont-ils restauré le crédit de cette distinction, quelque peu ébréché par la mésaventure vietnamienne ? N'ont-ils pas inutilement avivé bien des amertumes qu'il eût mieux valu laisser s'apaiser ? En s'installant sur les confins mal définis entre le prix de vertu et l'intervention diplomatique, ils ont peut-être ignoré qu'on ne fait pas nécessairement une bonne politique internationale avec de bons sentiments.

(Lire nos informations page 3.)

Réuni à Oslo, le comité Nobel, composé de parlementaires norvégiens, a attribué, vendredi 27 octobre, le prix Nobel de la paix au président égyptien, Anouar el-Sadate, et au premier ministre israélien, M. Menahem Begin, pour saluer leur attitude « courageuse » et les inciter à conclure une paix durable. En Israël, la nouvelle a été accueillie avec une certaine surprise, alors qu'en Égypte, on s'attendait à cette distinction. Dans le monde, les réactions sont partagées ; elles vont des félicitations très chaleureuses du président Carter, qui invite les lauréats à « compléter » leurs efforts de paix, à l'hostilité violente des dirigeants de la résistance palestinienne.

Au Caïro, à l'inspiration des États-Unis et contrairement au vœu de l'Arabie Saoudite, le président Sadate a mis en veilleuse l'industrie arabe d'armement financée principalement par Riyad pour assurer une certaine autonomie en ce domaine aux pays arabes et africains modérés. Cette décision est accueillie avec inquiétude par les industriels français de l'armement associés au projet.

Le Caïre met en veilleuse le projet d'industrie arabe d'armement

De notre correspondant

Le Caïro. — A la demande de l'Arabie Saoudite, la réunion du conseil d'administration de l'Organisation arabe industrielle (O.A.I.), prévue au Caïro, ce samedi 28 octobre, pour pourvoir au remplacement de son président, a été renvoyée sine die. En revanche, le président sortant, M. Achraf Merouane, devait, le même jour, être reçu en Arabie par le prince Fahd, héritier de la

couronne, et « homme fort » de la dynastie saoudite. La décision égyptienne de présenter finalement le départ de M. Merouane de la présidence de l'O.A.I. comme une démission de l'intéressé, et non plus comme une « libération de fonctions » n'a trompé personne (le Monde du 11 octobre).

L.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.
(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

En l'état actuel des choses, on peut dire que MM. Sadate et Begin n'ont pas tant reçu le prix Nobel pour avoir fait la paix que pour avoir tenté de défaire la guerre.

Prix d'encouragement

d'avoir osé risquer de vendre la peau de la colombe avant de l'avoir recueillie, mais espérons tout de même que, un jour, les Palestiniens seront admis à partager le montant du prix.

BERNARD CHAPUIS.

ESPAGNE

Les nationalistes basques modérés veulent « isoler le terrorisme »

Deux importantes manifestations sont organisées ce samedi 28 octobre, dans l'après-midi, à Bilbao, en Pays basque espagnol. Le Parti nationaliste basque (P.N.V.) — modéré — a prévu une marche silencieuse dans le centre de la ville pour dénoncer la violence et « isoler le terrorisme ». De leur côté, les formations d'extrême gauche, sympathisantes de l'ETA, ont appelé à une contre-manifestation, interdite par les autorités, à l'extérieur de la cité.

C'est la première fois que le P.N.V. prend publiquement position contre les activités qui ont quitté ses rangs, il y a vingt ans, et créé l'ETA. Le rapture est consommée entre les deux secteurs du nationalisme basque. Le P.N.V., inquiet de la poursuite de la violence, qui n'est pas sans conséquences économiques, entend prévenir le glissement d'une partie de ses partisans vers le radicalisme, et le contrôle progressif par les socialistes et les centristes d'un électorat qui aspire d'abord à la pacification de pays.

Une condamnation de l'ETA

De notre envoyé spécial

Bilbao. — Combien de tues depuis un mois ? Dix, douze ? Même les journalistes locaux finissent par s'y perdre. Et l'opinion publique ? Est-elle choquée quand un garde civil est abattu à coups de fusil-mitrailleur alors qu'il rentre à pied d'un match de football ? Ou quand un curvier de vingt-sept ans, trop lié à la police du cru, est tué à bout portant par des automobilistes qui tentaient d'éviter d'être en panne et de lui demander son aide ? « Non », répondent nos confrères. Quand un attentat se produit, les gens se disent : un de plus, ils se sont habitués à la violence. Ils sont devenus insensibles.

Pourtant, ne s'attend, bien sûr, à trouver Bilbao en état de siège. C'est d'ailleurs l'inverse qui se change du maintien de l'ordre dans les villes — est discrète, presque invisible. Elle ne circule plus qu'en fourgonnette, chaque policier portant son gilet pare-balles. Pourtant, les mots qu'on utilise à Madrid ou à Bar-

celone pour définir la situation basque (« cancer », « nouvel Ulster ») laissent prévoir un climat lourd d'inquiétude, une insolation permanente, voire un catastrophisme généralisé. L'alarme résonne certes dans les milieux spécialisés. Mais ailleurs, le terrorisme a pris tous les aspects du quotidien, de la banalité.

D'abord les faits : trois tues dimanche 15 octobre, un autre mercredi, le dernier en date (un garde civil) vendredi. Plus d'une dizaine de victimes depuis le début du mois. Plusieurs dizaines depuis le début de l'année. Cent cinquante-cinq morts et plus de deux cents blessés depuis la fondation de l'ETA, il y a vingt ans. Pour obtenir le départ des « forces d'occupation », les guérilleros ont concouru le tir sur la police et ses informateurs. Des nationalistes exaspérés s'en réjouissent : ils n'ont pas oublié les évacuations de la garde civile sous le régime antérieur. Mais s'agit-il seulement de chasser ceux que les Basques appellent les « verts » (les gardes civils) ou les « gris » (les policiers armés) ? Un séparatisme explicite à sa façon cette mécanique meurtrière.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 4.)

UNESCO

M. Giscard d'Estaing s'adresse aux enseignants : l'avenir dépend de vous

La vingtième conférence générale de l'UNESCO, qui se tient jusqu'au 28 octobre à Paris, au siège de l'organisation, a reçu vendredi la visite du président Giscard d'Estaing. À l'invitation de M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO, le président de la République a prononcé devant les délégués et observateurs des cent quarante-quatre États membres un discours sur le thème : « L'éducation et les enseignants dans la société moderne », qui s'adressait plus aux enseignants français qu'aux participants à la conférence générale : « L'avenir dépend de l'éducation », a souligné M. Giscard d'Estaing.

M. Christian Bessac, ministre de l'éducation et président de la délégation française à cette vingtième conférence générale, s'adressera en séance plénière à l'UNESCO lundi 30 octobre.

Réhabilitation

Notre avenir dépend des enseignants. L'école ne peut pas tout, mais, sans elle, la société n'a pas d'avenir. Sans les enseignants elle n'est rien. Sans « le soutien », « la gratitude », « l'admiration » des citoyens et des gouvernements, les maîtres ne pourront pas convenablement former « les édifiés de l'an 2000 ». Tel est, en peu de mots, le sens de l'allocution de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Jamais depuis les débuts de la V^e République, les enseignants n'avaient eu droit à tant d'éloges. Le chef de l'Etat a rompu de manière solennelle avec une tradition de dénigrement et de méfiance dont le dernier porte-parole officiel fut — ironie du sort — un ancien enseignant devenu leur ministre : M. René Haby.

BRUNO FRAPPAT.

(Lire la suite page 8.)

LA CRISE DE LA POSTE

Les grèves tourmentées organisées du 24 au 27 octobre dans les différents services des P.T.T. par les syndicats C.G.T., C.F.D.T., autonomes et la grève générale lancée le 25 par Force Ouvrière ont finalement entraîné pour les usagers moins de perturbations qu'on ne le prévoyait. La situation devrait redevenir normale dès le mardi 31 octobre, indique-t-on au secrétariat d'Etat, sauf à Lyon, à Bordeaux et en Alsace, où subsistent des difficultés particulières.

A l'arrière-plan de ce conflit, les prochains

débats budgétaires vont être une nouvelle occasion de mettre en lumière la grave crise d'adaptation que, depuis plusieurs années, traverse la poste. Cette crise avait provoqué à l'automne 1974 une grève générale de cinq semaines, une des plus longues et vigoureuses qu'ait connues cette administration.

M. Pierre Leleog, qui à cette époque était secrétaire d'Etat aux P.T.T., livre ci-dessous ses réflexions, ses suggestions et... ses déceptions.

Travail « idiot » ?

par PIERRE LELEOG (*)

Quatre années après la grande grève de 1974, les difficultés de la poste se présentent en termes pratiquement inchangés. Cette constatation me pousse à sortir du silence et à livrer au public quelques unes des conclusions que m'inspire l'expérience.

Les problèmes de la poste sont restés en France presque insolubles parce qu'ils sont inconnus, à la fois des milieux administratifs et gouvernementaux, des professionnels de l'information et des intéressés eux-mêmes. Cette méconnaissance « laisse le champ libre à l'indifférence et aux pré-

jugés, d'une part, aux réactions affectives et irrationnelles, d'autre part. Toutes les réformes sérieuses doivent, pour être comprises, et pour progresser, bénéficier d'un autre contact que celui dans lequel le fait d'appeler un chat un chat constitue un élément de scandale.

Rien n'illustre mieux cette affirmation que l'expérience que j'ai faite, après avoir qualifié de « travail idiot » la tâche à laquelle étaient assujettis, malgré eux, certains postiers dans les centres de tri. Prononcée le 22 octobre 1974, cinq jours après le déclenchement et la généralisation de la grève générale, cette phrase ne saurait, bien entendu, avoir contribué à provoquer celle-ci. En fait, elle n'a même pas concouru à l'intensifier ; tout était déterminé plusieurs jours auparavant.

(*) Ancien secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications (1974-1975).

(Lire la suite page 22.)

LE NOUVEAU DISQUE D'ELTON JOHN

Un homme indépendant

Elton John est venu à Paris afin d'assurer la promotion de son nouvel album, « A Single Man ». Ce 23 jours norque également le début d'un contrat de distribution qu'il vient de signer avec la firme « Phonogram » pour son propre label, « Rocket Records. Chanteur, pianiste et compositeur de grand talent, Elton John s'est imposé, dans le monde entier, comme l'une des plus grandes stars du rock des années 70. Seule la France est restée insensible aux mélodies suaves, intemporelles, de ce petit homme rondouillard dont les excentricités, les costumes fantaisiques, les lunettes cocasses et la liberté d'exécution ont contribué au plaisir de millions de personnes.

Elton John a offert au rock sa part de rêve et de spectacle à une époque où le sérieux était de rigueur. Ce rêve, il l'a partagé avec son public, à la fois acteur et spectateur d'un théâtre fantaisiste qui invitait à l'évasion et dont le support était un rock souple dans la tradition des Beatles.

désormais à l'écart de ce tourbillon financier, afin de se consacrer à sa vie privée et à son équipe de football. Parfois, il sort de sa retraite pour enregistrer un disque. A Paris, la semaine dernière, au cours d'une soirée privée, il a chanté quelques-uns de ses « classiques », ainsi que ses nouveaux morceaux, illustrant ainsi son désir de rejoindre de la scène en s'accompagnant seul au piano.

ALAIN WAIS.

(Lire page 18 un entretien avec Elton John.)

Vladimir Nabokov

Brisure à Senestre

« Le roman le plus politique de Nabokov, celui de son défi au communisme. »
JACQUES CABAU « LE POINT »

« Ce roman très beau, très poignant est aussi un éblouissant feu d'artifice littéraire brillant mais non artificiel, fait de jeux de mots et de mots de feu. »
EDGAR REICHMANN « LE MONDE »

ROMAN JULLIARD



LONGCHAMP
DIMANCHE
PRIX ROYAL OAK
PRIX VOGUE

Location des places de tribune
Tél. 266.92.02

RESTAURANT PANORAMIQUE
tél. 506.55.77

RÈS DE VERSAILLES
istent à la C.G.
ntié et Marché

DE FOND
E - JAPON

R CEUX QUI NE
T PLUS SUPPORTENT
SKI-FRIC
SKI-IBERK
SKI-KAMIKAZE

es
ventur

étranger

MM. SADATE ET BEGIN, PRIX NOBEL DE LA PAIX

L'attribution du prix Nobel de la paix au président Sadate et à M. Begin suscite dans le monde des réactions qui vont de l'approbation chaleureuse à l'hostilité ouverte.

Dans un message qu'il a adressé le vendredi 27 octobre aux deux lauréats, le président Carter souligne que « le monde entier leur adresse ses félicitations » et ajoute : « De toutes les générations de dirigeants de votre région, aucun n'a désiré la paix autant que vous deux et aucun n'a pris de risques ou fait preuve de courage dont vous avez témoigné dans votre quête. Faisant allusion aux difficultés survenues dans les pourparlers de Washington sur le texte du traité de paix israélo-égyptien, il conclut :

« Je sais que cette distinction sera l'occasion pour vous et pour chacun de nous de renouveler nos efforts, car on sait quelle valeur les peuples du monde accordent à notre recherche de la paix. »

Le chancelier Helmut Schmidt et l'ancien chancelier Willy Brandt, lui-même prix Nobel de la paix, ont salué la « politique courageuse » suivie par M. Sadate et Begin.

En revanche, M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, a dit avoir « l'impression que M. Sadate et Begin ont reçu le prix Nobel de la paix, tandis que M. Olof Palme, président du parti social-démocrate suédois et ancien premier

ministre, estime qu'il « aurait été bon qu'un accord de paix fût conclu et qu'on eût pu espérer une solution au problème palestinien avant l'attribution du prix. »

Les réactions des Palestiniens sont franchement hostiles. Le porte-parole de l'Organisation de libération de la Palestine à l'ONU a qualifié les deux lauréats de « fascistes au sombre passé » et affirmé que l'attribution du prix « est une nouvelle tentative américaine pour donner aux accords de Camp David une chance de réussir en vue d'apaiser le peuple palestinien ». A Beyrouth, l'O.L.P. estime que M. Sadate et Begin ont reçu un prix « pour une paix qui n'existe pas ». Enfin, les maires et les notables de Cisjordanie ont exprimé leur « stupefaction ».

LE CAIRE : c'est bien le moins...

De notre correspondant

Le Caire. — L'attribution du prix Nobel de la paix au président Sadate suscite une surprise en Egypte, où elle était attendue par tout le monde comme un dû, comme une récompense de ce qu'il y a de plus respectueux en Occident à l'égard des nouvelles orientations égyptiennes, comme une ultime touche à l'image d'un homme de paix qu'Anouar El Sadate a donnée de lui au monde avec une âpre persévérance, depuis un lustre, du kilomètre 101 à Camp David en passant par Jérusalem. En revanche, si le prix n'avait pas été décerné au président égyptien, nul doute qu'il s'en serait ensuivi. Et, à tous les niveaux, une amère déception.

Le fait que le prix soit attribué aussi à Menahem Begin ne semble pas devoir être contesté par les Egyptiens, encore que la plupart d'entre eux estiment que, dans cette grande affaire de la paix au Proche-Orient, tout le mérite revient aux efforts du président égyptien, mais répondant à une question sur le partage du prix, il n'a élevé aucune objection à la décision du jury d'Oslo.

M. Khalil a indiqué que le raisonnement qui a conduit à la distinction et que la somme qui l'accompagne serait remise à M. Aboul-Kom, village natal du président, dans le delta du Nil, qui a déjà eu droit, entre autres faveurs, aux bénéfices réalisés par la vente des Mémoires présidentiels.

Evocant il y a quelques jours, l'éventualité d'un partage du prix Nobel entre les deux hommes d'Etat, un ministre de M. Sadate relevait qu'après tout, M. Begin avait lui aussi fait des concessions en faveur de la paix, et l'on se souvient qu'il fut élu sur un programme d'union de la Cisjordanie, alors que les accords de Camp David constituaient un renouveau à la doctrine du grand Israël.

JÉRUSALEM : Begin, qui l'eût cru ?

De notre correspondant

Jérusalem. — « Begin... qui l'eût cru ? » De nombreux Israéliens se valent que la candidature de leur premier ministre avait été proposée pour le prix Nobel de la paix, et depuis quelques jours, ils n'ignorent pas que sa désignation — conjointement à celle du président Sadate — devenait de plus en plus probable. Mais ils n'ont pu s'empêcher d'accueillir le nouveau par des exclamations de surprise.

Begin l'homme de la paix, qui fait ce ? « Vendredi soir, les Israéliens ont eu l'occasion de se rappeler leur histoire et celle de la singulière carrière de leur premier ministre : Begin le « terroriste », le chef de l'Irgoun Zvai Luml, qui, au début des années 40, déclarait la guerre à

Récompenser « une courageuse volonté de paix » et « encourager des efforts supplémentaires »

Oslo (A.F.P.). — Voici le texte par lequel le comité Nobel exprime son choix des deux lauréats : « Au cours de trente dernières années, les habitants du Proche-Orient ont été durement éprouvés à quatre reprises par des guerres. Au cours de ces trois dernières, un grand nombre d'efforts sincères ont été déployés pour trouver la voie permettant d'arriver à une solution des problèmes complexes de la région. »

Avec la visite historique du président Sadate à Jérusalem en novembre 1977, une brèche a été ouverte dans la mur psychologique qui, pendant toute une génération, a bloqué la compréhension et les contacts humains entre Israël et l'Arabie.

Dans les efforts pour parvenir de façon réaliste à l'établissement de la paix qui pourrait être des ponts entre les anciens ennemis et les conflits d'intérêts actuels, l'initiative positive prise par le président Sadate, M. Begin, M. Jimmy Carter, a également joué un grand rôle.

Les deux accords-cadres sur la paix au Proche-Orient et la paix entre l'Egypte et Israël qui ont été conclus à Camp David, présupposent une courageuse volonté de paix de la part de M. Sadate et Begin, et représentent en eux-mêmes une victoire pour l'idée de paix dans cette partie du monde. »

Cependant, il reste encore à mener à bien des négociations essentielles avant que l'idée de paix soit ancrée dans des accords qui lient deux adversaires politiquement, et qui puissent assurer un avenir sans guerre aux habitants du Proche-Orient épuisés par la guerre.

En octroyant le prix Nobel 1978 à Menahem Begin et Anouar El Sadate, le comité Nobel souhaite non seulement honorer des actions déjà déployées au service de la paix, mais aussi encourager des efforts supplémentaires afin de parvenir à des solutions pratiques qui puissent matérialiser ces espoirs de paix durable qui ont été suscités par les accords-cadres.

le prix Nobel est sans nul doute une satisfaction suprême, un honneur convoité depuis longtemps. A défaut de l'appui de la plupart de ses pairs arabes, le président Sadate peut se flatter effectivement d'avoir le soutien de l'opinion mondiale et de la quasi-totalité de son peuple. Il a rendu à l'Egypte sa vocation de « terre ouverte sur le reste de l'univers » que lui reconnaissait déjà Alexandre le Grand. Il a mis fin aux abus les plus honteux de la police politique. Il a rendu leur dignité aux arabes en renversant la ligne Barlev en 1973. Il a opéré en lui, chez ses compatriotes et chez nombre d'arabes, le bouleversement psychologique inné qui après trente ans de conflit et de refus va sans doute permettre d'établir une paix israélo-égyptienne en attendant qu'elle devienne israélo-arabe.

M. Anouar El Sadate se fait fort, enfin, de faire bénéficier son pays des bienfaits du développement et de la liberté. En ce qui concerne ce dernier domaine, on est encore loin du compte. On est même en retard par rapport aux progrès réalisés il y a deux ans, puis remis en cause par la suite. Ainsi, l'organe du parti légal d'opposition, le Rassemblement progressiste, qui publiait uniquement cette semaine les interventions en Parlement égyptien des quelques députés hostiles ou critiques à l'égard des textes de Camp David, a été empêché de paraître par des moyens peu dignes d'un pays dont le chef d'Etat est titulaire du prix Nobel de la paix. — J.-P. P.-H.

elle ne survient juste au moment où les négociations connaissent de grandes difficultés, notamment depuis que M. Begin et son gouvernement ont pris des décisions qui retardent la position israélienne et retardent l'achèvement des discussions de Washington. Le 12 octobre dernier, alors que les négociations débattaient, dans l'apathie et l'espérance d'une conclusion rapide, le récompense aurait certainement causé plus de satisfaction qu'aujourd'hui. Mercredi dernier, aussitôt après la décision de renfermer les implantations israéliennes en Cisjordanie, l'éventualité de la remise du prix Nobel de la paix à M. Begin faisait l'objet de ce commentaire ironique : « La jury d'Oslo doit être à présent bien embarrassé... »

La pause du sabbat

Est-ce pour toutes ces raisons que les réactions, à Jérusalem, ont été très limitées ? Tant d'événements spectaculaires et inattendus sont survenus depuis un an que le porteur de celui-ci semble atterré. Aussitôt après la diffusion de la nouvelle, à 18 heures, vendredi soir, le police de Jérusalem envoyait des renforts et disposait des barrières autour de la villa du premier ministre. Comme pour chaque événement heureux, on attendait que des Israéliens viennent manifester leur joie.

L'attribution du prix Nobel de littérature en 1966 à l'écrivain israélien Yossef Agnon avait, en effet, provoqué un mouvement de liesse chez les Israéliens, toujours avides de reconnaissance internationale. Mais, au début de cette nuit de vendredi, le police ne qu'il longe le mur de la résidence du premier ministre est restée déserte. Cette absence de réaction n'est pas le signe d'un dédain, mais la conséquence d'un fait tout simple : le sabbat venait de commencer.



(Dessin de CHENEZ.)

Particulièrement à Jérusalem, le ville sainte, tout s'arrête le vendredi soir à l'apparition de la troisième étoile. Au point que les Israéliens les plus religieux ont ignoré l'information, car tourner le bouton d'un poste de radio est une activité incompatible avec l'observation du sabbat. M. Begin lui-même, respectueux de la loi et de la tradition, s'est refusé à faire la moindre déclaration, bien que ses collaborateurs le fissent « très ému ». Il ne devait répondre aux nombreux messages de félicitations déjà reçus que dans la soirée de ce samedi 28 octobre, après le dernier prière. A ce moment, il doit téléphoner au Caire pour congratuler le président Sadate.

— FRANCIS CORNU.

Un honneur convoité

La décision de remettre au rais une distinction aussi précieuse, internationalement que le Nobel n'a pas désarmé de leur côté, les opposants à la « paix américaine » de Camp David, pour la plupart des membres nationalistes ou marxistes de l'intelligentsia cartonnée. Selon l'un d'entre eux : « Le Nobel à Sadate participe du lâche soulagement de l'Occident, qui croit désarmé tout le monde. David n'a rien plus à craindre de ce genre de péroration... »

Pour le rais, qui a bâti en partie le succès de sa diplomatie sur l'amélioration de l'idée que l'on a en Occident de l'Egypte, recevoir

LES PRÉCÉDENTS PRIX DEPUIS 1968

- Voici la liste des prix Nobel de la paix attribués depuis dix ans :
- 1968 : René Cassin, juriste français et défenseur des droits de l'homme.
 - 1969 : L'O.L.T. (Organisation internationale du travail), pour son action pour l'amélioration des conditions de travail dans le monde.
 - 1970 : Norman Borlaug, savant américain, dont les travaux ont facilité la lutte contre la faim dans le monde.
 - 1971 : Willy Brandt, chancelier ouest-allemand, pour son action dans la détente Est-Ouest.
 - 1972 : Pas d'attribution.
 - 1973 : Henry Kissinger, secrétaire d'Etat américain, et Le Duc Tho, ministre des Affaires étrangères de la République démocratique du Vietnam (qui refusa le prix).
 - 1974 : Eisaku Sato, ancien premier ministre japonais, et Seno Gendro, commissaire des Nations unies en Namibie.
 - 1975 : Andreï Sakharov, physicien soviétique, militant pour le respect des droits de l'homme.
 - 1976 : Mairead Corrigan et Betty Williams, fondatrices du Mouvement des femmes pour la paix, en Irlande du Nord.
 - 1977 : Amnesty International.

Dans la presse

LA PAIX ? QUELLE PAIX ?

La presse parisiennne de samedi matin consacre ses titres à l'attribution du prix Nobel. « Pour deux hommes de bonne volonté, un prix Nobel qui nous force les portes de la paix », estime l'Aurore. « Sadate-Begin : le prix de la réconciliation », assure le Figaro, dont l'éditorial s'étend sur le thème de la « paix ». A l'annonce de la nouvelle brève, le Matin de Paris ajoute, de son côté, en sous-titre : « A Washington, les négociations pour la signature du traité de paix entre Israël et l'Egypte prennent et les Américains s'empâtent. » L'idée qui apparaît aussi dans Libération, pour qui ce Nobel est « à consommer tout de suite », « Deux Nobel ne font pas la paix », titre de son côté, l'Humanité, qui ajoute : « L'arrangement inspiré par Carter ignore les droits des Palestiniens et exclut un règlement d'ensemble. » Cependant que France-Soir parle du « prix du courage ».

Dans la presse étrangère, il convient de souligner la prise de position du Times, « Sadate, oui, mais pourquoi Begin ? », s'interroge l'éditorialiste. Sous ce titre, le commentateur britannique se livre à une violente dénonciation de la politique israélienne. Il écrit notamment : « L'initiative la plus spectaculaire de Begin au cours de l'année passée a été, en mars, l'invasion par Israël du Liban — une opération qui a causé des centaines de morts, principalement des civils innocents et de nombreux souffrances innocentes. » A Alger, d'autre part, El Moudjahid titre : « Le prix Nobel de la paix américaine ». Selon le quotidien, ce prix couronne « le chef terroriste de l'Irgoun (...) bouc-émissaire perpétuel du Moyen-Orient », et « Sadate (...) qui a trahi son peuple et toute la nation arabe ».

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

LE VICE-AMIRAL OSCAR MONTES, ministre des affaires étrangères, a présenté vendredi 27 octobre sa démission au président Videla qui doit procéder prochainement à un remaniement ministériel impliquant le remplacement de plusieurs militaires par des civils. (A.F.P.)

Chine

LA CHINE ET LE MEXIQUE ont signé, vendredi 27 octobre, à l'occasion de la visite du président Lopez Portillo à Pékin, deux accords, sur le développement des relations culturelles et touristiques. Ces accords illustrent la volonté des dirigeants chinois d'étendre leurs relations avec tous les pays d'Amérique latine. (Corresp.)

DEUX NOUVEAUX MINISTRES, MM. Kuo Wen-cheng, chargé des chemins de fer, et Tsun Chun-yi, des postes et télécommunications, ont été nommés récemment, a-t-on appris à Pékin. (A.F.P.)

Ouganda

L'OUGANDA a décidé de fermer ses frontières avec la Tanzanie et le Rwanda, au sud du pays, et annoncé, vendredi 27 octobre, Radio Kampala, captée à Nairobi. Cette décision fait suite à l'annonce (le Monde du 27 octobre), par les autorités ougandaises, d'une « invasion armée » de l'Ouganda par les forces armées tanzaniennes appuyées par des éléments cubains, nouvelle démentie par les gouvernements de Dar-Es-Salaam et de La Havane. — (A.F.P., Reuter.)

Pologne

M. HANS-DIETRICH GENSCHER, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, fera une visite à Varsovie du 2 au 4 novembre, à l'invitation de son collègue polonais M. Emil Wojtaszek. (Reuter.)

Portugal

M. MARIO SOARES, ancien premier ministre portugais, qui était l'hôte à déjeuner, vendredi 27 octobre, à Paris de l'Association de la presse diplomatique, a précisé à propos de la nomination de M. Mota Pinto comme nouveau chef du gouvernement de Lisbonne : « Nous avons été en désaccord avec la procédure suivie pour

nommer M. Nobre de Corto (...) car président de la République nous avait pris de court et n'avait tenu aucun compte de notre force parlementaire. En revanche, il a procédé cette fois-ci comme nous le souhaitons : il a cherché un consensus préalable. Notre position définitive dépendra naturellement de la composition et du programme du gouvernement. » M. Soares a, d'autre part, assuré : « Je ne crois pas du tout l'éventualité d'élections anticipées pour notre parti, mais je pense qu'un tel scrutin ne serait pas souhaitable pour le pays dans les circonstances présentes. »

Rhodésie

L'ÉVÊQUE ABEL MUZOREWA, membre du gouvernement provisoire de Rhodésie, a fait, du 26 au 28 octobre, un séjour à Copengague où il avait été invité par l'Eglise méthodiste danoise. Jeudi, M. Muzorewa a précisé devant les fidèles de cette communauté. Vendredi, il a été reçu à titre privé par le ministre danois des affaires étrangères (liberal), M. Christoffersen et par le groupe parlementaire des chrétiens populaires. Ce parti vient de déposer à la Chambre un projet de loi proposant que le Danemark reconnaisse le gouvernement de Salisbury. — (Corresp.)

Swaziland

LES ÉLECTEURS du Swaziland ont voté, pour la première fois depuis la suspension de la Constitution en 1973, vendredi 27 octobre, pour des candidats dont la liste avait été soumise à l'approbation du roi Shoobuz II. Cette consultation, présentée par le régime du roi Shoobuz, âgé de soixante-deux ans, a été qualifiée de « la tradition swazie » et critiquée par une partie de l'opinion.

Les candidats, dont les noms n'ont été connus qu'à l'ouverture des bureaux de vote, ont été choisis par des fonctionnaires, après consultations avec les chefs tribaux. Aucune campagne électorale n'a été permise, et la date du scrutin elle-même n'a été annoncée qu'à la dernière minute. — (A.F.P.)

Yémen du Nord

NEUF OFFICIERS, accusés d'avoir participé à une tentative de coup d'Etat le 16 octobre, ont été condamnés à mort et exécutés le 27 octobre, a-t-on annoncé officiellement à Sanaa. — (A.F.P.)

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous pouvez également L'APPAREMENT que vous recherchez.

MARYSE CHOISY
SUR LE CHEMIN DE DIEU
ON RENCONTRE
D'ABORD LE DIABLE
Mes jeunesse ou la joie de vivre : 1925-1939
« D'Herriot à Teilhard de Chardin. »
Jacques de Ricaumont, « Le Figaro. »
« Les mémoires d'une des femmes les plus extraordinaires de ce temps, qu'elle liève dans une ardeur pétillante de vie, surprenant, séduisant, enseignant... »
Bernard George, « Jours de France »
1 vol. 15,5 X 24, 372 pages 65 F
ÉMILE-PAUL

PROCHE-ORIENT

Le Caire met en veilleuse le projet d'industrie arabe d'armement

(Suite de la première page.)

Le Caire a bel et bien limogé M. Merouane, sujet égyptien, certes, mais placé depuis 1976 à la tête d'une entreprise multinationale et industrielle arabe ayant vocation à fabriquer des armes de toutes catégories sous le contrôle des pays qui la commanditent : l'Égypte, l'Arabie Saoudite, Qatar et les Emirats Arabes Unis, puis il a annoncé le report de la réunion de l'O.A.I. Ce samedi, outre l'émir Fahd, il s'est rendu à Doha, l'émir Hamad, prince héritier et ministre qatari de la défense.

L'ajournement du conseil d'administration de l'O.A.I. suscite d'autant plus d'irritation dans les cercles dirigeants égyptiens que ceux-ci ne paraissent pas s'attendre à une réelle résistance saoudienne. Ils pensaient que l'envoi discret en Arabie Saoudite de M. Sayed Maral, assistant et familier du Raïs (il a cessé de facto récemment de présider le Parlement égyptien) suffirait à rassurer leurs partenaires de Riyad. Il semble qu'il n'en a rien été. Selon les milieux informés du Caire, la récente mission à l'Elysée du vice-président égyptien, le général Hani Moubarek, avait pour but de calmer, au moins provisoirement, les appréhensions des Français. On est loin de l'époque où l'Égypte expliquait à la France le retard pris pour la mise en train de l'O.A.I. par les réticences saoudiennes à participer au lancement de cette entreprise arabo-occidentale, qui devait être la première grande usine d'armement en terre arabe.

M. Merouane, qui, bien que « transféré comme ambassadeur au ministère égyptien des affaires étrangères », continue (est-ce déjà une partie concession du Caire ?) d'exploiter les affaires courantes de l'O.A.I. ».

Après avoir rendu visite au souverain, M. Merouane s'est rendu à Abou-Dhabi, chez l'émir Zayed, chef de l'Etat des Emirats Arabes Unis, puis il a annoncé le report de la réunion de l'O.A.I. Ce samedi, outre l'émir Fahd, il s'est rendu à Doha, l'émir Hamad, prince héritier et ministre qatari de la défense.

L'ajournement du conseil d'administration de l'O.A.I. suscite d'autant plus d'irritation dans les cercles dirigeants égyptiens que ceux-ci ne paraissent pas s'attendre à une réelle résistance saoudienne. Ils pensaient que l'envoi discret en Arabie Saoudite de M. Sayed Maral, assistant et familier du Raïs (il a cessé de facto récemment de présider le Parlement égyptien) suffirait à rassurer leurs partenaires de Riyad. Il semble qu'il n'en a rien été. Selon les milieux informés du Caire, la récente mission à l'Elysée du vice-président égyptien, le général Hani Moubarek, avait pour but de calmer, au moins provisoirement, les appréhensions des Français. On est loin de l'époque où l'Égypte expliquait à la France le retard pris pour la mise en train de l'O.A.I. par les réticences saoudiennes à participer au lancement de cette entreprise arabo-occidentale, qui devait être la première grande usine d'armement en terre arabe.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

La situation de l'O.A.I. inquiète à ce point de nombreux industriels français de l'armement — qui ont conclu des accords de principe, en septembre, ou temps de la présidence de M. Merouane — qu'ils ont décidé d'organiser ces jours prochains un voyage en avion spécial pour se rendre au Caire et étudier sur place le sort réservé aux éventuels accords franco-arabes, notamment en matière d'armement.

Les Saoudiens sont les alliés les plus proches des Américains au Proche-Orient, mais leur diplomatie discrète, faite de ellences souvent plus éloquentes que des déclarations, fait montre de plus en plus de volonté d'indépendance à l'égard de l'Occident, au fur et à mesure que s'accroît la puissance financière du pays, et qu'il mesure de son influence extérieure. Après avoir révisé, il y a deux ans, d'être les principaux commanditaires de l'O.A.I., entreprise qui, dans leur esprit, devait leur permettre, ainsi qu'à d'autres Etats arabes ou africains modérés, d'échapper un jour au quasi-monopole américain en matière de fourniture d'armes, notamment aériennes. M. Merouane, présent par ailleurs comme « l'homme des Saoudiens », voire « l'homme des Français », était venu à cette politique égyptienne inspirée par Riyad. Aussi ne lui-il pas s'alarmer de l'hostilité que lui vouent les Américains, encore qu'ils l'expliquent par « le fait que le genre de Nasser causait à l'image du régime égyptien en laissant l'O.A.I. se livrer à certains abus à l'étranger ». Les Américains seraient prêts à rendre public, d'une manière ou d'une autre, « un dossier relatif aux activités internationales de M. Merouane ». Ne viennent-ils pas, dans un autre cas, d'informé le gouvernement égyptien que le sociétaire Westinghouse Electrical aurait remis 322 000 dollars à M. Ahmed Sultan, alors vice-premier ministre chargé de l'électricité, pour qu'il lui confie la construction d'une centrale électrique, alors que la capacité de production de courant du haut barrage d'Assouan n'est pas totalement utilisée ?

La mission de M. Moubarek à Paris

Jusqu'à présent, la doctrine officielle du rais en ce qui concerne l'équipement militaire, était de ne pas retomber dans la dépendance d'un seul pays, comme ce fut le cas à l'égard de l'Union soviétique sous Nasser, et même de contrebalancer le poids de l'influence américaine en faisant appel à la coopération militaire de l'Europe, et, principalement, de la France. La première déclaration du nouveau ministre égyptien de la défense, le général Kamel Hassan Ali, ce mois-ci, contenait encore un écho de la diversification dans le domaine des fournitures d'armement. Aucun texte officiel ou officieux égyptien n'a, pour l'instant, contredit cette doctrine, et il ne faut pas écarter l'hypothèse d'un geste à l'égard de l'Amérique se limitant au renvoi de M. Merouane et, peut-être, la signature de quelques contrats limités entre l'O.A.I. et les fabricants d'armes d'outre-Atlantique. En effet, le premier accord passé par l'O.A.I. portait sur la construction de Jeeps américaines en Égypte. Mais les deux contrats suivants, de loin plus importants, ont été conclus avec la Grande-Bretagne et avec la France, dans ce dernier cas pour la fabrication d'avions d'appui Alpha-Jet. Un tel déclin sera le maintien ou non par le Caire de son projet de signer d'ici un an avec les industriels français un accord pour la construction par l'O.A.I. de l'intercepteur Mirage-2000.

La mort de l'O.A.I., du moins dans sa forme et dans son esprit d'origine, pourrait aussi être signifiée par le livraison directe d'armes américaines à l'Égypte, au fur et à mesure de l'application des accords de Camp David, livrables naturellement consenties à un prix avantageux et à un rythme rapide, ce qui anéantirait toute utilité à l'O.A.I.

Riyad ira-t-elle jusqu'à l'aprouver de force ouverte avec le Caire pour sauver l'O.A.I., pièce importante de ses ambitions diplomatiques et diplomatiques ? Le bruit court en tout cas, ici, que les Saoudiens demandent bientôt le transfert hors d'Égypte du siège de l'O.A.I. En convalescence aux Etats-Unis, le roi Khaled a reçu

LES NÉGOCIATIONS DE WASHINGTON

Le chef de la délégation égyptienne est rappelé en consultation au Caire

Le chef du gouvernement égyptien, M. Khalil, a annoncé vendredi 27 octobre le retour pour consultations au Caire du chef de la délégation égyptienne à Washington. Il a déclaré que cette décision « n'avait rien de voir » avec les déclarations israéliennes sur les implantations en Cisjordanie. Il a souligné qu'il n'y avait pas d'obstacle au traité de paix et qu'il n'était pas en courant de l'existence de problèmes à Washington. Les propos de M. Khalil contrastent, cependant, avec le ton pessimiste, samedi, de la presse égyptienne.

De son côté, M. Moshe Dayan a déclaré vendredi à l'issue d'un entretien avec le secrétaire d'Etat américain, M. Vance, qu'il existe « des points de divergence importants entre les amendements au projet de traité formalisés par Israël et l'Égypte ».

« Il faudrait beaucoup de bonne volonté et de temps pour les discuter », a estimé le ministre israélien des affaires étrangères, qui s'est toutefois déclaré content dans l'issue des pourparlers.

L'alliance syro-irakienne

D'autre part, la commission syro-irakienne pour les affaires économiques, constituée aux termes de la « charte pour l'action nationale » signée entre Damas et Bagdad, a commencé ses travaux vendredi dans la capitale irakienne.

Selon l'Agence irakienne d'information, les entretiens visent à « réaliser la coopération, la complémentarité et la coordination entre l'Irak et la Syrie dans les domaines économique et technique et à développer les relations bilatérales dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, de l'irrigation, du commerce, de la planification et des transports ».

A Beyrouth, l'ensemble de la presse arabe salue l'accord entre

les deux pays prévoyant la mise en commun de leur potentiel militaire comme un « événement historique ». Cet accord suscite en revanche l'inquiétude en Israël, les militaires estimant que le rapprochement entre Damas et Bagdad est de nature à bouleverser l'équilibre des forces au Proche-Orient.

Selon les évaluations des services de renseignements israéliens, une éventuelle alliance militaire irako-syrienne est en mesure d'aligner neuf cents avions de combat, quatre mille sept cents chars, trois mille cinq cents pièces d'artillerie et six divisions d'infanterie sur le front nord.

« Une telle concentration est susceptible d'inquiéter les stratèges de l'importer quel pays », a estimé un haut fonctionnaire au ministère israélien de la défense. Selon lui, la combinaison des potentiels militaires irakien et syrien sur le front du Golan, où le gros de l'armée irakienne peut être transporté en quarante-huit heures, pose à Israël une menace plus sérieuse encore que l'alliance égypto-syrienne de 1973. — (A.F.P., Reuters.)

La police égyptienne a arrêté quarante-deux membres d'un groupe baptisé « Organisation du parti communiste égyptien » le 25 janvier (date des élections en Égypte en 1973) accusés d'avoir comploté pour renverser le régime du président Sadate. A annoncé jeudi 26 octobre, le quotidien *Al-Ahram*, parmi les personnes arrêtées figurent des médecins, des ingénieurs, des étudiants et des avocats.

Selon le journal, l'Organisation a commencé ses activités subversives le 25 janvier 1973, après la fusion de l'Organisation des ouvriers et des paysans et de l'Organisation du parti communiste égyptien. Son action était dirigée contre le développement économique de la communauté (FOSEDIC) dont la création vient d'être décidée à Bamako.

Fermelement dirigée depuis Ouagadougou, où est son siège, la C.E.A.O. suscite dans les autres pays de la région un intérêt grandissant. Les chefs d'Etat Togo et du Bénin, par exemple, s'étaient fait représenter aux assises de Bamako, l'un par son ministre des affaires étrangères, l'autre par son ministre du Plan.

AFRIQUE

LA RÉUNION DE LA C.E.A.O. A BAMAKO

Six États ouest-africains décident de créer un fonds de solidarité et d'investissement

De notre envoyé spécial

Bamako. — Le lieutenant-colonel Mustapha Ould Mohamed Saleck, chef de l'Etat mauritanien, a été élu, vendredi 27 octobre, président en exercice de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (C.E.A.O.), qui tenait son quatrième sommet dans la capitale malienne. Les travaux n'ont duré que sept heures.

Créée en avril 1973 et entrée en fonctionnement le 1^{er} janvier 1976, la C.E.A.O. regroupe six Etats : Côte-d'Ivoire, Haute-Volta, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal. Les travaux ont duré de près de trente millions d'habitants. C'est une « zone d'échanges organisés » dotée de deux institutions originales : un système dit de « taxe unique », appelée « taxe de coopération régionale » (T.C.R.), et un fonds communautaire de développement.

L'arrivée du chef de l'Etat mauritanien à la tête de cette vigoureuse organisation régionale n'est due qu'au hasard du calendrier des présidences : après le Mali, venait en effet le tour de la Mauritanie. Le lieutenant-colonel Saleck ne peut néanmoins que retirer de cette désignation un renforcement de son audience internationale. A un moment où, pour dégrader son pays du conflit qui Sahara occidental, il est lancé dans de délicates négociations.

Ce sommet paraît d'ailleurs avoir permis des contacts et des conversations exploratoires officielles entre Sahraoui et Mauritanien et entre ces derniers et plusieurs personnalités, dont le président ivoirien Houphouët-Boigny, arrivé à Bamako un jour plus tôt que ses collègues, et M. Edem Kodjo, secrétaire général de l'O.U.A. Le « ministre de l'Énergie » de la République arabe sahraouie démocratique se trouvait lui-même depuis plusieurs jours dans la capitale, pour autant réquisitionné depuis une bonne semaine par la C.E.A.O. où logeaient les six chefs d'Etat et leurs principaux collaborateurs.

Les problèmes relatifs à la mise en place de l'accord de « non-agression et d'assistance en matière de défense », conclu l'an passé à Abidjan entre les six Etats membres de la C.E.A.O. et le Togo ont été renvoyés à une séance ultérieure. Il semble, en effet, que le Niger et le Mali, soucieux de ne pas mécontenter leur puissant voisin algérien, dont ils peuvent redouter l'influence sur leurs populations touareg venant temporairement. Le président Senegal, qui est le principal promoteur de cet accord, affichait néanmoins, vendredi soir, un réel optimisme en sujet. Les participants ont décidé de voir venir et de ne rien brusquer, à un moment où, précisément, l'O.U.A. s'apprête à se saisir du problème sahraoui.

PIERRE BIARNES.

EUROPE

Espagne

Les nationalistes basques modérés veulent isoler le terrorisme

(Suite de la première page.)

Nous lui avons demandé pourquoi l'ETA délaissait une activité qui auparavant lui semblait chère : le kidnapping des industriels. « Parce que les risques se sont accrus », répondit-il. « Tuer est plus facile. Et c'est plus rentable. » Toutes les enquêtes parues récemment sur l'organisation éparpillée montrent en effet que l'ETA entend désormais ne courir aucun risque, pour trapper les imaginations par son invulnérabilité.

Les industriels ne sont plus séquestrés, du moins de façon spectaculaire, mais ils sont ranconnés — « rums », comme disent les guérilleros, à l'impôt révolutionnaire ». Selon le chef de presse du parti nationaliste basque (P.N.V., modéré), M. Inaki Anasagasti, l'ETA a envoyé cette année environ huit cents lettres assorties de menaces, pour exiger des sommes de 500 000 à 20 millions de pesetas (1 peseta vaut environ 0,06 F), selon les destinataires. Ces derniers négocient, demandent un rabais. « La plupart finissent par payer. » Certaines récolections sont enlevées — mais ce n'est pas un vrai kidnapping — le temps que leur famille fasse le nécessaire auprès d'une banque de Bayonne. L'un, récemment, a été « avéré » selon la technique des Brigades rouges : une relâche dans les jambes.

même des coups. Deux policiers s'étant fait tuer la veille, deux autres quelques jours auparavant. L'ETA a dû savourer son triomphe en apprenant cette mutinerie, symptomatique, parmi d'autres, de l'effritement d'une autorité assésimée à celle d'une « force étrangère ».

C'est dans ces circonstances que le parti nationaliste a pris une initiative de la première importance. Il a appelé ses troupes à manifester, ce samedi 28 octobre, à Bilbao, contre la violence et le terrorisme. Autrement dit, le premier parti de Biscaïe et du Guipuzcoos avec près de 30% des voix de celui qui a été la matrice depuis le début de l'ETA, du nationalisme basque, a fait ce qu'il n'avait jamais osé jusqu'à présent : prendre position publiquement contre ses fils spirituels, les activistes qui l'ont quitté, il y a vingt ans, pour poser leur première bombe et créer l'ETA.

La fin d'une ambiguïté

Au gouvernement, à droite et à gauche à Madrid et en province, au Parlement et dans la presse, on n'avait pas cessé ces derniers mois de reprocher au P.N.V. son allégeance au terrorisme. Le vieux parti d'inspiration démocratique-chrétienne, humanitaire, pacifiste (mais qui luita contre Franco les armes à la main), était accusé de complicité avec l'ETA, au mieux de maintenir, à son égard, une ambiguïté suspecte. Aujourd'hui, le voilé appliqué par ses accusateurs d'hier. Sans son aide en effet, la pacification d'Euzkadi serait difficile, sinon impossible.

Mais le base du parti a été désarçonnée par la décision prise au sommet. Elle n'a plus comprise que son instance suprême, l'Euzkadi Buru Batzar, l'invite à se mobiliser contre des terroristes qui restent, à ses yeux, des « patriotes », surtout au lendemain de ce qu'elle a ressenti comme une nouvelle humiliation de Madrid : le refus d'inscrire, dans la future Constitution, les exigences formulées par le P.N.V. pour redonner à Euzkadi ses anciennes libertés. Les dirigeants du parti ont donc pris des risques, et ils le savent, ils ne sont pas eurs d'être suivis par tous leurs militants en dépit de la discipline de l'organisation.

Quant à l'ETA et à ses cousins politiques, regroupés dans un comité de coordination patriote socialiste (KAS), ils ont accusé le coup « avec douleur ». L'ETA militaire a engagé une véritable guerre de communiqués

pour demander au P.N.V. de revenir sur sa décision et pour inciter le base du parti — qui a des sympathies pour la lutte armée — à la désobéissance. L'argumentation des guérilleros pêche souvent par approximation ou par excès. Ils comptent volontiers « leur guerre » à celle du P.N.V. contre la France et s'appliquent aussi volontiers à l'attaque du P.N.V. à celui du gouvernement de Vichy. Mais il y a un point où leur est facile de plier : l'efficacité de la voie politique et parlementaire, étant donnée l'incompréhension, voire l'hostilité, que le gouvernement madrilène a manifestées jusqu'à présent à leur égard.

Aux yeux du P.N.V., la manifestation de samedi, même si elle est un échec, n'est que le premier pas d'une longue opération destinée à « lever le terrorisme ». Les rumeurs qui l'ont poussé sont nombreuses. Le parti a senti le besoin d'éduquer « ses militants, car certains commencent à draper vers le radicalisme ».

En outre, il ne veut pas laisser aux socialistes et aux centristes le contrôle d'un électoral qui espère d'abord à la pacification d'Euzkadi. Lui-même s'estime menacé. « L'ETA tue aujourd'hui des policiers », dit M. Anasagasti. « Demain, ce sera des militaires ; un jour, ce sera nous. »

Entre les deux secteurs du nationalisme basque, la rupture est donc consommée. Les guérilleros semblent se réduire les conséquences pour eux-mêmes. Certes, leurs amis politiques effrent que, en « voulant plier à Madrid », le P.N.V. se discrédite et renforce le camp des partisans de la lutte armée. Ils cachent mal, pourtant, le désarroi dans lequel l'initiative du vieux parti nationaliste les a plongés. « Le P.N.V. et nous, nous vivons l'indépendance », dit un porte-parole du KAS de Bilbao. « Jusqu'ici, nous pensions faire ensemble une partie du chemin. »

Samedi, à Bilbao, les chemins seront nettement séparés. Le P.N.V. organisera une marche silencieuse, au centre de la ville, en compagnie du P.S.O.E., du P.C., des commissions ouvrières et d'autres organisations de gauche. A 3 kilomètres de là, l'extrême gauche nationale fera, à la même heure, une contre-manifestation. Et chacun comptera ses forces.

CH. RILIS VANHECKE.

AMÉRIQUES

Chili

AVEC DES RESTRICTIONS

Les premières élections syndicales depuis 1973 auront lieu le 31 octobre

Santiago (A.F.P., UPI). — Les élections syndicales, interdites depuis le coup d'Etat militaire de 1973, vont être rétablies, a annoncé vendredi 27 octobre à Santiago M. Vasco Costa, ministre chilien du travail. Elles auront lieu mardi 31 octobre pour renouveler les directeurs syndicaux des entreprises du secteur privé, les fonctionnaires et les travailleurs des entreprises nationalisées, qui n'ont pas le droit de se syndiquer, ne bénéficient pas de cette mesure, a-t-il précisé.

Selon M. Costa, les travailleurs

auront « la pleine liberté d'affiliation » au syndicat de leur choix. Cependant, les fonctions de dirigeant syndical ne pourront pas être occupées par « les personnes ayant participé activement à la politique d'un parti, milité dans un parti, ou participé collectivement selon des formules modernes et rénovées ». Il a estimé qu'il s'agissait d'une étape vers la formation d'une nouvelle génération de dirigeants syndicaux dépolitisés.

Sept organisations syndicales ouvrières et paysannes avaient été dissoutes récemment, leur inspiration ayant été jugée « marxiste » (le Monde du 21 octobre).

M. Costa a annoncé que les élections seraient « libres, directes et au scrutin secret », et que les dirigeants élus participeraient dans l'avenir à des négociations collectives selon des formules modernes et rénovées. Il a estimé qu'il s'agissait d'une étape vers la formation d'une nouvelle génération de dirigeants syndicaux dépolitisés.

Sept organisations syndicales ouvrières et paysannes avaient été dissoutes récemment, leur inspiration ayant été jugée « marxiste » (le Monde du 21 octobre).

Etats-Unis

PAN SUR LE BEG !

Donald, le célèbre canard dessiné par Walt Disney, émarcraient au budget du ministère américain de l'habitat et de l'urbanisme pour un salaire annuel de 59 999 dollars (ou environ 490 000 F), a révélé vendredi 27 octobre le « Los Angeles Times », après ce samedi par l'« International Herald Tribune ». Des inspecteurs du General Accounting Office (G.A.O.), — qui a certaines des attributions de la cour des comptes française — avaient placé ce nom fantaisiste, parmi une trentaine d'autres, dans la mémoire de l'ordinateur qui gère les salaires des employés de ce ministère. Ils voulaient tester les capacités de contrôle de cet appareil et de ceux qui en ont la charge.

Non seulement l'ordinateur n'a pas réagi à l'embarcage de cet amable volatile mais il a accepté sans s'en rendre compte le double du maximum autorisé pour les fonctionnaires. Le G.A.O., qui semble avoir détecté des abus, a saisi le ministère de la Justice.

Le président Carter a annoncé la nomination de M. Earle comme chef des négociateurs américains aux conversations. M. Earle, qui était jusqu'à présent chef adjoint de la délégation des Etats-Unis remplacé M. Warnke, qui a demandé à être déchargé de cette fonction. — (Reuters.)

Centre Communautaire

19, bd Poissonnière, 75002 Paris
PREMIER DINEE DEBAT Ou la samedi 31 octobre 1978 à 20 h. Reprise du cycle des dîners-débats avec la participation de SAUL FRIEDLANDER « Quand vient le serviteur » Débat animé par Victor MALKA Réservation au 336-07-00

Handwritten note: 10/31/78

AFRIQUE

Le Niger sur la voie de la rigueur

Dans un premier article, (« le Monde » du 28 octobre) notre envoyé spécial a tracé les grandes lignes de la politique intérieure et extérieure des dirigeants de Niamey depuis l'élection de l'ancien président Diori Hamani le 15 avril 1974. Il évoque ci-dessous le développement économique, notamment à la lumière du « boom » minier.

Niamey. — « De grâce, que personne ne parle plus d'Eldorado de l'Afrique. Que l'on cesse de placer le Niger à un niveau de développement économique qui n'est pas le sien, en lui faisant une réputation qu'il ne mérite pas. Quelle que soit la vigueur de notre optimisme, quelle que soit l'étendue de nos espérances en ce qui concerne la mise en valeur de notre sous-sol, nous devons rester modestes », dit le lieutenant-colonel Seyni Kountché.

Ces appels à la sagesse lancés par le président de la République du Niger, soucieux de bien faire comprendre à son interlocuteur que l'ancienne colonie française de l'Ouest africain reste un Etat sous-développé, ne peut empêcher le visiteur de passage de s'étonner sur les projets spectaculaires de l'économie réalisée grâce au développement de l'exploitation des mines d'uranium.

« En 1971, l'uranium représentait moins de 9 % des recettes d'exportation du Niger. En 1977, il en représentait plus de 70 % », indique un diplomate. Il ajoute : « L'accroissement de la demande sur le marché international et la hausse des prix du minerai ont bénéficié aux Nigériens. En 1977, ils ont exporté 1 500 tonnes d'uranium - métal, dont les trois quarts en France. Setze compagnies représentant neuf pays différents s'intéressent à l'exploitation des mines, et les perspectives s'annoncent excellentes, les réserves connues dépassant largement plus de 100 000 tonnes d'uranium-métal... »

fait preuve de prévoyance dès le début du « boom » minier. Ils ont créé un Fonds national d'investissement (F.N.I.), financé grâce aux profits tirés de l'uranium et dont les ressources servent au développement de l'économie nationale.

« Dans les années qui viennent, nous pourrions financer les aménagements hydro-électriques, qui sont actuellement presque entièrement financés par l'aide extérieure... »

Grâce à ses richesses minières, le Niger est entré dans l'ère atomique. Cinquième producteur mondial d'uranium, il exportera dès l'année prochaine 2 000 tonnes de minerai qui, vendu au cours actuel, rapportera 20 milliards de francs C.F.A.

Détaché par une grande organisation internationale, un économiste européen nous dit : « Depuis son accession au pouvoir, il y a quatre ans, le président Kountché a relancé l'économie de son pays. En stimulant le secteur minier, il est parvenu à inspirer confiance aux étrangers, qui ne mesurent pas leur concours financier au Niger. En trois ans, pour les années 1974, 1975 et 1976, les Nigériens ont reçu près d'un demi-milliard de dollars d'aide extérieure. Sans doute, parce que, au cours de la même période, le budget et surtout le commerce extérieur connaissent un accroissement de 300 %. En effet, tout est là... »

Experts et assistants techniques, diplomates et hommes d'affaires, banquiers et coopérants, la plupart des étrangers, quelle que soit leur nationalité, ne dissimulent ni leur foi en l'avenir ni leur admiration pour les résultats déjà acquis. Un jeune chercheur canadien dit : « En 1970, les exportations de ce pays ne couvraient encore que 54 % de ses importations. L'année dernière, les exportations dépassaient de 8 % les importations, pourcentage plus en plus important par suite de l'effort d'équipement qui s'accroît... En un coopératif français, récemment encore contestataire à l'université, indique : « Ici, il n'y a pas de dépenses somptuaires, l'argent qui entre sert effectivement à développer le pays... Le SNTC ne dépense pas 13 000 francs C.F.A. mensuels et un ministre ne reçoit que 200 000 francs C.F.A. d'indemnité par mois... »

La Société des mines de l'Air (SOMAIR) (3), qui emploie dans la région d'Arlit six cents travailleurs et quatre-vingt-dix ouvriers, fait figure d'entreprise pilote. Elle aura exporté en 1978 1 800 tonnes d'uranium-métal sous forme d'uranate de soude. Par camions, des lots de 12 ton-

II. — « Pas d'Eldorado »

De notre envoyé spécial PHILIPPE DEGRAENE

nes comportant une série de fûts métalliques de 500 kilos, sont évacués sur Tahoua et Boko jusqu'à Parakou, tête de ligne du Bénin-Niger, puis par chemin de fer sur le port béniouze de Cotonou et enfin par mer sur l'Europe.

Entrée en production au printemps de cette année, la Compagnie minière d'Arakoua (COMINAKI), dont le Niger détient 31 % du capital, produira 1 500 tonnes d'uranium-métal en 1978, sous forme d'uranate de manganèse. Mais, d'ores et déjà à Inouraren, les géologues ont mis au jour, dit-on, des réserves supérieures à celles d'Arilit et d'Arakoua. r é n n e s . Une société comprenant des capitaux américains, français et nigériens devrait, dès 1982, exploiter le gisement d'Inouraren.

Les projets sont légion. On envisage de récupérer du molybdène dans les déchets d'uranium d'Arakoua. Une demi-douzaine de nouveaux gisements sont minutieusement étudiés : Afakoua, ouest. Afakoua-est ; Aboukourou, auquel s'intéressent des sociétés japonaises ; In Arad, pour lequel Britanniques, Français et Italiens envisagent de s'associer. Une véritable fièvre de l'uranium se développe, entretenue par la flambée des cours : acheté 100 francs le kilo en 1974, le prix du minerai atteint aujourd'hui 470 francs.

L'Office national des minerais (ONAREM) contrôle toute la production, et toutes les compagnies minières ont négocié avec le gouvernement à contribution par le gouvernement. Tous les grands projets de développement en cours seront réalisés avec l'aide des exploitants miniers comme ce fut le cas pour la route de Tahoua qui relie Tahoua à Arlit par exemple et qui, bientôt, reliera le Niger à la grande route transafricaine Alger-Lagos.

Kaindaji, près d'Arakoua, dont la construction est encore à l'étude, que l'industrialisation du pays peut être envisagée.

Actuellement, l'industrie ne représente guère que 14 % du produit intérieur brut du pays. Cela est dû principalement au fait que les quelques usines nigériennes sont étroitement tributaires de l'étranger pour leur approvisionnement en fuel. Les allées et venues des camions-citernes entre Cotonou et Niamey, ou entre Parakou et Niamey, constituent une véritable source de cauchemars permanents pour les chefs d'entreprise comme pour les pouvoirs publics. En effet, ni la cimenterie de Malbaza, dont la capacité a été doublée grâce à une aide chinoise, ni l'usine textile de la capitale ne peuvent tourner sans la manne extérieure.

Une chute brutale de la production agricole

Pour l'instant, l'agriculture constitue le seul prioritaire de l'équipe gouvernementale, car 90 % des Nigériens sont des cultivateurs ou des éleveurs. Or le secteur agricole est nettement en déclin. Le climat — à la fois défavorable et imprévisible — a été particulièrement inclement depuis six ans. La sécheresse ayant dévasté le pays. La désaffection pour le travail des champs n'épargne pas les paysans nigériens déjà découragés par les faibles prix des denrées agricoles.

En 1973, la chute de la production a nécessité l'importation de 30 000 tonnes de céréales. En 1977, la production de millet et de sorgho était en hausse, mais l'accroissement de la population est tel qu'il a encore fallu importer 30 000 tonnes de céréales diverses.

L'élevage a été durement frappé. Il employait, en 1972, 20 % de la population et représentait 20 % du produit intérieur brut. De 1972 à 1974, deux millions de têtes de bétail ont été sacrifiées. Grâce à l'aide internationale, le cheptel a été reconstitué à 80 %, mais l'élevage nigérien vit dans la hantise d'un retour offensif de la sécheresse et de la disette.

D'autre part, la production d'arachides en coques est tombée de 145 000 tonnes en 1972 à 4 900

tonnes en 1977, et celle de coton de 11 128 tonnes en 1975 à 4 060 tonnes en 1977. Ces chiffres, qui traduisent une chute brutale de la production agricole, préoccupent les dirigeants du Niger.

Collaborateur de l'ancien président Diori Hamani, M. Mal Maigana, ministre des affaires économiques, est préoccupé, dit-il, par « le déficit vivrier ». Il s'en explique : « D'un côté, il y a l'insécurité et les pertes énormes encourues, mais, de l'autre, il y a l'Office des produits vivriers du Niger, l'O.P.V.N. Il faut manager, et la priorité des priorités concerne donc le secteur agricole. Or, nous avons toujours à faire face à quelque épreuve nouvelle : les prédateurs, les oiseaux, les chenilles, les scutelleries, les crues migratoires, les pluies qui manquent... ou tombent prématurément... ou trop abondamment... »

On retrouve chez le Dr Mahamant Amou, ministre du plan, cette commune volonté de ne pas céder à la tentation du triomphalisme née de l'essor spectaculaire du secteur minier. Modestement, notre interlocuteur admet que la mise en place des coopératives souffre de retards, que sur 1 500 hectares d'aménagements hydro-agricoles annuellement prévus, seuls les deux tiers ont été réalisés que les caprices du climat n'ont pas permis d'atteindre le seuil fixé au développement rural. En revanche, dans le domaine de la scolarisation, les objectifs du plan triennal 1976-1978 ont été dépassés (17 % au lieu de 15 %).

De bonnes perspectives financières

Mais les finances nationales sont saines. Le budget 1978, qui est de l'ordre de 45 millions de francs C.F.A. contre 14 milliards d'investissements, soit 32 %. Les recettes budgétaires constamment excédentaires ont permis de porter les ressources du Fonds national d'investissement de 3 800 millions en 1976 à 8 000 millions en 1977 et à 14 100 millions en 1978. La dette extérieure excède à peine 5 % du budget, ce qui est évidemment très modeste. L'aide extérieure n'a cessé de s'accroître au cours des dernières années, atteignant, en 1978, environ 200 millions de dollars. La France est en tête (4), mais les nouveaux partenaires sont nombreux, parmi lesquels, derniers venus, les pays arabes.

Le revenu par tête d'habitant, qui était de 13 dollars en 1974,

est passé à 38 dollars. Le pays ignore le chômage économique et a besoin de main-d'œuvre. Le manque de cadres est particulièrement grave. C'est une des raisons pour lesquelles a été créée à Agadès une école des mines qui, avec l'aide du ministère de la coopération et celle des sociétés minières, forme des agents d'encadrement et des ingénieurs.

Pourtant, quelques ombres menacent d'obscurcir ce tableau optimiste dont l'inflation et les menaces de sécheresse. D'octobre 1977 à octobre 1978, les prix ont augmenté de 30 %, ce qui, par rapport à avril 1974, représente une hausse de 200 %. L'inflation est directement liée au développement ; modérée dans le secteur (+ 13 %), elle est plus forte dans le secteur agricole (+ 42 %).

Lorsque, parcourant les rues de la capitale, on constate qu'elles sont pleines de fondrières, et quand on voit la pluie tomber pendant des heures sur la ville, on imagine difficilement la situation réelle en brousse. De même, un s'étonne de certains récits alarmistes lorsque, aux abords de la ville, on croise des bovins peules ou des chevillards haussés poussant à la brèche des animaux au garrot lourd et gras et dont l'œil pétille de santé.

Les autorités nigériennes elles-mêmes admettent d'ailleurs : « Cette année, notre pays est moins éprouvé que la Mauritanie, le Sénégal ou la Gambie, mais il y a rupture des stocks de céréales... » Et, au demeurant, ce que l'on veut à Niamey, c'est même à brève échéance vaincre un retour éventuel du fléau ce que le lieutenant-colonel Seyni Kountché réclame pour sa part en ces termes : « Ce que nous attendons de la communauté internationale, c'est quelle nous aide à attaquer le mal à la racine et non pas qu'elle apporte le médicament au malade lorsqu'il sera de nouveau en crise... Il faut prévenir et non guérir... En un mot, nous aidons à réaliser nos aménagements agricoles pour que nous puissions réellement nous développer... Nous n'aimons pas le don et nous n'en sollicitons pas... »

Cinquième producteur mondial d'uranium

Homme prudent, réservé, volontiers secret même, M. Moukalla Arouna, ministre des mines, a, lui aussi, quelque peine à dissimuler son optimisme. Il est visiblement satisfait et surtout confiant dans l'avenir : « Le quart du budget est financé par les ressources provenant de l'uranium, c'est-à-dire à concurrence de 12 milliards sur 42 milliards de francs C.F.A... (1) »

Les dirigeants de Niamey ont

Dégager de nouvelles ressources minières

« Il faut que le Niger cesse de dépendre exclusivement de sa production d'uranium... », nous dit un ministre. « Nous devons chercher à diversifier notre économie, à développer d'autres secteurs... »

Dans l'Air, près d'El-Mekki, des tâcherons extraient de façon artisanale de la cassiterite. Ce minerai d'étain est exporté en Nigeria, soit vers Jos, soit vers Lagos.

Dans la région de la Tapoa, près de la zone dite du W, à cause de la forme de la zone qu'y dessine le fleuve Niger, 500 millions de tonnes d'un minerai de phosphates analogue à ceux du Sénégal sont susceptibles d'être prochainement exploités.

Mais c'est dans le domaine de l'énergie que les espérances semblent les plus sérieuses. Les Nigériens, qui ont commencé à utiliser à Niamey même l'énergie solaire (3), ont dépêché des indices de la région de Tahoua. Dans la région d'Agadès sont déjà à l'œuvre les techniciens de la Société nigérienne de charbon (SINICER), aux côtés de Robert Galley, ministre de la coopération, a rendu visite lors de son dernier voyage officiel au Niger. Les 5 millions de tonnes de charbon que trouveraient 250 millions de kilowatts-heures, approvisionner les sociétés minières en énergie nécessaire à la transformation de l'uranium, et donc mettre fin aux coûteuses importations de fuel, à partir du port béniouze de Cotonou.

En revanche, nul ne peut à Niamey fournir d'indications précises sur les indices pétroliers de Tahoua. Mais tout le monde ici pense que, vu de la Libye et du Nigeria, principaux producteurs africains de « or noir », le Niger doit lui aussi posséder d'importantes ressources pétrolières. C'est à partir de ces ressources éventuelles — activement recherchées sur les rives du lac Tchad et dans le Djado — ainsi qu'à partir de l'énergie hydro-électrique des barrages du W et de

Le Monde DE L'EDUCATION

Numéro de novembre



LE CHOMAGE DES JEUNES DIPLOMÉS

LES DIPLOMES QUI RESISTENT LE MIEUX

Moins de 10 % de chômeurs :

CAP de bâtiment, BTS de secrétariat, DUT Informatique, grandes écoles...

Plus de 25 % de chômeurs :

Licence de lettres modernes, DUT Informatique, CAP de vendeur...

LES SURDOUÉS LES DEVOIRS A LA MAISON SONT INTERDITS

Mensuel : 5 F

28 oct. - 5 nov.

BROCANTE de PARIS

100 EXPOSANTS

PISCINE DELIGNY

On y chine... On y mange... On y boit...



PETER STUYVESANT

Peter Stuyvesant FILTER 20

CHOICE TOBACCOES KING SIZE

PAQUET SOUPLE Fr. 4.10

PAQUET RIGIDE Fr. 4.10

RICH CHOICE TOBACCOES

سكوتيلو

LE DÉBAT BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

SANTÉ ET FAMILLE : le gouvernement tentera de remédier aux difficultés de la Sécurité sociale avant la fin de l'année

L'Assemblée a examiné, en fin de matinée le vendredi 27 octobre, le budget de la santé et de la famille.

M. PONS (R.P.R.), rapporteur spécial de la commission des finances, pour les crédits de la section commune santé-travail, qui s'élevaient à 777 millions de francs, et pour ceux de la santé et de la famille qui se montent à 25 milliards 567 millions de francs, observe qu'il s'agit là du deuxième budget civil et que c'est un bon budget. Il regrette que le gouvernement ait fait appel à la Caisse des dépôts et consignations pour résoudre les difficultés de trésorerie de la Sécurité sociale et que les prêts consentis à celle-ci aient été au taux du marché, alors que les dépôts effectués à la Caisse sont rémunérés à 1 %.

La commission des finances, indique le rapporteur, demande « la réunion dans les meilleurs délais d'une table ronde rassemblant avec toutes les parties concernées, des représentants du Parlement, afin d'examiner la situation de la Sécurité sociale. Elle souhaite également que les moyens en personnel de la Cour des comptes soient augmentés, afin que cette juridiction puisse assurer sa mission de contrôle des organismes de Sécurité sociale. La commission a constaté et regrette le retard intervenu dans la réforme des tarifs de l'hospitalisation privée et demande que cette réforme soit conduite à son terme dans les tout prochains mois. Cette recommandation a été adoptée à l'unanimité des commissaires, de même qu'une autre demandant que le mode de financement des dépenses sociales soit réformé dans le sens d'une plus grande équité ».

M. FABUS (P.S.), rapporteur spécial pour la Sécurité sociale, juge la situation de celle-ci alarmante. Il constate que, si l'aide apportée par l'Etat s'élève au total à 37 milliards 200 millions de francs, les crédits inscrits au budget de la santé et de la famille, et dont le montant est de 5 milliards 830 millions de francs, sont insuffisants pour remédier aux déséquilibres des différents régimes auxquels il vous appartient d'apporter votre concours ».

Évoquant le rapport présenté au Conseil économique et social par Mme Evelyn Guillet sur l'évolution de la démographie, le rapporteur estime qu'il serait de la plus haute importance d'ouvrir au Parlement un débat sur ce sujet. Il se demande s'il ne faudrait pas attribuer au chômage la baisse du nombre des accidents du travail et il déclare que son groupe est opposé à toute réforme qui « consisterait à augmenter les indemnités journalières, à les inclure dans le revenu imposable. Il relève, d'autre part, que les prestations familiales, qui avaient augmenté de 14,6 % en 1978, ne seront majorées que de 7,3 % en 1979. « Elles sont pourtant insuffisantes et, de surcroît,

injustes et inefficaces », affirme-t-il. Pour ce qui concerne la Sécurité sociale, la commission demande que, l'assiette des cotisations « n'ayant toujours pas été aménagée, en dépit des multiples rapports qui ont été dressés, le gouvernement prenne enfin une décision en la matière ». M. DEBIEUX (U.D.F.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales pour la santé et l'assurance-maladie, estime que « l'effort serait à intensifier dans le domaine capital de la recherche biomédicale ». « Il faut soutenir la compétition internationale, pour ce qui est de la recherche biomédicale ». « Il faut soutenir notre commerce extérieur grâce à des ventes de brevets et de produits sanitaires plutôt que grâce à des ventes d'armes ». Le rapporteur évoque « ce fléau social qu'est l'alcoolisme », contre lequel les commissions départementales instituées en 1964 semblent souvent impuissantes.

M. LEGRAND (P.C.), rapporteur pour avis pour la Sécurité sociale, affirme que les difficultés financières que connaît celle-ci sont dues au chômage, « qui entraîne une diminution des recettes de plus de 14 milliards » et à ce déficit, qui est structurel et ne peut être comblé par des expédients, tels que l'utilisation des excédents des associations familiales. « déclare-t-il. Il estime que « l'imposition des indemnités de maladie est profondément injuste » et constate qu'elle s'élève à 900 millions de francs, alors que la grande fiscalité est évaluée à 45 milliards de francs. La commission des affaires culturelles souhaite, elle aussi, la réunion d'une « table ronde » sur la Sécurité sociale. Elle a adopté d'autres observations tendant à la remise en ordre de la trésorerie, une redistribution des charges entre l'Etat et la Sécurité sociale, la suppression de la sous-rémunération des fonds de roulement placés à la Caisse des dépôts, la redéfinition de la place de l'Etat social, la généralisation de la Sécurité sociale et de l'harmonisation des risques et des prestations ».

Mme VEIL : une politique crédible

Mme VEIL, ministre de la santé et de la famille, estime que « la politique d'humanisation des hôpitaux a connu un grand succès ». Nous aurons financé, précise-t-elle, la reconstruction de plus de 100 000 lits, qui étaient jusque-là en salle commune, et « il ne reste plus qu'à rénover 70 000 lits en salle commune de plus de quatre lits à rénover ». Le ministre indique, d'autre part, que de 1974 à 1977, le nombre d'hospitalisés est passé de 348 000 à 425 000 et que « la politique d'éducation sanitaire, très faiblement dotée en crédits voici cinq ans, est désormais crédible ». La politique menée par le gouvernement a également connu un succès dans le domaine de la périnatalité et dans celui de la recherche. Les crédits inscrits à ce dernier titre auront augmenté de 85 % entre 1976 et 1978.

Abordant le problème de la Sécurité sociale, Mme Veil déclare : « Les perspectives de trésorerie de la Sécurité sociale pour les prochains mois restent tendues et particulièrement dépendantes de l'environnement économique. Nous attendons notamment de connaître les résultats de la progression récente des salaires sur les rentrées de cotisations du troisième trimestre. Pour 1979, en revanche, il apparaît inévitable que nous pourrions rencontrer un déséquilibre financier ». Elle estime que « les problèmes que nous connaissons aujourd'hui ne traduisent pas seulement les difficultés de faire vivre notre système de cotisations ; nous sommes en période de croissance ralentie, mais aussi une croissance importante des dépenses d'assurance-maladie ».

Elle assure que « le gouvernement n'acceptera pas de réduire la couverture sociale des Français » et que « la question de

fonds ne pourra pas être éludée : en dépit des efforts importants déjà accomplis, et qui devront être poursuivis pour maîtriser les dépenses, il s'agit de trouver des solutions nouvelles ». Le ministre annonce que « le gouvernement proposera avant la fin de l'année des solutions compatibles avec les grands équilibres économiques et avec les engagements qu'il a pris ».

M. HOFFFEL, secrétaire d'Etat à l'action sociale, relève que les crédits dont il a la charge progressent de 20 % par rapport à 1978 et s'élèveront en 1979 à 11 milliards de francs. « Il est naturel que le développement de la prévention et les progrès de la législation se traduisent par une augmentation des dépenses sociales », déclare-t-il. Mais la cause principale d'élargissement des charges réside dans l'augmentation des prix de journaux et de médicaments. C'est dans ce domaine qu'il convient d'agir avec vigueur ».

Le secrétaire d'Etat précise ses objectifs : pour les personnes âgées, il s'agit de « domicilier » les handicapés, de leur permettre de rentrer et d'entrer en application, avant la fin de cet été, tous les textes réglementaires découverts de la loi d'orientation de 1975 ».

M. PERRUT (U.D.F., Rhône), estime que « la reconnaissance de la valeur économique du travail de la mère au foyer devrait logiquement aboutir à l'octroi d'un statut ». M. GAU (P.S., Isère) relève que, si les crédits de la santé et de la famille ont augmenté de 20 % en quatre ans, plus des deux tiers des dépenses ordinaires, « traduisant l'aggravation de la misère en France, évoluent sans que le ministre puisse intervenir pour les contrôler ». Quant aux crédits affectés

aux actions volontaristes, ils ont augmenté de 250 % en cinq ans, mais ils ne représentent que 1,11 % du budget, et les dépenses en capital croissent beaucoup moins rapidement que les dépenses ordinaires. Le député estime que le gouvernement, « au lieu de mettre au point une politique globale de la famille », continue à ne prendre

Propositions et critiques diverses

M. PINTÉ (R.P.R., Yvelines) propose plusieurs amendements en faveur de la famille : suppression du plafond de ressources pour les familles de trois enfants et plus ; majoration du complément familial d'une somme représentant la moitié du revenu net par ces mêmes familles et maintien des réductions accordées aux familles nombreuses, notamment dans les transports en commun, que l'enfant est considéré comme personne à charge. Il se prononce, d'autre part, pour la généralisation progressive des dépenses de sécurité sociale.

M. LÉGER (P.C., Ardennes) déclare : « Votre budget est le reflet de votre crise. Il vise à corriger ses dégâts sociaux ». Il estime qu'il faut imputer à la « politique d'austérité » du gouvernement l'insuffisance des crédits affectés à la prévention, notamment dans le domaine de la médecine scolaire. « Il affirme, d'autre part, que l'indépendance du médecin se trouve mise en cause par les mesures de contrôle des tarifs de travail ».

M. BEAUMONT (non-inscrit, Val-de-Marne) estime que « le contrôle des dépenses de santé passe par des réformes de structure » et qu'il est nécessaire de « donner à chacun un pouvoir de gestion de son budget de santé ». M. HUBERT VOILQUIN (U.D.F., Vosges) évoque les problèmes du thermalisme. M. BECHE (P.S., Doubs) souhaite que des mesures soient prises en faveur des personnes âgées en milieu rural.

M. GISSINGER (R.P.R., Haut-Rhin) relève que « le fonctionnement des commissions techniques d'orientation et de reclassement des handicapés rencontre de grandes difficultés ». Il s'agit, d'autre part, du maintien du régime local d'assurances sociales en Alsace. M. HAGE (P.C., Nord) conteste l'idée selon laquelle il y a eu un « retour à la normalité ».

M. GISSINGER (R.P.R., Haut-Rhin) relève que « le fonctionnement des commissions techniques d'orientation et de reclassement des handicapés rencontre de grandes difficultés ». Il s'agit, d'autre part, du maintien du régime local d'assurances sociales en Alsace. M. HAGE (P.C., Nord) conteste l'idée selon laquelle il y a eu un « retour à la normalité ».

« que des dispositions fragmentaires dont ne bénéficient que quelques catégories aux ressources particulièrement faibles ». Il ajoute : « Vous réduisez, dans une large mesure, la prévention à une action psychologique en refusant de vous attaquer aux véritables causes économiques et sociales de la plupart des maux que vous prétendez combattre ».

Pas de « table ronde »

M. MARCUS (R.P.R., Paris) souhaite également que les crédits consacrés aux hôpitaux soient augmentés à l'avenir et que l'on ait davantage recours à l'hospitalisation à domicile. M. JANS (P.C., Hauts-de-Seine) juge urgent de revaloriser les pensions et les retraites. M. PONTAINE

Pas de « table ronde »

Répondant aux orateurs, Mme VEIL indique que sur le problème du financement de la Sécurité sociale, elle attend le rapport du Conseil économique et social, ceux dont elle dispose lui paraissent incertains. Elle se déclare défavorable à la proposition d'une « table ronde » sur ce problème, car « ce n'est pas à partir de points de vue divergents, mais d'un point de vue commun que l'on peut parvenir à un consensus. Je ne crois pas du tout à l'efficacité d'une « table ronde ».

Le ministre estime souhaitable une étude globale sur la question des pensions de réversion. « L'effort de généralisation et d'harmonisation de la sécurité sociale sera poursuivi, affirme-t-elle. Ce qui concerne la maladie, cette harmonisation est presque réalisée. Pour certains régimes, il sera difficile d'y parvenir, car ils disposent d'avantages considérables ».

Mme Veil relève qu'un effort a été fait depuis quelques années pour « constituer des droits propres en matière de retraite pour les mères de familles » et que, dans ce domaine, le gouvernement a fait un « pareil effort ». Elle constate, d'autre part, que « plus de la moitié des salaires du régime général sont payés à la retraite entre soixante et soixante-cinq ans et au-delà ». Elle souligne que, « non seulement le gouvernement est attaché au caractère pluraliste du système de santé, mais encore la politique qu'il mène va dans le

sens du libéralisme ». Elle se prononce contre toute proposition de remise en cause fondamentale du système de la sécurité sociale tel qu'il a été établi par les ordonnances de 1945. Le ministre estime que le contrôle des dépenses de sécurité sociale doit reposer sur « une autodiscipline des médecins ». Au sujet de la recherche, Mme Veil affirme que « la cure qui a existé entre recherche publique et recherche privée est en train de s'estomper ». Elle précise que les indemnités perçues en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle ne sont pas intégrées au calcul du revenu imposable. Enfin, répondant à l'accusation de présenter un budget d'austérité, elle déclare : « L'évaluation des dépenses sociales est un problème auquel tous les pays ont à faire face. » Elle fait état d'une enquête encore confidentielle, mais qui sera prochainement publiée, et qui montrera, à partir d'exemples précis de maladies graves, que « quelle que soit la catégorie sociale à laquelle ils appartiennent et le régime de sécurité sociale dont ils bénéficient, les malades doivent acquiescer à des frais de soins qui sont de plus en plus élevés ».

M. Chirac : les crédits

M. BARIANI (U.D.F., Paris) est indispensible d'améliorer la préparation au premier emploi. Interrogé par M. LEGRAND (P.C.) au sujet du logement des travailleurs immigrés, M. STOLERU précise : « Les immigrés doivent pouvoir se loger où ils le veulent. Les logeurs sont responsables de leur logement pour fait de faillite. Le gouvernement a pris une série de mesures à ce sujet ». L'Assemblée adopte à main levée les crédits de la santé et de la famille. La séance est levée à 20 h 50.

PATRICK JARREAU.

Un budget de plus de 25 milliards

Les responsabilités de Mme Veil, ministre de la santé et de la famille, tiennent aux choix que traduit le budget de son ministère qu'à la tutelle qu'elle exerce sur l'ensemble des régimes de la Sécurité sociale. Les quatre rapporteurs du budget de la santé et de la famille, quinze députés présents, vendredi 27 octobre, à l'Assemblée, ne s'y sont pas trompés : l'essentiel de leurs interventions portait sur la Sécurité sociale, dont les prestations, devaient rappeler, sont au moins égales au budget de l'Etat.

Le budget du ministère de la santé n'est pas pour autant négligeable, puisque, avec 25,67 milliards de francs, il représente 5,8 % du budget de l'Etat, se situant parmi les budgets civils en deuxième position après l'éducation. L'augmentation des crédits (18,1 %) est supérieure de trois points cette année à la croissance prévue pour le budget général de l'Etat (+ 15,2 %).

Les dépenses d'aide — pour le pupile obligatoires (13,4 milliards) — et les subventions aux régimes spéciaux de retraite (9 milliards) absorbent plus des trois quarts de ce budget. A côté de ces dépenses obligatoires, les choix volontaristes du ministre de la santé sont restés cette année très fidèles aux priorités que s'était fixées Mme Veil lors de sa nomination en 1974. L'harmonisation des hôpitaux (1), qui pourra désormais comprendre le rattachement de certains plateaux techniques, la prévention (notamment l'éducation sanitaire dont les crédits doublent cette année) et le développement de la recherche

restent des actions privilégiées.

Ce débat était pourtant l'occasion de rappeler certaines critiques adressées à la gestion du ministère de la santé. Les partis de l'opposition ont notamment affirmé que les conditions de travail de l'hôpital, les interventions hospitalières hypothéquent sérieusement toute réelle politique d'humanisation. Ces interventions faisaient écho à la manifestation organisée le jour même par la C.G.T. devant l'Assemblée nationale et, surtout, aux Journées d'action de l'hiver dernier, qui avaient rassemblé plusieurs milliers de personnes. D'autre part, notamment M. Bernard Pons, député du Lot, se sont inquiétés de la nationalisation financière de la médecine à laquelle, selon eux, on assisterait.

La plupart des interventions des députés ont porté cependant moins sur la politique de la santé en tant que telle que sur la politique de la famille ou l'équilibre financier de la Sécurité sociale. Rien n'obligeait Mme Veil à donner sur ce sujet des informations précises au Parlement, malgré les difficultés importantes de financement que devraient connaître les régimes de Sécurité sociale d'ici les prochains mois. Elle s'est contentée d'affirmer que le moment était venu de fixer le niveau de protection sociale que les Français veulent se donner, et la répartition de l'effort de solidarité entre les différents groupes sociaux qu'ils souhaitent instituer. — N. B.

(1) Une enquête menée en 1977 a montré que 109 000 lits, en salle communs restaient à supprimer.

TRAVAIL : pas de réforme de l'A.N.P.E. sans consultation des partenaires sociaux

INDIQUE M. BOULIN

chargé des travailleurs manuels et immigrés poursuit avec contentement les mesures pour favoriser le retour systématique aux quarante heures. Favorable au retour des immigrés dans leur pays, le gouvernement ne se désintéresse pas pour autant d'un détournement d'emplois et de concurrence. La diminution du temps de travail sous certaines conditions peut, son avis, aider à réduire le chômage. On peut

étendre par exemple une quatrième équipe pour le travail de nuit, et de mesures pour favoriser le retour systématique aux quarante heures. Favorable au retour des immigrés dans leur pays, le gouvernement ne se désintéresse pas pour autant d'un détournement d'emplois et de concurrence. La diminution du temps de travail sous certaines conditions peut, son avis, aider à réduire le chômage. On peut

691 180 femmes demandeurs d'emploi

Mme PASQUIER, secrétaire d'Etat chargée de l'emploi féminin, rappelle les actions entreprises pour lutter contre la discrimination et contre le « doublement du marché du travail » dont pâtissent les femmes. Elle indique qu'un groupe de travail étudiera ce qui, en France, freine le travail à temps partiel et elle est contrainte, affirme-t-elle, d'opposer en lieu et place de la loi sur l'égalité professionnelle, et destinée à améliorer l'entrée des jeunes dans la vie professionnelle, sera déposée à la session de printemps.

Répondant aux différents intervenants, M. BOULIN, ministre du travail et de la participation, reproche notamment au P.C.F. d'affirmer des contre-vérités avec une obstination impudique. Il conteste surtout l'utilisation d'Etat chargé de la formation professionnelle (secteur) dont les crédits ont été analysés dans le Monde daté 24-25 septembre), estime étrange d'accuser le gouvernement de sacrifier les salaires aux demandeurs d'emploi. Réduire le chômage est une action positive, observe-t-il, avant d'affirmer que le gouvernement n'en oublie pas pour autant la nécessité de l'éducation permanente, et cela malgré les diffi-

INDIQUE M. BOULIN

cultés économiques. Ainsi a-t-il voulu faire entrer dans les faits la possibilité pour les salariés de faire des stages longs en conservant leur rémunération, et sans que ces stages aient nécessairement un lien avec leur entreprise. Pour le gouvernement, ajoute-t-il, l'apprentissage, loin d'être une voie périmée, est une formation de qualité et elle est contrôlée. M. Legendre annonce qu'un projet organisant l'alternance, et destiné à améliorer l'entrée des jeunes dans la vie professionnelle, sera déposé à la session de printemps.

691 180 femmes demandeurs d'emploi

Mme PASQUIER, secrétaire d'Etat chargée de l'emploi féminin, rappelle les actions entreprises pour lutter contre la discrimination et contre le « doublement du marché du travail » dont pâtissent les femmes. Elle indique qu'un groupe de travail étudiera ce qui, en France, freine le travail à temps partiel et elle est contrainte, affirme-t-elle, d'opposer en lieu et place de la loi sur l'égalité professionnelle, et destinée à améliorer l'entrée des jeunes dans la vie professionnelle, sera déposée à la session de printemps.

Répondant aux différents intervenants, M. BOULIN, ministre du travail et de la participation, reproche notamment au P.C.F. d'affirmer des contre-vérités avec une obstination impudique. Il conteste surtout l'utilisation d'Etat chargé de la formation professionnelle (secteur) dont les crédits ont été analysés dans le Monde daté 24-25 septembre), estime étrange d'accuser le gouvernement de sacrifier les salaires aux demandeurs d'emploi. Réduire le chômage est une action positive, observe-t-il, avant d'affirmer que le gouvernement n'en oublie pas pour autant la nécessité de l'éducation permanente, et cela malgré les diffi-

INDIQUE M. BOULIN

pour. En tout cas, le système n'est pas en état de cessation de paiements. Pour la mise en œuvre d'une politique plus volontariste, M. Boulin constate que le gouvernement consacre déjà environ 20 milliards pour inciter à la création d'emplois. Le régime de l'Agence ? « Elle devrait placer les gens, observe-t-il. Or elle produit surtout de la paperasse. » Il n'y aura cependant pas de réforme sans consultation des partenaires sociaux. Les cadres ? Des mesures spécifiques seront prises en leur faveur et les concours d'inspecteurs du travail leur est offert. La baisse de la durée du travail ? Des propositions précises seront faites, tout en évitant qu'elles n'augmentent le chômage.

691 180 femmes demandeurs d'emploi

M. GAU demande alors à M. Boulin si le gouvernement prépare des mesures restrictives par rapport à la législation actuelle sur la protection des travailleurs contre les licenciements abusifs. Le ministre lui répond : « Il n'y a pas dans la législation de freins au débouchage. Qu'est-ce qui ralentit les licenciements ? Ce sont les délais conventionnels par branche décidés en 1959. C'est une des questions à poser aux partenaires sociaux, mais ce n'est pas du domaine gouvernemental ».

Pour M. BARIANI (U.D.F., Paris) il est indispensable d'améliorer la préparation au premier emploi. Interrogé par M. LEGRAND (P.C.) au sujet du logement des travailleurs immigrés, M. STOLERU précise : « Les immigrés doivent pouvoir se loger où ils le veulent. Les logeurs sont responsables de leur logement pour fait de faillite. Le gouvernement a pris une série de mesures à ce sujet ». L'Assemblée adopte à l'issue du débat les crédits du travail, ceux de la formation professionnelle devant être votés ultérieurement.

Handwritten note: 10/30/78

POLITIQUE

Les électeurs du troisième secteur municipal de Nice revoteront avant la fin de l'année

La section du contentieux du Conseil d'Etat a confirmé, vendredi 27 octobre, la décision que le tribunal administratif de Nice avait prise, le 17 juin 1977, d'annuler les résultats des élections municipales du 20 mars précédant dans le troisième secteur de cette ville. La liste par M. Binda, l'avait alors emporté par 120 voix contre 18 826 à la liste d'union

cas « accusations mensongères » ont été de nature à « vicier la sincérité du scrutin », mais il a limité sa sanction à l'annulation aux opérations qui se sont déroulées dans le troisième groupe de cantons. Sont donc rejetées les requêtes qui concernaient le 1^{er} secteur (17 sièges), et le 2^e secteur (18 sièges), et avaient été éliminés les listes de la majorité conduites respectivement par M. Baillet et par M. Médecin, maire de la ville, tous deux P. R.

Le 20 mars 1977, les listes qui se présentaient sous le sigle « Médecin » avaient recueilli, pour l'ensemble des trois secteurs de Nice, 78 598 voix, soit 54,33 % des 144 810 suffrages exprimés. En mars 1971, époque à laquelle la ville n'était pas encore divisée en secteurs, la liste qui conduisait M. Médecin avait été élue dès le premier tour après avoir recueilli 56 491 voix, soit 50,13 % des 112 689 suffrages exprimés.

M. Icart ne sera pas candidat

De notre correspondant régional

M. Jacques Médecin a déjà annoncé (le Monde du 28 octobre) que les sortants de la liste portant son sigle ne seraient pas candidats. Cette liste ayant à sa tête, selon l'ordre alphabétique, M. Roger Binda (R.P.R.), adjoint aux affaires culturelles, comprenait six républicains indépendants, cinq candidats de tendance majoritaire, deux R.P.R. et un représentant de la fédération des socialistes-démocrates de M. Eric Hüntermann.

Du tribunal administratif au Conseil d'Etat

A l'issue du deuxième tour des élections municipales qui s'étaient déroulées le 20 mars 1977 dans la ville de Nice, les listes du Mouvement pour l'expansion, le Développement économique de la cité et des intérêts de Nice, conduites par MM. Médecin, maire sortant, Baillet et Binda, l'avaient emporté sur les listes de l'union de la gauche et des démocrates conduites par MM. Carrea, Pasquet et Mme Labica. Ceux-ci avaient alors demandé au tribunal administratif de Nice d'annuler les résultats des opérations électorales de ce second tour, qu'ils estimaient irrégulières. Par un jugement en date du 17 juin 1977, le tribunal administratif annula les opérations électorales du troisième secteur et rejeta leur requête contre les élections des premier et deuxième secteurs. Saisi en appel, le Conseil d'Etat a confirmé ce jugement par une décision en date du 27 octobre 1978 rendue sur le rapport de M. Pineut et conformément aux conclusions de M. J.-F. Théry, après observations de M^{me} Lyon-Caen, Fabiani, Lhard et Brouchet.

Les deux principaux griefs invoqués par les candidats de l'union de la gauche à l'encontre des opérations électorales du second tour étaient tirés, l'un de pressions qui auraient été exercées sur les abstentionnistes du premier tour et de manœuvres dans l'établissement des procurations, l'autre d'abus commis dans le propagande électorale.

Sur le premier point, ils reprochaient aux candidats des listes adverses d'avoir relayé les listes d'émargement par des listes d'émargement au nom des électeurs, qui s'étaient abstenus au premier tour, de leur avoir téléphoné pour savoir s'ils voteraient au second tour et d'avoir établi de fausses procurations au nom des électeurs dont ils avaient ainsi acquis la conviction qu'ils ne voteraient pas au second tour.

Le Conseil d'Etat a rappelé d'une part, qu'en vertu des dispositions des articles L.68 et R.71 du code électoral, les listes d'émargement doivent être communiquées pendant un délai de dix jours à compter de l'élection et éventuellement entre les deux tours de scrutin si tout électeur qui le demande. En consultant ces listes et en prenant ainsi connaissance du nom des électeurs n'ayant pas participé au premier

tour de scrutin, les candidats des listes du Mouvement pour l'expansion, le développement économique de la cité et des intérêts de Nice, n'avaient donc fait qu'user des possibilités ainsi obtenues en vue de solliciter pour prendre contact par téléphone avec des électeurs qui s'étaient abstenus au premier tour, afin de les inciter à voter, ce procédé ne constituait pas, en lui-même, un moyen de pression de nature à fausser la sincérité du scrutin.

Le Conseil d'Etat a estimé, d'autre part, que si deux mandataires avaient utilisé des procurations dressées dans des conditions irrégulières entre les deux tours, dont une émise au nom d'un électeur abstentionniste au premier tour et à son issue, ces faits, qui entraînaient la nullité des votes correspondants, n'étaient cependant pas à eux seuls suffisants pour établir la réalité de la manœuvre alléguée: qui aurait consisté à faire voter les abstentionnistes en utilisant de fausses procurations. Une telle manœuvre ne ressortait pas non plus de la comparaison du registre des procurations et de la liste des abstentionnistes du premier tour.

Ces requérants reprochaient, au second lieu, aux listes de M. Médecin, d'avoir procédé à un affichage massif en dehors de la période électorale et des panneaux réglementaires, et d'avoir diffusé, à la veille du second tour, un tract difamatoire mettant gravement en cause la probité personnelle de M. Pasquet, candidat dans le troisième secteur. Le Conseil d'Etat a estimé, en ce qui concerne le premier grief, que si des affiches de propagande électorale avaient été apposées par les

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

M. Debré : mon argumentation n'est pas un conte pour enfants

M. Michel Debré, député (R.P.R.) de la Réunion, répond, dans un texte publié samedi 28 octobre, dans le Progrès de Lyon, à l'entretien consacré à l'Europe, que le premier ministre avait accordé, jeudi 26 octobre, à ce même quotidien le Monde du 27 octobre. Dans ce texte, l'ancien premier ministre indique notamment que M. Raymond Barre invoque le nom de général de Gaulle. Je lui pose la question: Le général de Gaulle aurait-il accepté qu'une commission composée d'un Allemand et de deux Anglais soit chargée de choisir l'agence qui sera responsable du budget de 10 millions de francs (1 milliard de centimes) pour une propagande politique en France?

que de la Communauté européenne. (...) L'argumentation que je présente, loin d'être un conte pour enfants (1), exprime une réalité: elle expose en réponse à une chose que des affirmations, péremptives peut-être, mais que ne justifient ni les textes ni l'expérience.

(1) N.D.L.R. — M. Barre avait affirmé que « la France n'est pas le petit chaperon rouge ni la future esclave du grand méchant loup ».

PARTI RADICAL : M. Servan-Schreiber restera silencieux jusqu'au congrès

Le comité directeur du parti radical, qui a séjourné jeudi 26 octobre, a débattu de l'ordre du jour du congrès, qui se réunira à Versailles du 24 au 26 novembre. « Priorités » suivantes ont été fixées: « Le refus du chômage; la le pouvoir aux Français; la social-démocratie et l'Europe ». M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a indiqué qu'il avait délibérément adopté une attitude de réserve et de silence depuis un mois et qu'il en serait ainsi jusqu'au congrès. Il s'est déclaré « obéissant » par le chômage et a indiqué que, malgré son échec à l'élection législative partielle de Murthe-et-Moselle, il « continuerait à faire son devoir envers la Lorraine ».

Interrogé sur l'éventuelle remise en jeu de son mandat de président du parti radical, l'ancien député a fait remarquer que personne ne la lui avait demandée, M. Didier Bariani, secrétaire général, a affirmé: « Pour parler parfaitement franchement, c'est une question qui n'est pas posée au parti radical ».

Le fait est que statutairement elle n'est pas posée puisque ce congrès n'a pas, en principe, pour objet de renouveler les instances dirigeantes, et que les postulants à la succession de J.-J. S.-E. ne paraissent pas devoir faire acte de candidature à cette occasion. Mais un congrès est souverain, et si aucune offensive ne se dessine, c'est sans doute parce que trop de candidatures possibles s'annulent et parce que les opposants éventuels ne jugent pas la situation favorable. Ce qu'un membre du bureau du parti traduit par ces mots: « Nous tirons parti d'un consensus d'arrière-pensées ».

D'une manière générale, je pose à M. Raymond Barre la question suivante: il a été dit et écrit devant le Parlement français que, en application des traités, l'Assemblée qui doit être élue est l'Assemblée des Communautés européennes, dont les pouvoirs sont limités. Or il n'est fait aucun mystère que la propagande qui doit commencer est faite pour expliquer aux Français ce que sera le Parlement européen et l'extension de ses pouvoirs. (...) L'organisation de la coopération entre les nations européennes, dont je suis partisan autant que quiconque, est une trop grave affaire pour la traiter avec légèreté. Or je dis que l'absence de garanties placera à très brève échéance le gouvernement, c'est-à-dire la France, dans une situation difficile. Dois-je rappeler que le traité sur le Communauté européenne charbon acier a été voté moyennant l'assurance formelle que les cartels allemands ne seraient pas reconnus? Le contraire était dit hors de nos frontières, et c'est affectivement le contraire qui a triomphé. Les cartels allemands démentent désormais la politi-

En ce qui concerne le second grief, le Conseil d'Etat a relevé que le tract distribué à Nice dans la soirée du vendredi précédant le jour du scrutin contenait l'encart de M. Pasquet des imputations injurieuses et difamatoires. Bien que l'origine de ce document ne soit pas clairement déterminée et que la polémique électorale entre les listes en présence ait été violente, il a estimé que ces accusations mensongères visant personnellement M. Pasquet étaient d'une gravité telle qu'elles avaient été de nature à vicier la sincérité du vote. Le Conseil d'Etat a toutefois considéré, comme le tribunal administratif de Nice, que ce tract n'avait pu, compte tenu du caractère strictement personnel qu'il contenait, avoir un effet sur les résultats du scrutin que dans la circonscription dans laquelle M. Pasquet, seul mis en cause, était candidat, et n'a donc annulé que les opérations électorales de cette circonscription. C'est-à-dire du troisième secteur, où avait été proclamée élue la liste de M. Binda.

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national (extrême droite), a indiqué vendredi 27 octobre à Clermont-Ferrand qu'il conduira la liste de son parti aux prochaines élections européennes. Il a également affirmé: « Il ne faut à aucun prix que les partis politiques qui vont aux moyens financiers soient écartés de la compétition. (...) L'Europe s'enrichit pour défendre ses intérêts sociaux. Le Front national est partisan d'une Europe corrigée ».

A CAYENNE

M. Chirac souhaite une majoration des crédits pour l'agriculture guyanaise

De notre envoyé spécial

Cayenne. — M. Jacques Chirac quitte la Guyanne ce samedi pour entamer la visite de la Martinique. Arrivé jeudi 26 octobre dans la nuit à Cayenne venant de Paris, le président du R.P.R. a été accueilli à l'aéroport de Rochambeau par M. Le Trench, préfet du département par M. Hector Riviere, député R.P.R. de la Guyane et par quelques troupes folkloriques qui lui ont fait une amande. Le lendemain il a visité par sauta d'éléphant une demi-douzaine de communes de la côte entre Cayenne et Saint-Laurent-du-Maroni.

lancé, en tant que premier ministre, le plan de développement de la Guyane (M. Stirn était secrétaire d'Etat aux DOM-TOM), a affirmé: « Malgré les lenteurs et les insuffisances, rien ne permet véritablement de douter aujourd'hui de la volonté du gouvernement, de poursuivre son effort en Guyane. Pour ce fait, trop lentement, trop lentement. Ce qu'il faut maintenant, c'est entrer dans la vitesse de croisière du plan ».

M. Chirac qui, en 1976, avait

Advertisement for Crédit Agricole. Title: Déduction. Subtitle: Déclaration des revenus 5000 F. Text: Compte ID: un investissement pour payer moins d'impôts. Description: Avec le compte 'Investissement Déductible' du Crédit Agricole, vous pouvez acquérir des actions de la SICAV Unifrance. Surtout, vous pouvez déduire de votre revenu imposable le montant de vos investissements annuels dans la limite de 5000 francs par foyer fiscal (au plus si vous avez des enfants à charge pendant 4 ans). Pour en profiter dès 1978, renseignez-vous dans tous les bureaux du Crédit Agricole. Bottom: Le bon sens près de chez vous. CREDIT AGRICOLE logo.



Monde aujourd'hui

L'ERREUR

LE POINT DE VUE D'ALEXANDRE

TOUT dépend du point de vue auquel on se place, tout le monde est d'accord là-dessus, surtout mon ami Alexandre dont le métier de psychologue l'oblige toujours, dit-il, à se dépasser. Observateur, intuitif, tolérant, compréhensif, depuis le matin jusqu'au soir où, redevenant M. Tout-le-monde, il descend le poubelle pour faire une surprise à sa femme si, par hasard, elle n'est pas là. Elle n'était pas là l'autre soir, justement.

Alexandre prend l'escalier de service, glisse un pas sur deux à tâtons à cause de la lumière qui s'éteint au même rythme. Arrivé en bas, il rase le mur tout le long d'un couloir, et son enfance revient d'un coup, son enfance pareille à tout le monde, peuplée de contours obscurs. La voix pour quelques secondes revenu au pays des loups.

« Cette fois, c'était une fois », me dit-il. Une fois qui, pour lui prouver qu'elle n'a rien d'immatériel, s'est chargée elle aussi d'un bagage en plastique, il ne rêve pas. Elle a traversé le pénombre, là-bas,

un peu plus loin, ouvre la porte de la courante, jette son terdesu négligemment, s'engage dans l'escalier principal très mal éclairé lui aussi, se dépêche. Alexandre n'a presque rien vu, rien, sauf des jambes admirables ! Des jambes à ne pas rater. Il gonfle le torse, prend sa meilleure inspiration, rebondit de marche en marche, très loin derrière l'espérance. Souple, rusé, mais, il essaye ses voix féminine, sa voix de chassa. Il est prêt à monter derrière elle très haut, jusqu'à la gouttière.

« Mademoiselle, mademoiselle, juste un mot ! »

Mademoiselle s'est arrêtée. Elle se retourne à peine, juste un peu, et son visage donne en profil Mme Alexandre en personne. Un sillage au-dessus d'elle, le loup a juste le temps d'essayer sa petite entremise, noir, aussi noir que l'ombre, il s'est tapt dans un coin. Assis à côté de moi, au soleil, Alexandre tremble encore. Il ne sait pas s'il est très heureux ou très triste. Dépend du point de vue !

GUYETTE LYR.

AU VOLEUR !

La mitrailleuse de M. René

DANS ce village de montagne, où la sorte de sa léthargie qu'au temps vacanciers, la vie est trop paisible pour que l'incident ne fasse pas figure d'événement. Il paraît — tenez-vous bien ! — qu'il y a eu une tentative de hold-up à la station service.

Un hold-up à l'échelle du village : deux jeunes gens ont « fallu » voler 50 francs à M. René, le garagiste. Notre voisin en est toute remuée. La nez à peine dehors, j'ai droit à un récit très intéressant et circonstancié : « C'était hier, jeudi. Le jeudi est jour de fermeture du garage. Mais M. René habite sur place. Aussi, quand il a vu ces deux jeunes gens en panne venus lui demander du secours, il n'a écouté que son bon cœur. La voiture n'avait rien de grave : le câble d'accélérateur était cassé. En un quart d'heure, la réparation était faite.

« A peine était-il rentré dans le garage pour déposer ses outils que M. René entend la voiture qui démarre et trombe ! Ils parlaient

« sans payer. Comme remerciement, hein ? »

Mais la providence était du côté des honnêtes gens ! « Pour fuir, les « bandits » ont le malencontreux idée de faire le tour du bâtiment afin de repagner l'air de stationnement qui leur permettrait de retrouver la route nationale. Orientés comme ils étaient, ça leur évitait une marche arrière et ils pouvaient partir plus vite. C'est M. René qui nous l'a expliqué. Mais ils ignoraient que l'on possédait une cannelure d'eau derrière le garage. Et les voilà brutalement nez à nez avec une tranchée infranchissable en voiture. Le piège... »

La voisine est aux anges. Elle mime la scène comme si elle en avait été témoin : « Ils étaient bien attrapés. D'autant que M. René arrivait en courant avec sa mitrailleuse... »

« Diable, une mitrailleuse ? »

Elle baisse la voix et explique : « M. René a fait la Résistance... »

« Ah, bon ! Elle était chargée, cette mitrailleuse ? »

« Je pense bien ! Et M. René ne fait pas, s'il avait été, il n'aurait pas eu tous les torts... »

« Tout de même, une mitrailleuse de ce genre, ça ne vous paraît pas un peu disproportionné ? »

« Elle n'est démontée pas... »

« M. René leur rend service et, pour l'ouïe reconnaissance, ils assaillent de le voler. Vous trouvez ça normal ? Mais rassurez-vous, M. René n'a pas eu à tirer. Ils n'en menaient pas large les apprentis gangsters ! Il paraît que l'un d'eux pleurait... »

« Je suppose que M. René a lui-même conduit ses prisonniers de guerre » les bras en l'air jusqu'au gendarmier ? »

« Il a fait beaucoup mieux. La réparation, c'était de 50 F. Et bien, il leur a cotés 350 F. Et ils ont payé, c'est moi qui vous le dis ! »

Ensuite, M. René les a laissés partir. Ils n'ont pas demandé leur reste, les voleurs... »

JEAN CONTRUCCI

MAURICE CHAVARDES

Au fil de la semaine

LORSQUE Edward Behr, journaliste anglais, a débarqué pour la première fois dans ce pays qui se nommait encore le Congo et venait tout juste d'accéder à l'indépendance, c'était un oiseau exotique. Entassés dans les hangars de l'aéroport, des milliers de civils belges, femmes et enfants pour la plupart, rescapés des massacres et de la terreur, attendaient d'être évacués, de quitter à jamais l'Afrique.

Imperturbable, fendait cette foule apeurée et misérable, un journaliste de la télévision britannique, suivi d'une escorte de techniciens et porteurs de matériel, s'arrêtait de loin en loin pour crier d'une voix de stentor, mais avec un accent distingué, très B.B.C. : « Y a-t-il ici quelqu'un qui a été violé et qui parle anglais ? »

Cette phrase, Behr l'a encore dans l'oreille, et il en a fait le titre d'un livre qui vient de paraître (1), dans lequel il conte ses souvenirs de trente années de métier.

« Y a-t-il ici quelqu'un... ? »

par

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Paris, au début des années 50, Behr et quelques jeunes confrères aussi désargentés que lui font des « piges » pour une revue nommée « Constellation » dont le directeur, André Labarthe, abandonne les rênes à une étrange rédactrice en chef, Mme Lecoutre. Pour elle, une seule recette en matière de journalisme : « sexe ou stratégie », le meilleur article étant celui qui combine les deux. Partant de ce principe, ses jeunes collaborateurs lui fournissent d'innombrables reportages, soigneusement documentés mais entièrement imaginaires, qui s'intitulent « J'ai été médecin du harem d'Ibn Séoud » ou « J'ai été le secrétaire particulier de Mao-Tse-toung ». Elle ne formule qu'une exigence : rencontrer le

personnage dont l'article est censé retenir les propos. Pour le secrétaire de Mao, posé de difficulté : un omni chinois de l'éditeur, soigneusement endoctriné, fait l'effort, et la rencontre se déroule le mieux du monde. Quand le même journaliste, à court d'imagination comme de relations, propose quelques mois plus tard « J'ai été le secrétaire d'Ho Chi Minh » et mobilise le même Chinois en se disant que Mme Lecoutre ne le reconnaîtra pas, on frôle la catastrophe. Car elle le reconnaît bel et bien, mais, en lui tendant son chèque, s'exclame : « Mao, Ho Chi Minh... Quelle vie passionnante vous avez menée ! »

La faux le plus sensationnel que « Constellation » ait jamais publié fut « J'étais le nounou de Staline ». Cette fois, posé question de produire le témoin : la nourrice, à qui on a donné le nom de Boubou Zvanidze, serait presque centenaire, et puis Mme Lecoutre parle russe. On lui raconte donc une histoire compliquée d'émigrés blancs qui ont retrouvé le document dans ses papiers de famille. Le récit fait du petit Joseph Dougatchvili un véritable monstre : il casse ses jouets en de folles colères, torture les animaux, brutalise ses camarades, bref donne maints signes d'inhumanité précoce.

La conclusion de l'histoire est digne du canon initial : ces « révélations » sur l'enfance de Staline, les seules dont disposent les historiens, figurent quasi automatiquement depuis la déstalinisation dans les biographies, portraits et ouvrages consacrés au dictateur, et aussi bien à l'Ouest que, dit-on, à l'Est.

Jeune officier de l'armée des Indes ou l'ennemi de la guerre, il appartient aux forces britanniques interposées en Indonésie entre les colonisateurs hollandais de l'époque et les occupants japonais de la veille et les nationalistes, pouvoir de demain. Pour ravitailler son unité, il introduit, en guise de monnaie, dans une file de l'archipel, les billets d'un jeu de Monopoly qui, six mois plus tard, continueront d'y circuler avec un cours plus favorable que les yens, les guildens et autres devises.

Collaborateur à Paris de « Time » et de « Life », il manque plus d'une fois de succomber sous le poids des interminables questionnaires qu'envoie, pour chaque événement, la rédaction new-yorkaise. Ainsi, à la mort de Mistinguett, l'une des questions reçues est ainsi libellée : « Selon nos renseignements, elle n'avait pas de poils ou puils. Vérifier ou plus vite, attendons réponse. » Et, entre 7 heures et 9 heures du matin, la rédaction parisienne déniche un vieux vifvif, ancien orant de la Misa, qui s'étonne un peu d'apprendre que cette précision puisse intéresser qui que ce fut, mais confirme : « Elle en avait fort peu. »

Autre illustration des méthodes de travail de la grande presse américaine, ce reportage de deux mois au Sahara où le journaliste et le photographe qui l'accompagne manquent plus d'une fois de périr à bord du petit avion qu'ils ont loué, s'égarant dans le désert, tombent aux mains de tribus rebelles. Tout cela pour apprendre à leur retour que New-York a changé d'avis, que le Sahara n'intéresse plus personne et que le reportage ne paraîtra pas.

Quelques années plus tard, trois photos, sur plusieurs milliers de clichés rapportés de cette expédition, trouveront place dans un album de « Life » sur les déserts, et, estime Behr, chacune de ces photos a dû revenir à plus de 20 000 dollars.

QUAND un journaliste conte ainsi ses souvenirs, il lui faut résister à une tentation à laquelle bien peu échappent : faire étalage de ses belles relations, vanter sa propre clairvoyance et son astuce, se prévaloir de confidences reçues ou de secrets percés à jour, sous-entendre l'importance de ses articles, bref se faire passer pour un peu pour un auteur des moments d'histoire qu'il a vécus et non pour ce qu'il fut, c'est-à-dire un témoin. On en a vu qui, de trois ou quatre entrevues avec une personnalité qui n'avait pourtant proféré que des banalités et des évidences, ont réussi à faire un gros livre, voire plusieurs.

Journaliste depuis trente ans, Edward Behr a appartenu aux rédactions de l'agence britannique Reuters, de « Time » et de « Life », du « Saturday Evening Post », de « Newsweek », dont il dirige aujourd'hui le bureau parisien. Il a travaillé en indépendant pour d'autres journaux, des chaînes de radio et de télévision américaines, anglaises et même françaises — il collaborait, par exemple, à « Cinq colonnes à la une ». Il a traversé toutes les guerres et tous les conflits du dernier quart de siècle, du partage de l'Inde au Congo, de l'Indochine à l'Algérie, du Bangladesh au Biafra. Il a rencontré, de Castro à Mao et du général de Gaulle à Tito, tous ceux qui ont fait l'histoire de ces années. Si donc quelqu'un avait les moyens de se vanter et d'exagérer son importance, c'est bien lui.

Or son livre, qui n'est pas toujours aussi léger que pourraient le donner à penser les quelques épisodes que l'on vient d'évoquer, se signale par deux traits fondamentaux : la modestie et l'honnêteté. C'est une excellente leçon de journalisme dont l'auteur ne se prend jamais au sérieux, un des livres les plus drôles et les plus humains de cette rentrée.

(1) Robert Lafont, 236 p., 49 F.

LA LOGIQUE DE L'EXCLUSION

Vous avez dit « un monstre » ?

COMMENT devient-on un monstre ? Serge Ferraton, trente-quatre ans, mâle et qu'on croit capable de répondre à cette question : il est un monstre : n'est-il pas étranglé sa femme et tué un adolescent après l'avoir violé ?

Serge Ferraton répondra bientôt de ces deux crimes devant la cour d'assises du Nord. Il sait qu'il encourt le pain de mort ; il sait également qu'il pourrait se retrancher derrière la démence, faire le fou : n'est-il pas déjà seize années d'hôpital psychiatrique derrière lui ? Pourtant, Ferraton revendique sa responsabilité : il ne tira mille gloire de ses crimes, mais il réclame l'attention de la justice, l'attention des autres, de ceux qui ne sont pas des monstres.

A cette fin, il a rédigé le récit bouleversant, insupportable, terrible de ce qu'a été à peine nommer une « vie » : non pas un « curriculum vitae », mais un « curriculum mortis » ; dans ce livre, il écrit : « Je ne crois pas qu'il faut me regarder et dire quel monstre assassin Ferraton, mais dire quel monstre assassin avoué nous fait de Ferraton. »

Ferraton enfant, c'est la misère ; du Zola ; déjà il est affublé d'un surnom : le Cloche. Il se remassa des mégots pour son père ; il vole aussi des pommes parce qu'il a faim ; il tente de survivre et, à dix ans, après s'être fait prendre pour de menus larcins, il est placé à l'Institut médico-pédagogique d'Armentières. De là, à quatorze ans, il passe directement à l'hôpital psychiatrique d'Armentières « sous observation ». Il y restera six ans. Moitié ? Gros troubles du caractère et réactions violentes à l'égard du personnel et autres pensionnaires, selon le rapport du médecin chef.

Après avoir été le Cloche, Ferraton est maintenant le Fou ; enfermé, tarifié par ce qu'il voit autour de lui, dressé à l'homosexualité, neuroleptisé, attaché les bras en croix sur son lit pendant un mois après chaque tentative d'évasion, sans amis, sans avenir, il assiste, impuissant et haineux, au naufrage de sa jeunesse. « Je suis un chien parce que j'ai vécu comme un chien, comme une bête trappée, écrit-il. Un gosse, brisé-le, empêché-le de crier, de jouer, de vivre comme d'être en vie d'enfant, laissez ce que vous voulez, mais ne lui demandez pas pourquoi plus tard il n'est pas comme les autres. » Cette phrase pourrait bien être la clé du destin de Ferraton.

A peine sorti de l'asile, il est accusé d'avoir trépassé et sodomisé un Arabe ; il nia ferochement. Mais les psychiatres le considèrent comme fou et dangereux, l'instruction ne suivra pas son cours ; il sera à nouveau interné d'office ; il a gagné un galon ; il n'est plus seulement le Fou, il est le Fou sadique.

Lorsqu'il retourne à la vie civile, en 1971, son passé lui colle à la peau. Ses employeurs, ses camarades de travail, ses proches ont peur de lui. Aux yeux de la police, il est l'éternel suspect ; aux yeux des voisins, il est ce drôle de type qu'on observe avec une curiosité morbide. Pourtant, il n'aspire plus qu'à « vivre comme les autres, être reconnu, un ouvrier parmi les ouvriers ». Comme si l'on pouvait être « comme les autres » après seize années passées en hôpital psychiatrique !

Ferraton, durant ces années, avait rêvé d'amour, de tendresse, de complicité. Avec Marie-Anne, sa femme, il croit enfin être accepté, être aimé. Pourtant, très rapidement, le rêve tourne au cauchemar. Elle le trompe, elle délaisse leurs deux enfants, elle le ridiculise ; elle le traite de pauvre cloche, de cocu, elle lui dit : « Va te faire saigner, maboul. Un jour, à bout de nerfs, il l'étrangla. » Lorsque j'ai tué ma femme, explique-t-il, c'est le héine qui a tué, c'est tout ce que j'ai subi qui est remonté à la surface pour exploser. Ce qui a guidé mes gestes, mes mains, c'est le héine.

Précisons : Serge Ferraton ne cherche pas d'excuse ; il ne dit pas : « C'est le fou de la société ». Il ne cesse au contraire de répéter que ses « souffrances passées ne sont rien par rapport au mal irréparable qu'il a fait ». Mais ses seize années en hôpital psychiatrique, il ne les admet pas ; il demande réparation. Responsable, il l'est. Mais il voudrait que les psychiatres coupaient du meurtre de son enfance le solent aussi. Alors, depuis la cellule de sa prison (où il se trouve « au paradis », car, dit-il, les gardes respectent le détenu et ce dernier peut sauvegarder ce qui n'a pas de prix : sa lucidité), il attaque la psychiatrie ; il revendique un droit de regard sur ce qu'on lui a fait, il demande la réouverture des dossiers.

Et si lui, l'analphabète, le débile, écrit, c'est pour rencontrer auprès du lecteur ce qu'on lui a toujours refusé comme fou : la reconnaissance d'une volonté qu'il exprime et d'une vérité qu'il proclame. Après l'avoir lu, on n'est pas prêt d'oublier la voix de Ferraton — le Cloche, le Fou, l'Assassin, le Monstre — le voix d'un homme qui demande enfin, désespérément, à avoir prise sur son destin.

ROLAND JACCARD.

* Ferraton, le Fou, l'Assassin, de Serge Ferraton. Ed. Solin, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris, 104 p., 24 F.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

U.S. News
A WORLD REPORT

L'élite d'une société sans classes

« Mêmes dans la société soviétique sans classes », les avantages dont jouit l'élite fleurissent », constate l'hebdomadaire américain U.S. NEWS AND WORLD REPORT. « De grosses inégalités se manifestent dans tous les domaines (...). Le sociologue anglais Merwyn Matthews estime, dans son étude Privilège en U.R.S.S., que l'élite soviétique comprend deux cent vingt-sept mille personnes, y compris leurs familles, sur deux cent soixante millions d'habitants du pays. Sur les deux cent vingt-sept mille, quelque 36 % appartiennent aux rangs supérieurs du parti communiste... »

Сельская жизнь

Un étui ou une brosse à dents ? Le quotidien soviétique LA VIE AGRICOLE rapporte les tribulations d'un habitant de la région de Krasnodar. Pavel Limarev, parti à la recherche d'une brosse à dents : « Il n'y en a pas, répondent les vendeurs. Mais nous avons de la pâte dentifrice et des étuis de toutes les couleurs et de toutes les tailles. » Comme il est impossible de se laver les dents avec un étui, Pavel refusa d'en acheter un, écrit le journal.

Pas explicitement recommandé...

« La société de radio-télévision indépendante britannique (IBA) vient de publier un nouveau règlement qui permettra de donner, dans ses programmes, plus de place à la publicité pour des techniques contraceptives, écrit le GUARDIAN, de Londres. Les annonces publicitaires ne seront toutefois acceptées que lorsqu'elles seront patronnées par le centre de planning familial, l'office d'information ou le ministère de la santé et de l'éducation (...). On prendra toujours soin d'indiquer que d'autres méthodes que celles qui sont présentées sont disponibles, et peut-être souhaitables. Les annonces pourront s'adresser aussi bien aux couples mariés que non mariés, mais l'amour, hors du mariage, ne devra pas être explicitement recommandé. »

The Japan Times Weekly

Une curieuse recette « Si vous avez du mal à dormir ou si vous attrapez trop souvent des rhumes », conseille l'hebdomadaire japonais de langue anglaise THE JAPAN TIMES WEEKLY, « essayez dans la vie de ver de terre. Selon l'hebdomadaire SHUKAN ASahi, cela vous guérira rapidement. La médecine chinoise utilise souvent cet ingrédient. Cette boisson qui aurait un goût de calados a été inventée par Yoshigouki Yoshizawa qui dirige une coopérative agricole. (...) Sa recette est la suivante. Prendre 100 grammes de vers de terre de 10 à 12 cm de long, utilisés habituellement par les pêcheurs. Les laisser dégorger dans de l'eau pendant une semaine. Lorsqu'ils seront devenus rouges et presque transparents, les envelopper dans une gaze et plonger ce paquet dans une jarre contenant 2 litres d'eau de vie de blé. Fermer la jarre hermétiquement et la laisser reposer dans l'obscurité pendant trois mois. »

BTA

Miracle chinois en Bulgarie L'agence télégraphique bulgare rapporte une histoire curieuse dans son bulletin B.T.A. : « Il y a quelque temps, un « miracle » se produisit dans la petite église d'un village du sud-ouest du pays. Les fleurs déjà fanées de la couronne qui ornait une icône retrouvèrent subitement toute leur fraîcheur, comme si elles venaient tout juste d'être cueillies. On commença à se demander si ce miracle était dû aux prières de quelques vieux croyants, à la volonté de Dieu ou à l'eau bénite dont on aspergeait l'icône chaque jour. Si vous venez en Bulgarie, vous pourrez, vous aussi, accomplir un tel miracle. (...) »

Lettre de Tatchai Un exemple qui n'en est plus un



M. Jean-Marie Cambacères, ingénieur des techniques agricoles, diplômé de Chine, vient, au titre d'élève de l'ENEA, de faire un stage de huit mois à l'ambassade de France à Pékin. Il a visité Tatchai, plusieurs communes et instituts de recherches agricoles.

TATCHAI est la brigade de production la plus renommée de Chine (1). Elle est située entre 1 000 et 1 300 mètres d'altitude sur des pentes accidentées coupées de petites vallées. En 1978, quatre-vingt-dix familles totalisant quatre cent soixante-dix personnes y vivent sur 3 050 mou (203 hectares) dont seulement 750 (53 hectares) sont cultivés. « Avant la libération, la famille sévissait et les gens vivaient dans la misère. En 1947, Tcheng Young-kouei (2) fonda la cellule du parti communiste qui compte aujourd'hui vingt-huit membres. Au musée au Tatchai, situé à Shyang (chef-lieu du district), on apprend que Tcheng Young-kouei eut une enfance très méprisante, sa mère et ses sœurs furent vendues par son père afin que lui-même ne fût pas de la famille, après quoi son père se pendit. Très tôt, Tcheng Young-kouei organisa les paysans pauvres en groupes d'entraide, puis en coopérative, et ils commencèrent à « lutter contre la nature ». En 1958, ils adhèrent totalement au mouvement des communes populaires. Mais « la lutte entre deux lignes » sévissait et peu de gens des communes voisines les suivaient dans leur collectivisme extrême. En 1964, Mao lança le mot d'ordre : « Que l'agriculture prenne exemple sur Tatchai », mais ce n'est qu'avec la révolution culturelle et la chute de Liu Shao-chi que Tatchai devint le modèle incontesté et que le mouvement dit des « districts de type Tatchai » se développa.

Les temps ont changé. Malgré des résultats intéressants, la brigade cessera étonnamment peu à peu d'être un exemple pour l'agriculture, tant pour des raisons techniques que pour des raisons politiques.

Il est indéniable que des résultats intéressants ont été obtenus par la brigade. Dès 1954, Mao lança le mot d'ordre : « Que l'agriculture prenne exemple sur Tatchai », mais ce n'est qu'avec la révolution culturelle et la chute de Liu Shao-chi que Tatchai devint le modèle incontesté et que le mouvement dit des « districts de type Tatchai » se développa.

Le Monde dossiers et documents Numéro d'octobre LA PRISON L'ARGENTINE Le numéro : 3 F Abonnement un on (10 numéros) : 30 F

draient nous dit-on, 500 kg par mou (soit 7,5 tonnes/ha) et les rendements moyens 400 kg/mou (soit 6 tonnes/ha). Si ces chiffres sont difficiles à vérifier, il est certain que des progrès considérables ont été réalisés depuis 1949. Il est aussi certain que les rendements de Tatchai sont plus élevés que les rendements moyens chinois officiellement évalués à 200 kg/mou. Les cultures ont été diversifiées : 70 % des terres sont irriguées par aspersion. La brigade possède six tracteurs et motoculteurs et deux tracteurs à chenilles. Le cheptel a été augmenté. Et, sans compter les rations de céréales, les rations mensuelles sont passées de 112 yuans par personne et par an en 1964, à 180 yuans en 1974 (1 yuan = 2,6 F). Mais, malgré ces bons résultats, l'agriculture ne pourra pas sans arrêt continuer à prendre Tatchai comme exemple et, ce, tout d'abord, pour des raisons techniques.

DES erreurs ont été faites : les reboisements ont été en grande partie ratés. Les surfaces cultivées augmentent peu et les rendements plafonnent depuis quelques années. La mécanisation (un tracteur pour 7 hectares, ce qui est considérable pour la Chine) a certes diminué le caractère pénible de certains travaux, mais non le quantitatif de main-d'œuvre (180 actifs en 1978, 185 en 1975) ; elle a entraîné de nouvelles charges.

Tatchai peut, peut-être encore, servir d'exemple pour des régions montagneuses, peu fertiles et sèches mais abondamment pourvues en vastes étendues fertiles du Nord-Est, ni pour les régions humides et vallonnées du Sud. Et d'ailleurs, dans le Shanai, qui est pourtant la première région à suivre Tatchai, la production de céréales a baissé en 1977. Les travaux importants (bâtimens, terrasses), réalisés par les habitants de Tatchai, l'ont été pendant les six mois d'hiver où aucune culture n'est possible. Cette disponibilité de la main-d'œuvre n'est possible ni dans la Chine du Yang-Tsé et dans la Chine du Sud, où deux et même trois récoltes sont effectuées par an, ni dans le Nord-Est peu peuplé où l'on prévoit la création de fermes d'Etat de 15 000 à 20 000 hectares conduites par seulement quinze ou vingt personnes.

PLUS que pour des raisons techniques, c'est pour des raisons politiques que Tatchai servira de moins en moins d'exemple. Du temps de Mao et de la « bande des quatre », le numéro de janvier 1976 de la revue la Chine expliquait ce qu'était « l'expérience fondamentale de Tatchai » : « Toujours mettre la politique prioritaire au poste de commandement, assurer la primauté de la pensée de Mao Tsé-toung et compter sur ses propres forces » (3). Aujourd'hui, deux ans après le mort de Mao et la chute de la « bande des quatre », on peut conserver la phrase : « mettre la politique prioritaire au poste de commandement », mais ce n'est plus le cas. On ne peut plus compter sur ses propres forces, on est en revanche de plus en plus contesté, tant sur le plan international que sur le plan intérieur. Sur le plan international, on préfère le remplacer par un autre slogan de Mao : « Que l'étranger serve le national. » Sur le plan intérieur, il est abandonné dans l'industrie où l'on déconseille aux usines de tout produire par elles-

mêmes, et son sens est modifié dans l'agriculture où l'on ne doit plus l'entendre strictement au niveau de la brigade ou de la commune mais plutôt au niveau du district ou de la région. L'étude pour l'exemple de Tatchai est un pur produit de la révolution culturelle et les slogans idéologiques qui véhiculent ce mouvement sont actuellement interprétés dans un sens différent, ou critiqués.

Cette ambiguïté apparaît sur le terrain, à Tatchai même. Tchang Young-kouei vit à Pékin ; Kuo Fong-lien, l'actuelle secrétaire de cellule, n'est pas venue au Tatchai, ce qui est le cas de Li-heng, secrétaire adjoint de la cellule du parti, qui commande pour nous les réalisations et les motivations des paysans de Tatchai. On apprend, bien sûr, que la « bande des quatre » est critiquée, mais on apprend aussi que les habitudes individuelles ont été remplacées par trois grands bâtiments collectifs dans lesquels chaque famille dispose de deux pièces, que les lopins de terre individuels ont été supprimés, car « ils possédaient en germe les possibilités d'un retour au capitalisme », que l'on distribue depuis quelques années moins d'argent à titre individuel aux paysans, car « les gens de Tatchai sont contre les stimulants matériels ». De fait, en 1974, la brigade a distribué 84 871 yuans (soit 43,6 % de son revenu global), alors qu'en 1976 elle n'a distribué que 83 804 yuans (soit 40 % de son revenu). On apprend, enfin, que les paysans de Tatchai travaillent pour l'humanité et non pour eux-mêmes. Les habitants de Nan-Mao, brigade voisine, tiendront la même leçon, mais sans critiquer la « bande des quatre » et en glorifiant encore plus la révolution culturelle.

On reconnaît là quelques-uns des thèmes « maoïstes » fondamentalement opposés aux thèmes « réformistes » de Liu Shao-chi, qui avait déjà qualifié Tatchai de « modèle en 1964 ». En fait, le grand habitué collectif à la campagne n'a jamais « pris » en Chine, les maisons nouvelles construites dans les communes populaires peuvent abriter entre deux et quatre familles seulement. Les lopins individuels ont toujours été admis par le parti, et actuellement on rend plus facile la commercialisation de leurs produits. Aujourd'hui, après de nombreuses

GROENLAND

Des tickets pour boire de l'alcool

Le conseil consultatif du Groenland (le Landsråd) a décidé, par trois voix contre trois, d'imposer à la population des restrictions à la consommation des boissons alcoolisées. Elles entrèrent en vigueur le 1^{er} février prochain. A partir de cette date, toute personne de plus de dix-huit ans recevra chaque mois une carte comportant soixante-deux tickets, valables pour les achats dans les magasins et les communes dans les restaurants. Une bière ou un verre de vin coûte un ticket, une bouteille de vin six et une bouteille de whisky ou de cognac vingt-quatre points. Ces points ne pourront être utilisés que durant le mois et par le titulaire. On ne pourra donc ni les stocker ni les revendre.

Ces mesures ont été inspirées par des systèmes voisins qui ont déjà fait leurs preuves dans quelques communes groenlandaises, à Thulé par exemple et dans les îles Féroé. Les habitants de cet archipel ne peuvent recevoir leur carte d'alcool qu'après avoir présenté leur quittance de versement des impôts directs. Résultat : il n'est peut-être pas de pays au monde où le fisc encaisse aussi facilement et rapidement ce que lui doivent les contribuables.

Pour être appliquée, cette nouvelle réglementation devra d'abord être approuvée par le Parlement groenlandais. Les responsables groenlandais auraient pu se passer de l'aide de Copenhague, s'ils avaient attendu le printemps prochain. A ce moment-là, ils doivent, en effet, être dotés en principe d'un statut d'autonomie interne qui leur permettra de prendre directement des dispositions de cet ordre. Mais ils n'ont pas voulu patienter jusqu'à là, estimant qu'il y a urgence : la consommation d'alcool croît si vite qu'elle est en train de miner physiquement et psychologiquement

discussions, les stimulants matériels sont non seulement autorisés mais présentés comme un moyen important pour stimuler la production et contribuer ainsi à l'édification du socialisme. Tatchai, « drapeau rouge sur le front agricole », sera donc de plus en plus gênant sur le plan politique.

M. TENG HSIAO-PING est revenu aux affaires. Il s'agit d'un homme qui a joué un rôle pendant la révolution culturelle. Si ce mouvement ne poursuit, le remède en cause de l'exemple de Tatchai ne devrait pas tarder. Déjà le Cheng Ming, nouveau journal communiste chinois de Hongkong, financé par la République populaire de Chine, a émis quelques critiques techniques sur Tatchai dans son numéro deux de septembre.

Est-ce à dire qu'un grand mouvement « Critiquez Tatchai » va être lancé à travers le pays ? Pas forcément. En Chine, l'écart est souvent grand entre la rhétorique et le réel. Ainsi à Pékin, la révolution culturelle est toujours officiellement louée, bien que, chaque jour, des directives suppriment peu à peu tout ce qui avait été fait pendant cette période. De plus, des dizaines de millions de Chinois ne connaissent pas réellement Tatchai. Il est donc possible que le slogan « Que l'agriculture prenne l'exemple sur Tatchai » reste peint sur les murs, et que l'on continue à créer des districts de type Tatchai ; mais il faudra décoder ce vocabulaire et savoir que Tatchai ne sera plus synonyme de « politique et autonomes », mais simplement « d'augmentation de la production et de la productivité ».

JEAN-MARIE CAMBACÈRES

- (1) La commune populaire dont fait partie Tatchai porte aussi le nom de Tatchai. (2) Ancien secrétaire de la cellule du parti de la brigade de Tatchai, il est devenu vice-premier ministre. (3) Tatchai a certes beaucoup fait par elle-même, mais elle a reçu des aides du district, et surtout de l'armée, pour la construction du système d'irrigation, de l'Agence de tourisme pour la construction d'un grand hôtel et, peut-être, du gouvernement central pour les tracteurs.

ONDES COU

Un he

D'après les statistiques — pour autant qu'on puisse y croire — les Groenlandais boivent deux fois plus que les Danois, lesquels apparaissent comme les plus grands consommateurs d'alcool de toute la Scandinavie. Ces chiffres cependant ne correspondent pas exactement à la réalité, car ils ne tiennent pas compte de la consommation (énorme aujourd'hui) à cette latitude à cause des taxes, énormes également, imposées aux vins et alcools et de la distillation à domicile, qui est importante, surtout en Suède et en Norvège. Pour en revenir au Groenland, on estime que l'alcool y est responsable d'environ un dixième des décès, un décès sur trente-huit étant d'autre part un meurtre presque toujours perpétré en état d'ébriété.

En juin dernier les autorités ontent organisé sur cette question au Groenland un référendum qui devait seulement avoir une valeur indicative. Aux élections, il avait été demandé de répondre s'ils souhaitaient ou non une prohibition totale et, dans le cas où ils repousseraient la prohibition à 100 %, s'ils désiraient que des restrictions soient appliquées à la consommation. Les résultats de cette consultation se sont révélés décevants, les abstentions ayant été nombreuses ainsi que les bulletins blancs et nuls. La prohibition totale a été repoussée par 54 % des suffrages exprimés, tandis que le rationnement était souhaité par 59 %. Manifestement, les électeurs n'avaient pas très bien compris de quoi il s'agissait exactement en dépit de la campagne très ferme menée par une partie de leurs dirigeants (députés, membres des conseils municipaux et du Landsråd).

CAMILLE OLSEN

AUJOURD'HUI

MUSIQUE

Peut-on

LEMENT inst

Des réflexions

de la vie

de Schabert

avec un certai

des nuances

avec un certai

RADIO-TELEVISION

MUSIQUE EN IMAGES

Peut-on filmer Schubert ?

SOLIDEMENT installée à la radio où elle régnait en maîtresse, la musique continue à défier la télévision (qui voudrait bien capter ses richesses quasi inépuisables) et semble se défendre derrière ses privilèges immatériels. Pour prestigieux que soit le concert symphonique à la télévision, nous avons dit (le Monde du 1er avril) combien il restait insatisfaisant avec l'aspect de « production » de la musique qui en estompe l'essence véritable. Des réflexions différentes devraient être faites cependant à propos de tel ou tel récit à épisodes (Harowitz, Kempff) où la caméra s'isole avec un artiste exceptionnel qui concentre dans son jeu l'acte même et le génie musical du créateur auquel il s'identifie.

Mais c'est bon droit que certains réalisateurs cherchent directement, par l'image, à retrouver cette essence immatérielle, tel Michel Dunoulin qui propose, dans la série des « Grands mystères de la musique » de Bernard Gavoty (après l'épave de Manuel de Falla à Grenade), la jeune Femme et le Masque, un lied imaginaire en hommage à Franz Schubert.

Cela commence dans un atelier de télévision où un artisan fabrique un masque de Schubert qu'une jeune femme (Francine Ferry) admire, tandis qu'un jeune homme romantique (Henry Smith), au regard fixe et tourmenté, attend au fond de la boutique. Puis, dans une maison à la campagne, la jeune femme rêve en lisant le livre de Brigitte Massin sur Schubert ; le garçon, l'a-t-elle connu ? A-t-il existé ? Incorpore-t-il Schubert ? Et les images vont s'enchainer une heure durant selon la logique des songes : jeux d'amoureux modernes dans l'herbe, jeux d'hommes du temps de Schubert, visite de la maison natale et de la récente exposition du centenaire, ballet à l'Opéra de Vienne, pèlerinages romantiques à la tombe de Schubert, calèche fantôme, héroïne aux bras chargés de lys, lecture de poèmes du musicien, promenade en hélicoptère ou-dessus de la forêt vicieuse, cascades, églises baroques, etc., des visions étranges, lentes, d'une thématique complexe, où passent de nombreux extraits en tout genre d'œuvres de Schubert.

Tout cela est assez beau, et l'on batme avec un certain plaisir dans ces nuages d'un romantisme vague, qui se complait un peu trop dans les clichés

d'époque, il faut bien le dire. Et pourtant on reste étonné de la vraie signification de la musique de Schubert. Celle-ci est trop délicate, chargée de trop de virtualités poétiques, pour se laisser capturer par des images. Dire-t-on qu'il y faudrait un égal génie ? Peut-être, mais ce n'est même pas sûr.

L'image cinématographique s'efforce désespérément de prendre le même extension infinie que la musique, mais elle ne peut pas se présenter comme une interprétation plénière, du fait même d'une présence aussi passante, dans un tout autre ordre, que la musique ; de ce fait, elle tend à l'annuler en l'essence propre de la musique s'évapore.

Tout autre est le cas de la danse, qui, par le seul mouvement des formes limitées au corps humain, offre aussi peu de prise à la matérialité sensible et vibre grâce à la même frange immatérielle que la musique. Aussi, même médiocre, la danse ne peut-elle altérer, obliérer, la musique comme l'image cinématographique.

Alors, la télévision, le cinéma, doivent-ils désespérer ? Peut-être pas, mais il leur faut chercher un autre mode de collaboration, ce qu'on pourrait appeler une collaboration de « feintes indifférence », dont il existe déjà certains exemples, tel celui des Quatre Saisons de Vivaldi dans le Carrosse d'or de Renoir ou celui du Magnificat de Monteverdi dans Mouchette de Robert Bresson. Pour « illustrer » le climat expressif de la musique, il faudrait renverser la problématique.

Les réalisateurs auraient intérêt à méditer la parabole d'Anima et d'Anima de Claudel : « Un jour qu'Anima rentrait à l'improviste, il a entendu Anima qui chantait toute seule, derrière la porte fermée, une étrange et me, vieillie chanson. Depuis il a essayé de la lui faire répéter, mais Anima lui a dit que ça ne comprenait pas. Elle se tait dès qu'il la regarde. Alors Anima a trouvé un truc, il va s'arranger pour lui faire croire qu'il n'y est pas. Il va dehors, il cause avec ses amis, il siffle, il touche du luth, il scie du bois... Peu à peu, Anima se rassure, elle se croit seule et, sans bruit, elle va ouvrir la porte à son amant divin... »

Mais Anima lui avait écrit du génie... JACQUES LONCHAMP. * Dimanche 5 novembre, TF 1, 22 h. 30.

COLLOQUE

Radios-Jazz à Torgiano

A Torgiano, à quelque 160 kilomètres de Rome où le radio italien se fait, a eu lieu le premier colloque international d'études sur le jazz. L'initiative en avait été prise par M. Baldari, directeur de la première chaîne (Radiouno), lequel assista aux trois jours de débats. Trente-trois représentants des nations invitées ont participé à ce séminaire d'où l'on put retirer, d'une part, une information précise sur l'espace et la place, la forme et le contenu, la signification et la finalité donc, des émissions de jazz sur les antennes d'Europe, d'autre part, sur ce qui pourrait être en mieux la présentation de ce domaine dans le proche ou le lointain avenir.

Premier constat : à peu près tous les pays du vieux continent, à l'Ouest, diffusent le jazz largement, d'abord par saupoudrage dans le champ de la variété mais encore et surtout par concentration dans des cases spécifiques. Cette concentration est un phénomène général. Elle a pour raison l'existence d'un public de minorités qui frappe par son avidité, ses propres désirs, voire par son allégresse au mélange des genres — allégresse qui ne lui est pas particulière : on observe, en effet, qu'une réception résistante s'opère à l'égard du jazz chez un petit nombre de mélomanes du « classique » et chez un grand nombre d'adeptes du rock on du folk. Une enquête conduite au Salon de la son, à Paris, naguère, mit en relief très bien ces incompatibilités d'humours.

Souvent plus de six heures

Le temps occupé par le jazz ne descend pas, pour sept jours, au-dessous des quatre heures. Ainsi en est-il en Finlande (Matti Kontinen, en Autriche, en Norvège, en Espagne, si l'on en croit Erich Kleinschuster, Josh Berg et Alfonso Gallego. Ce temps est souvent égal ou très supérieur, aux six heures nous apprennent Mladen Mazar pour la station de Zagreb, l'un des six officiers yougoslaves, Michiel De Royter pour l'une des sept chaînes de radio hollandaises qui diffuse dix heures, Teddy Warwick pour la B.B.C., Geo Voumard pour la Suisse, où six canaux distincts véhiculent quatre à six heures de jazz d'un dimanche à l'autre, Joachim-Ernest Berendt enfin pour les onze sociétés régionales allemandes qui proposent ensemble cinquante heures

de jazz par semaine, six fois plus, en gros, que notre France, qui n'est pas un Etat fédéral et ne peut donc multiplier semblablement les opérations de même espèce.

Quand la récession menace

La plupart des intervenants au congrès de Torgiano ont alerté en écho sur l'état de la situation non seulement la superficialité de la province jazzique, mais encore sa situation dans la grille horaire : à midi, à 20 heures, à minuit, et au-delà. Des cinglés du jazz, on ne peut attendre concessions ou faiblesses. Ils réagissent chaque fois que la vie radiophonique de leur folle se trouve reléguée à une surface amoindrie, une position dégradée, une situation abaissée. A la radio, ce qui contribue à en affaiblir la durée, ce qui contribue à en déplacer les moments vers des heures nocturnes sans audience, les copistes destinés à en brouiller la vigueur dans les réseaux « pop » et les abrégements, les déportations, les noyades sont les signes à travers quoi les jazzistes saisissent le sens d'une politique qu'ils ne sauraient approuver. Ce qui, en revanche, donne ce fâcheux relief de la portée à la musique qu'ils ont choisie, toujours les enchante. Par malheur, les renforts amicaux et extérieurs à la famille, s'ils se manifestent promptement quand la récession menace, disparaissent aussitôt que le malaise est dissipé. Qui parle, dans les chroniques spécialisées, des émissions de jazz, en mal ou en bien, demandant un jour Averty, si ce n'est à l'instant où les crises les ont « réduites » ?

Il s'est été impensable à Torgiano, que la question des styles à propager, des écoles à défendre, ne fût pas violemment posée. Joachim-Ernest Berendt expliqua le point de vue de Sudwestfunk : il faut aider les musiciens d'avant-garde, qui représentent aujourd'hui ce que Armstrong représentait autrefois : la rupture d'adhérence aux normes. Armstrong, Parker signifiaient maintenant le contraire : devenus des images, des vecteurs de conformité. Il y a lieu, fut-il répondu, de se méfier tout de même de ces métaphores militaires. Elles impliquent l'idée que l'on sait la sens de l'histoire dans les arts, et qu'on ne doute pas en quelle direction va, après

le groupe d'éclaireurs, se diriger le gros des bataillons.

D'autre part, s'il est vrai que seuls les mauvais amis du jazz se contentent de ce qu'il fut et, de ce fait, travaillent à la limitation de son régime, il n'est pas moins évident que la musique de Parker ou d'Armstrong fut et reste inégalée, strictement inimitable, expression d'un homme unique d'un certain temps, donc à jamais originale et qu'aucune évolution des moyens esthétiques ne sera susceptible de banaliser. C'est sans doute pourquoi Baden-Baden, comme Frankfurt, ou Brême, diffusent, outre ce qui est contemporain, ce qui appartient au passé et reste, par cette raison même précieuse, sans équivalent. A ce passé, dirent André Clergeat et André Francis, beaucoup d'auditeurs se révèlent attachés, alors que beaucoup d'autres, qui n'ont pas tort, souhaitent très ardemment n'y pas confiner leur écoute.

Le souvenir d'un maître rigolard

Comment, enfin, parler de tous ces jazz, à la radio ? Gino Gualberto (Radiouno) s'excuse lui-même d'une intervention qui pourra paraître professionnelle en mettant en question le discours de professeur, qu'à l'antenne, à son gré, on entend trop. Arrigo Pollino se demande si l'on ne prononce pas des termes qui évoquent un magistère pour en espérer des effets négatifs. Ces vocables sont trop vagues. Par définition, un savoir se transmet. Il implique, pour un sujet et pour un autre des situations dissymétriques au demeurant provisoires. Il faut les assumer sans hypocrisie. Et s'il existe des maîtres fumeux, qui n'a dans sa pensée au moins le souvenir d'un maître rigolard ? Regrettons, ajoute dans une belle intervention le jeune critique Nico Valerio, le propos de

tous ceux qui prétendent que le jazz doit échapper à l'analyse. La part de la technique n'a pas à être définie une fois pour toutes et pour tous les cas : elle dépend de l'heure, de la demande explicite, et, bien certainement, de la nature du public auquel telle ou telle chaîne s'adresse, et l'humour, dans les efforts les plus épiques, ne sera indésirable jamais. Valerio s'élève avec véhémence contre une mode qui aboutit parfois à traiter du jazz comme des musiques de fidélité et de la superconsonnance, mode qui laisse parler l'ignorance au nom de la liberté, alors qu'il n'est pas de liberté vraie sans vraie connaissance, sans une science des réalités. Celles-ci ne sont d'ailleurs pas épuisées par le commentaire politique comme l'avait rappelé Franco Fayenz. C'est dans toutes leurs dimensions qu'elles méritent d'être abordées.

On ne peut, surtout, selon Valerio, reprocher aux jazzistes avec Gino Castaldo (Radiotre) de s'occuper d'abord du jazz et de marquer la musique. La condamnation des distinctions, sous son apparence générale, est à la fois simpliste et désastreuse : elle tend à gommer les différences pourtant patentes au niveau des propriétés descriptives comme des inscriptions sociologiques, elle même tout droit à la tour de Babel.

Ce n'est pas, en effet, notre faute à nous, jazzistes, si très peu de fois par siècle des phénomènes tels que le surréalisme ou tels que le jazz viennent changer le cours de l'histoire des hommes avec cette force illuminative et cette authenticité novatrice. Nul ne doute, du reste, aujourd'hui dans les radios, ainsi qu'en témoigne Geo Voumard en conclusion, le dernier jour du colloque, que le jazz n'ait apporté à la sensibilité du siècle, quelque chose d'absolument essentiel.

LUCIEN MALSON.

ONDES COURTES, LONGUE DISTANCE

Un hobby encore mal connu : le DX-ing

On connaît les radio-amateurs, ces personnes qui pour passion le radiodiffusion et, à l'aide de matériel plus ou moins sophistiqué (émetteurs et récepteurs), communiquent entre elles à des distances considérables. A côté de ces amateurs, existent d'autres passionnés, les DX-ers dans les milieux concernés et dont les activités sont moins bien connues du grand public. Ce nom provient de l'expression DX, qui signifie longue distance ou distance inconnue.

Beaucoup d'États ne se limitent pas à diffuser des programmes à l'intérieur de leurs frontières. Ils possèdent un service de radiodiffusion internationale, qui envoi leurs émissions en direction de tous les continents des émissions dans la langue des pays destinataires. « La voix de l'Allemagne » (die Deutsche Welle) émet en 34 langues, Radio Sofia (Bulgarie) en 12 langues, « La voix de l'Amérique » (the Voice of America) en 36 langues et Radio Moscou émet sans aucun doute le record avec ses 64 langues. Y compris certaines langues des populations autochtones de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique.

Le but recherché varie avec le pays émetteur. Certains États considèrent ces émissions de radio comme un moyen pour véhiculer leur culture et faire découvrir aux autres nations du monde leur mode de vie, leurs coutumes, leur musique, etc. D'autres cherchent à garder un contact permanent avec leurs citoyens émigrés à travers le monde. Certains en font le moyen idéal pour arroser de propagande les pays dont ils condamnent la politique. Sans oublier les mouve-

ments religieux qui disposent de leurs propres émetteurs, ou qui louent un temps d'antenne à une station. Du point de vue technique, ces émissions longues distances sont rendues possibles grâce aux avantages des ondes courtes (les O.C. sont définies comme étant des ondes situées entre les fréquences de 18 et 59 MHz, soit entre 10,5 et 50,8 mètres).

Une poignée de passionnés

Bien que la plupart des récepteurs de radiodiffusion possèdent une ou plusieurs gammes d'O.C., peu de personnes y portent un grand intérêt. La meilleure explication que l'on peut fournir à ce phénomène, c'est qu'il faut une minuscule dose de patience pour régler le récepteur et beaucoup de personnes n'ont pas cette vertu. Ensuite, les parasites, les interférences, les craquements indisposent le plus grand nombre d'auditeurs. Si on ajoute à cela les stations émettant dans toutes les langues, perturbées par le fading (évanouissement de l'émission) et se chevauchant plus ou moins, on peut imaginer sans peine l'effet ainsi produit sur un auditeur habitué à recevoir, dans des conditions très confortables, des émissions en modulation de fréquence, ou en grandes ondes... Néanmoins, une poignée d'usagers bravent toutes ces difficultés et font de l'écoute des O.C. une véritable passion.

Quels intérêts peuvent-ils bien trouver dans cette activité ? Ils sont nombreux et varient avec les DX-ers. (Il faut bien désormais nommer ainsi ces adeptes de l'écoute des O.C., puisque c'est le nom qu'ils se

donnent) : plaisir de capter des pays lointains, attraction culturelle, recherche de contacts amicaux entre les peuples, intérêt pour les voyages et pour les faits et gestes des ondes, intérêt pour l'information, intérêt pour les cours de langues diffusés par certaines stations.

Qui sont les DX-ers ? S'il est impossible de donner une estimation chiffrée de leur nombre, on peut signaler en revanche, sans aucun risque d'erreur, que pour l'instant cette activité est sous l'égide masculine — encore qu'un mouvement « féministe », qui rencontra de plus en plus d'écho, au-dessus de son sein des milieux DX. A l'origine de ce mouvement se trouve entre autres la radio suédoise Radio-Suède, une station très dynamique et qui accorde une importance particulière à la promotion du DX-ing.

Temps libre et patientes

D'après un récent sondage, réalisé par le Club ondes courtes internationales français, l'âge des DX-ers varie entre deux extrêmes qui sont 70 et 15 ans. En effet, bien que peu répandu, le DX-ing n'est pas un hobby récent et le décalage qui existait entre le nombre des DX-ers les plus âgés et celui des plus jeunes a pratiquement disparu aujourd'hui. Les clubs DX qui se sont créés ces dernières années sont animés par des jeunes, mais les rapports entre les « anciens » et les « nouveaux » DX-ers sont très bons et naturellement bénéfiques sans aucune animosité. La position sociale des DX-ers est très variable. On trouve des notam-

ment, parmi les DX-ers, des handicapés et des retraités, dans la mesure où il leur faut pratiquer cette activité beaucoup de temps libre et de patience et où le DX-ing est pour eux plus qu'une passion, le moyen idéal pour échapper à la solitude et à l'ennui.

Les stations de radiodiffusion internationale ont une fonction toute particulière à l'égard des auditeurs et la plupart sont très intéressées par les rapports d'écoutes que ceux-ci leur communiquent. En remerciement, elles font parvenir à leurs auditeurs un accusé de réception appelé carte Q.S.L., ainsi que des lettres, de la documentation, et quelques fois des disques, des cassettes, des timbres.

Les émissions ont une durée moyenne d'une demi-heure et la plupart des stations ont plusieurs programmes dans la journée. Radio-Suède, par exemple, diffuse quotidiennement six programmes en langue française. Les programmes sont composés le plus souvent d'informations internationales, de données économiques, politiques, artistiques et culturelles sur le pays émetteur, des réponses à des questions d'auditeurs, des programmes musicaux et parfois des émissions DX, comme en diffusent la R.S.A. (la Radio-Sud-Africaine), Radio-Suède, Radio-Canada International, Radio-Berlin International, Radio-Moscou...

Les trois stations les plus écoutées sont, d'après un récent sondage du Club ondes courtes internationales, Radio-Suède, Radio-Canada International et R.S.A.

PATRICE DE COY, Présidente du Club ondes courtes internationales françaises.

DU ROCK ET DES IDÉES

La mort de Pogo

On cherche à Europe 1 comment occuper l'antenne de 1 heure à 2 heures du matin. Une émission de rock d'accord, mais une émission qui ne fait pas de bruit. « Pogo », par exemple, c'était beaucoup trop bruyant. On n'est pas contre le rock chez Europe 1, c'est une musique jeune, dynamique, et il faut bien que jeunesse se passe. D'ailleurs à 1 heure du matin on n'engage à rien, les auditeurs qui ont sagement assis les musiques de grande consommation, noyées entre les lignes publicitaires de la journée, ne sont plus à l'écoute, ils dorment, du moins le suppose-t-on.

Tout de même Alain Manaval et Marc Garcia, qui ont eu l'idée de « Pogo » et l'ont réalisée durant trois mois, manquant de discipline. Aussi minime que soit l'écoute, on ne dit pas sur l'antenne « Boycottez le Shell ».

surtout si le Shell se trouve être l'un des gros sponsors de la station. La musique c'est bien, la publicité c'est mieux, et lorsque Publicis-psa 2,5 milliards sur le chiffre d'affaires, il est préférable d'écarter un Manaval qui pourrait bien prétendre boycotter un autre annonceur.

Et les auditeurs de « Pogo » ? Les auditeurs n'ont qu'à représenter un pouvoir d'achat plus important. L'annuel avec la rock c'est qu'il n'est pas prévisible, tous ces groupes qui chantent l'absence de futur et appellent à l'insoumission, c'est déprimant. Les gens des radios de gros annonceurs et les annonceurs des acheteurs en puissance, la bouca est bouclée, avec Coluche, et maintenant Martin, on achète dans l'aisance, le tou-tou c'est tellement mieux.

La Shell n'y est pour rien

Pourtant, « Pogo » faisait l'objet d'un courrier substantiel (deux cents lettres par jour, la moyenne d'une émission tournant autour de cent) c'est la preuve qu'il existe un public pour ce genre d'émission. Justement Europe 1 s'est mis en tête d'ouvrir l'antenne le nuit. Alors pourquoi ne pas garder une émission de rock, mais sans Manaval, ni Garcia du reste, qui se permet de causer, d'écrire un article dans Libération, en critiquant la politique « maoïste » de la maison ? Garcia est remercié après huit ans de services en tant que réalisateur (« Campus », « Basket », des spectacles et « Pogo »), quant à Manaval, on ne s'est pas soucié de lui signaler la fin de « Pogo ». L'apprend la veille par une personne étrangère à la diffusion.

« Pogo » est mort, vive « Backstage ». L'émission est la même, seule le nom, les réalisateurs et l'animateur ont changé. A Europe 1 on préfère les gens qui n'ont pas d'idées, c'est moins dangereux, moins subversif et les annonceurs peuvent annoncer. La nouveauté n'est pas pour rien car R.T.L. préfère Eso (ou bien est-ce l'inverse ?). Déjà, dans les radios périphériques : « On n'a pas d'idées mais on a du pétrole... »

ALAIN WAEL

RADIO-TELEVISION

Samedi 28 octobre

CHAINE I : TF 1
20 h. 30. Eurovision : Championnats du monde de gymnastique, à Strasbourg; 21 h. 45. Série : Le voyage dans l'inconnu (n° 2).
22 h. 35. Sport : Télé-foot 1.

CHAINE II : A 2
20 h. 30. Histoire : Le temps d'une République (Le chien de Munich).
22 h. 5. Alain Decaux raconte : Les révoltes du Bosphore; 22 h. 55. Fikro-cl, Fikro-la; Jocelyne Chamoin.

22 h. 15. Thalassa : les navires d'occasion.
22 h. 50. Championnat du monde d'échecs.

21 h. 55. Ad lib, avec M. de Bréville; 22 h. 5. La fugue du samedi.

Dimanche 29 octobre

CHAINE I : TF 1
9 h. 15. Émissions philosophiques et religieuses : A Bible ouverte; 10 h. 30. Orthodoxie; 10 h. 30. Présence protestante; 10 h. 30. Le jour du sabbat.

15 h. 20. En savoir plus; 15 h. 20. Petit théâtre du dimanche; 18 h. 55. Monsieur Cinéma; 17 h. 35. Chocolat du dimanche; 18 h. 5. Le monde merveilleux de Walt Disney; 19 h. 20. 30. Série : Kojak (Chantage à la mort); de G. Kearney, réal. C. Nyby.

18 h. L'Invité de FR 3; Robert Hossain; 19 h. 45. Spécial DOM-TOM; 20 h. Histoires de France d'A. Conte, réal. P. Née; 1970.

12 h. 45. Concert à l'hôtel de Saint-Aignan; J. Estournet, violon, et T. Paravicino, piano (Mozart, Debussy, Beethoven, Schubert); 13 h. 11. En direct, du Théâtre d'Orsay; M.-P. Burquet, piano; A. Mendler, violoncelle; J. Leber, violon (Bach, Haydn); 12 h. 45. Musique en France; 20 h. 5. Pétite; G. Somlyo; 20 h. 40. Atelier de création radiophonique; M. Snow; 23 h. 10. Black and blue; la revue italienne; 23 h. 50. Pétite; G. Ollier.

Lundi 30 octobre

CHAINE I : TF 1
12 h. 15. Jeu : Réponse à tout; 12 h. 30. Midi première; 13 h. 50. Émission pour la jeunesse; 14 h. 20. Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui; 18 h. A la bonne heure; 18 h. 25. Un, rue Sézanne; 18 h. 25. Un, rue Sézanne; Les Mohicans de Paris; 18 h. 45. Une minute pour les femmes; 18 h. 45. Jeu : L'inconnu de 18 h. 45.

15 h. 20. Émission de l'ICEI destinée aux travailleurs immigrés; images du Portugal; 10 h. 30. Musique : La formation professionnelle (émission créée à Roubaix); 18 h. 30. Espectacle musical; Préludes pour piano, de Debussy, par A. Benedetti-Michelangeli; 17 h. 30. Le voyageur et le silence; de S. Peral; réal. A. Cavalcanti, avec C. Alers, C. Rio, J. Roville.

18 h. 40. FILM (cinéma de minuit, aspects du cinéma fantastique américain); ZOO IN BUDAPEST, de R. V. Les (1953), avec L. Young, G. Raymond; 22 h. 5. Ciné-regards; Les réalisatrices.

12 h. 45. Équivalences; 20 h. 30. Palmarès du vingtième concours international de guitare; concours de composition (réal. J. Williams); 21 h. 30. Concert donné à Aix-en-Provence; Sonate pour flûte, violon et basse; de J. Haydn; 22 h. 5. Musique en France; 20 h. 5. Pétite; G. Somlyo; 20 h. 40. Atelier de création radiophonique; M. Snow; 23 h. 10. Black and blue; la revue italienne; 23 h. 50. Pétite; G. Ollier.

Mardi 31 octobre

CHAINE I : TF 1
12 h. 15. Jeu : Réponse à tout; 12 h. 30. Midi première; 13 h. 50. Émission pour la jeunesse; 14 h. 20. Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui; 18 h. A la bonne heure; 18 h. 25. Un, rue Sézanne; 18 h. 25. Un, rue Sézanne; Les Mohicans de Paris; 18 h. 45. Une minute pour les femmes; 18 h. 45. Jeu : L'inconnu de 18 h. 45.

13 h. 50. Feuilleton : Typhelle et Tourteron; 14 h. Aujourd'hui, madame; 15 h. FILM : NE JOUEZ PAS AVEC LES MARTIENS, de H. Lanou (1968), avec J. Rochefort, A. Viallet, M. Méral, H. Polloff, F. de Pasquale, P. Deschamps; 18 h. 25. Championnats du monde de gymnastique; 17 h. 25. Fantôme sur la ville; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres; 19 h. 45. Top-club.

18 h. 40. FILM (cinéma public); LE CASSE, de H. Verneuil (1971), avec J.-F. Belmonte, G. Charif, R. Gissel, N. Callan, R. Salvatori, D. Cannon, J.-L. de Villejoze.

12 h. 45. Concert de gravité; Les langages marginaux; 18 h. 30. Livre appel; A. N. Skrotzky; 17 h. 30. La musique de Turquie; A. Saygun; 18 h. 30. Feuilleton; Nostalgies du soir; 19 h. 25. Présence des arts; les frères Le Nain; 20 h. 5. Argonautes; de J. Cartier et G. Dhaut; 21 h. 5. L'André; avec M. Londeau et G. Guillou; 21 h. 5. L'André; avec M. Londeau et G. Guillou; L'amour hassidique; 23 h. 30. Nuitz magnétiques.

Mardi 31 octobre

CHAINE I : TF 1
12 h. 15. Jeu : Réponse à tout; 12 h. 30. Midi première; 13 h. 50. Émission pour la jeunesse; 14 h. 20. Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui; 18 h. A la bonne heure; 18 h. 25. Un, rue Sézanne; 18 h. 25. Un, rue Sézanne; Les Mohicans de Paris; 18 h. 45. Une minute pour les femmes; 18 h. 45. Jeu : L'inconnu de 18 h. 45.

13 h. 50. Feuilleton : Typhelle et Tourteron; 14 h. Aujourd'hui, madame; 15 h. FILM : NE JOUEZ PAS AVEC LES MARTIENS, de H. Lanou (1968), avec J. Rochefort, A. Viallet, M. Méral, H. Polloff, F. de Pasquale, P. Deschamps; 18 h. 25. Championnats du monde de gymnastique; 17 h. 25. Fantôme sur la ville; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres; 19 h. 45. Top-club.

18 h. 40. FILM (cinéma public); LE CASSE, de H. Verneuil (1971), avec J.-F. Belmonte, G. Charif, R. Gissel, N. Callan, R. Salvatori, D. Cannon, J.-L. de Villejoze.

12 h. 45. Concert de gravité; Les langages marginaux; 18 h. 30. Livre appel; A. N. Skrotzky; 17 h. 30. La musique de Turquie; A. Saygun; 18 h. 30. Feuilleton; Nostalgies du soir; 19 h. 25. Présence des arts; les frères Le Nain; 20 h. 5. Argonautes; de J. Cartier et G. Dhaut; 21 h. 5. L'André; avec M. Londeau et G. Guillou; 21 h. 5. L'André; avec M. Londeau et G. Guillou; L'amour hassidique; 23 h. 30. Nuitz magnétiques.

Mardi 31 octobre

CHAINE I : TF 1
12 h. 15. Jeu : Réponse à tout; 12 h. 30. Midi première; 13 h. 50. Émission pour la jeunesse; 14 h. 20. Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui; 18 h. A la bonne heure; 18 h. 25. Un, rue Sézanne; 18 h. 25. Un, rue Sézanne; Les Mohicans de Paris; 18 h. 45. Une minute pour les femmes; 18 h. 45. Jeu : L'inconnu de 18 h. 45.

13 h. 50. Feuilleton : Typhelle et Tourteron; 14 h. Aujourd'hui, madame; 15 h. FILM : NE JOUEZ PAS AVEC LES MARTIENS, de H. Lanou (1968), avec J. Rochefort, A. Viallet, M. Méral, H. Polloff, F. de Pasquale, P. Deschamps; 18 h. 25. Championnats du monde de gymnastique; 17 h. 25. Fantôme sur la ville; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres; 19 h. 45. Top-club.

18 h. 40. FILM (cinéma public); LE CASSE, de H. Verneuil (1971), avec J.-F. Belmonte, G. Charif, R. Gissel, N. Callan, R. Salvatori, D. Cannon, J.-L. de Villejoze.

12 h. 45. Concert de gravité; Les langages marginaux; 18 h. 30. Livre appel; A. N. Skrotzky; 17 h. 30. La musique de Turquie; A. Saygun; 18 h. 30. Feuilleton; Nostalgies du soir; 19 h. 25. Présence des arts; les frères Le Nain; 20 h. 5. Argonautes; de J. Cartier et G. Dhaut; 21 h. 5. L'André; avec M. Londeau et G. Guillou; 21 h. 5. L'André; avec M. Londeau et G. Guillou; L'amour hassidique; 23 h. 30. Nuitz magnétiques.

Mardi 31 octobre

CHAINE I : TF 1
12 h. 15. Jeu : Réponse à tout; 12 h. 30. Midi première; 13 h. 50. Émission pour la jeunesse; 14 h. 20. Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui; 18 h. A la bonne heure; 18 h. 25. Un, rue Sézanne; 18 h. 25. Un, rue Sézanne; Les Mohicans de Paris; 18 h. 45. Une minute pour les femmes; 18 h. 45. Jeu : L'inconnu de 18 h. 45.

13 h. 50. Feuilleton : Typhelle et Tourteron; 14 h. Aujourd'hui, madame; 15 h. FILM : NE JOUEZ PAS AVEC LES MARTIENS, de H. Lanou (1968), avec J. Rochefort, A. Viallet, M. Méral, H. Polloff, F. de Pasquale, P. Deschamps; 18 h. 25. Championnats du monde de gymnastique; 17 h. 25. Fantôme sur la ville; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres; 19 h. 45. Top-club.

18 h. 40. FILM (cinéma public); LE CASSE, de H. Verneuil (1971), avec J.-F. Belmonte, G. Charif, R. Gissel, N. Callan, R. Salvatori, D. Cannon, J.-L. de Villejoze.

12 h. 45. Concert de gravité; Les langages marginaux; 18 h. 30. Livre appel; A. N. Skrotzky; 17 h. 30. La musique de Turquie; A. Saygun; 18 h. 30. Feuilleton; Nostalgies du soir; 19 h. 25. Présence des arts; les frères Le Nain; 20 h. 5. Argonautes; de J. Cartier et G. Dhaut; 21 h. 5. L'André; avec M. Londeau et G. Guillou; 21 h. 5. L'André; avec M. Londeau et G. Guillou; L'amour hassidique; 23 h. 30. Nuitz magnétiques.

Mardi 31 octobre

CHAINE I : TF 1
12 h. 15. Jeu : Réponse à tout; 12 h. 30. Midi première; 13 h. 50. Émission pour la jeunesse; 14 h. 20. Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui; 18 h. A la bonne heure; 18 h. 25. Un, rue Sézanne; 18 h. 25. Un, rue Sézanne; Les Mohicans de Paris; 18 h. 45. Une minute pour les femmes; 18 h. 45. Jeu : L'inconnu de 18 h. 45.

13 h. 50. Feuilleton : Typhelle et Tourteron; 14 h. Aujourd'hui, madame; 15 h. FILM : NE JOUEZ PAS AVEC LES MARTIENS, de H. Lanou (1968), avec J. Rochefort, A. Viallet, M. Méral, H. Polloff, F. de Pasquale, P. Deschamps; 18 h. 25. Championnats du monde de gymnastique; 17 h. 25. Fantôme sur la ville; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres; 19 h. 45. Top-club.

18 h. 40. FILM (cinéma public); LE CASSE, de H. Verneuil (1971), avec J.-F. Belmonte, G. Charif, R. Gissel, N. Callan, R. Salvatori, D. Cannon, J.-L. de Villejoze.

12 h. 45. Concert de gravité; Les langages marginaux; 18 h. 30. Livre appel; A. N. Skrotzky; 17 h. 30. La musique de Turquie; A. Saygun; 18 h. 30. Feuilleton; Nostalgies du soir; 19 h. 25. Présence des arts; les frères Le Nain; 20 h. 5. Argonautes; de J. Cartier et G. Dhaut; 21 h. 5. L'André; avec M. Londeau et G. Guillou; 21 h. 5. L'André; avec M. Londeau et G. Guillou; L'amour hassidique; 23 h. 30. Nuitz magnétiques.

Mardi 31 octobre

CHAINE I : TF 1
12 h. 15. Jeu : Réponse à tout; 12 h. 30. Midi première; 13 h. 50. Émission pour la jeunesse; 14 h. 20. Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui; 18 h. A la bonne heure; 18 h. 25. Un, rue Sézanne; 18 h. 25. Un, rue Sézanne; Les Mohicans de Paris; 18 h. 45. Une minute pour les femmes; 18 h. 45. Jeu : L'inconnu de 18 h. 45.

13 h. 50. Feuilleton : Typhelle et Tourteron; 14 h. Aujourd'hui, madame; 15 h. FILM : NE JOUEZ PAS AVEC LES MARTIENS, de H. Lanou (1968), avec J. Rochefort, A. Viallet, M. Méral, H. Polloff, F. de Pasquale, P. Deschamps; 18 h. 25. Championnats du monde de gymnastique; 17 h. 25. Fantôme sur la ville; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres; 19 h. 45. Top-club.

18 h. 40. FILM (cinéma public); LE CASSE, de H. Verneuil (1971), avec J.-F. Belmonte, G. Charif, R. Gissel, N. Callan, R. Salvatori, D. Cannon, J.-L. de Villejoze.

12 h. 45. Concert de gravité; Les langages marginaux; 18 h. 30. Livre appel; A. N. Skrotzky; 17 h. 30. La musique de Turquie; A. Saygun; 18 h. 30. Feuilleton; Nostalgies du soir; 19 h. 25. Présence des arts; les frères Le Nain; 20 h. 5. Argonautes; de J. Cartier et G. Dhaut; 21 h. 5. L'André; avec M. Londeau et G. Guillou; 21 h. 5. L'André; avec M. Londeau et G. Guillou; L'amour hassidique; 23 h. 30. Nuitz magnétiques.

Mardi 31 octobre

CHAINE I : TF 1
12 h. 15. Jeu : Réponse à tout; 12 h. 30. Midi première; 13 h. 50. Émission pour la jeunesse; 14 h. 20. Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui; 18 h. A la bonne heure; 18 h. 25. Un, rue Sézanne; 18 h. 25. Un, rue Sézanne; Les Mohicans de Paris; 18 h. 45. Une minute pour les femmes; 18 h. 45. Jeu : L'inconnu de 18 h. 45.

13 h. 50. Feuilleton : Typhelle et Tourteron; 14 h. Aujourd'hui, madame; 15 h. FILM : NE JOUEZ PAS AVEC LES MARTIENS, de H. Lanou (1968), avec J. Rochefort, A. Viallet, M. Méral, H. Polloff, F. de Pasquale, P. Deschamps; 18 h. 25. Championnats du monde de gymnastique; 17 h. 25. Fantôme sur la ville; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres; 19 h. 45. Top-club.

18 h. 40. FILM (cinéma public); LE CASSE, de H. Verneuil (1971), avec J.-F. Belmonte, G. Charif, R. Gissel, N. Callan, R. Salvatori, D. Cannon, J.-L. de Villejoze.

12 h. 45. Concert de gravité; Les langages marginaux; 18 h. 30. Livre appel; A. N. Skrotzky; 17 h. 30. La musique de Turquie; A. Saygun; 18 h. 30. Feuilleton; Nostalgies du soir; 19 h. 25. Présence des arts; les frères Le Nain; 20 h. 5. Argonautes; de J. Cartier et G. Dhaut; 21 h. 5. L'André; avec M. Londeau et G. Guillou; 21 h. 5. L'André; avec M. Londeau et G. Guillou; L'amour hassidique; 23 h. 30. Nuitz magnétiques.

Mardi 31 octobre

CHAINE I : TF 1
12 h. 15. Jeu : Réponse à tout; 12 h. 30. Midi première; 13 h. 50. Émission pour la jeunesse; 14 h. 20. Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui; 18 h. A la bonne heure; 18 h. 25. Un, rue Sézanne; 18 h. 25. Un, rue Sézanne; Les Mohicans de Paris; 18 h. 45. Une minute pour les femmes; 18 h. 45. Jeu : L'inconnu de 18 h. 45.

13 h. 50. Feuilleton : Typhelle et Tourteron; 14 h. Aujourd'hui, madame; 15 h. FILM : NE JOUEZ PAS AVEC LES MARTIENS, de H. Lanou (1968), avec J. Rochefort, A. Viallet, M. Méral, H. Polloff, F. de Pasquale, P. Deschamps; 18 h. 25. Championnats du monde de gymnastique; 17 h. 25. Fantôme sur la ville; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres; 19 h. 45. Top-club.

18 h. 40. FILM (cinéma public); LE CASSE, de H. Verneuil (1971), avec J.-F. Belmonte, G. Charif, R. Gissel, N. Callan, R. Salvatori, D. Cannon, J.-L. de Villejoze.

12 h. 45. Concert de gravité; Les langages marginaux; 18 h. 30. Livre appel; A. N. Skrotzky; 17 h. 30. La musique de Turquie; A. Saygun; 18 h. 30. Feuilleton; Nostalgies du soir; 19 h. 25. Présence des arts; les frères Le Nain; 20 h. 5. Argonautes; de J. Cartier et G. Dhaut; 21 h. 5. L'André; avec M. Londeau et G. Guillou; 21 h. 5. L'André; avec M. Londeau et G. Guillou; L'amour hassidique; 23 h. 30. Nuitz magnétiques.

Les écrans francophones
Lundi 30 octobre
Mardi 31 octobre
Mercredi 1er novembre

SOCIÉTÉ

REGARD

LES LARMES HEUREUSES

NASS EL GHWANE. Un phénomène culturel important. Une façon de les remercier, de les aimer et de leur dire combien le patrimoine du chant et de la poésie populaires du Maroc...

GUÉRIR

On ne l'appelle pas « Docteur »

La mention « praticien de thérapies naturelles » est inscrite sur sa carte de visite, son seul support publicitaire, qu'il distribue au hasard des rencontres...

parallèlement à une activité professionnelle « normale ». Si l'on ne s'est installé qu'à quarante ans, ce n'est pas faute de confiance en lui, mais parce qu'il ne pensait pas pouvoir être pris au sérieux par la clientèle avant un certain âge...

TÉMOIGNAGE

UN MEC BORNÉ

17 heures. — Dans un train de banlieue deux adolescents qui sortent du lycée échangent quelques propos au sujet de la journée vécue au bahut.

VEILLÉE

Un conférencier aux champs

LES conférenciers de « Connaissance du Monde » ou autres organisations similaires se produisent dans de grandes salles parisiennes et ont leur circuit en province...

Une tradition familiale

Ni charlatan ni sorcier — un brave homme, ont conclu les experts lors d'un des trois procès que le docteur a connus...

COUPLE

Quatre-vingt-neuf ans et un sourire radieux

ILS roulent à travers le pays de Glono. « Si l'on s'arrêtait pour prendre un café », suggère-t-elle. Surgit comme par hasard, un café-bar, simple maison en pierres...

Des silhouettes furtives

La nuit est venue doucement, annoncée par le tintement des clochettes des vaches qui rentrent, puis par le chuintement des traîneaux électriques...

Catherine Valabrègue. « Le livre de Catherine Valabrègue vient à son heure, d'autant plus qu'il fourmille de vues neuves qui choquent sans doute, mais qu'il serait vain de vouloir ignorer... »

CORRESPONDANCE

« Le temps plus encore que l'argent »

M. Claude Thouvenot, auquel Pierre Vianasson-Ponté a consacré sa chronique « Au fil de la semaine » intitulée « L'homme de la rentrée » (le Monde daté 2-9 octobre), nous adresse la lettre suivante :

NAOMI MALAN.

Édité par la S.A.S. Le Monde.

Directeur : Jacques Favret, directeur de la publication. Jacques Sauvageot. Imprimé en France par S. P. des Editions PARIS-IX.

Le Monde. Service des Abonnements. 5, rue de Valenciennes. 75421 PARIS - CEDEX 09. C.C.P. 428-23.

Rock

UN ENTRETIEN AVEC ELTON JOHN

Un homme indépendant

« A Single Man, dit Elton John, cela veut dire un homme indé-

de son disque Live. Il a attendu près de deux ans avant d'en sortir un autre parce qu'il était blo-

provoit le succès d'un disque ou d'un morceau, c'est l'offensive du business. La musique est aujourd'hui contrôlée par des avocats,

Nouveau Théâtre National de Marseille Compagnie Marcel Maréchal

le malade imaginaire de Molière mise en scène: Marcel Maréchal

LA CLEF - MARAIS - PANTHÉON - OLYMPIC ENTREPOT

Le paradis des riches. Un film écrit et réalisé par Paul Barge

Cinéma

« DERNIER AMOUR »

de Dino Risì

C'est triste de vieillir, c'est triste d'être un raté, c'est triste, quand on est un vieux raté, de croire encore à son talent et à l'amour.

Théâtre

« Six personnages en quête d'auteur » à la Comédie-Française

Ce n'est pas forcément pendant le temps d'une représentation qu'un plateau de théâtre possède sa plus grande force occulte.

mis à plat, intelligemment disposés, alors, bien sûr, on voit les creux, mais bien propres, sans nulle charge d'effroi, de mystère.

Formes Des mondes réinventés

Avec Antonio Gounod renait une fois de plus l'immense problème de la réalité. Comme la plupart de ses

Propos recueillis par ALAIN WAIS.

Il se vit en Angleterre, car je m'y sens bien. Le plaisir des groupes est ce qui m'attire le plus.

CARNET

- Réceptions: - A l'occasion de la fête nationale de la République démocratique du Yémen...
Décès: Le Père Pierre DORANGE, O.P., a été rappelé à Dieu, le 27 octobre...
Remerciements: - M. Robert Arles, docteur en sciences...

Messes anniversaires

- Pour le cinquantième anniversaire de la mort du chanoine Maurice de LAUGARDIERE...
- Il y a un an, pendant les vacances universitaires, Marcel-Henri FREVOST...
- L'office religieux annuel à la mémoire des Anciens des essais au val sera célébré le vendredi 3 novembre 1978...

Public notices and advertisements on the right margin, including mentions of 'Ambiance', 'L'OLYMPIE', and various local services.

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.

SPECTACLES

anages en quête d'anne Comedie-Française

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra : Simon Boccanegra (sam. 18 h. 30). Comédie-Française : On ne saurait...

Les salles municipales

Châtelet : Rose de Noël (sam. 20 h. 30). Théâtre de la Ville : Spectacle...

Les autres salles

Aire Urb : Faustino, mime (sam. 20 h. 30). Théâtre de la Ville : Spectacle...

Les théâtres de banlieue

Antony, Théâtre P.-Gémier : Médame de Sévigné (sam. 21 h.). Anvers-Villiers : Théâtre de la Commune...

Les concerts

Lacourrière : M. Bouvet, M. Rousseau, piano ; L. Pessini, M. Piquemal...

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 78479.20 (ligne groupée) et 727.42.34

Samedi 28-Dimanche 29 octobre

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans. La cinématèque

FESTIVAL D'AUTOMNE

FRATRES Espéca Garcia : Faust (sam. 20 h. 30).

La danse

Palais des arts : Paroûrs composites (sam. 21 h.). Théâtre Montparnasse : Danse traditionnelle...

Jazz-pop-rock-folk

Chapelle de la Madeleine : René Franco Dupont (sam. 21 h.). Théâtre de la Montagne : J. Courty...

4* (78-47-84) : Saint-Séverin, 5* (78-47-81) : Opéra, 6* (78-47-84) : Ermitage, 7* (78-47-81) : U.G.C. Gobelin, 12* (31-06-15) : Bienvenue - Montparnasse, 15* (84-25-02) : Muret, 16* (78-47-81) : Tourville, 20* (78-47-81) : (saut Mar.), 21* (78-47-81) : Saint-Michel, 22* (78-47-81) : Ruyter - Châtea, 23* (78-47-81) : Marguerite, 24* (78-47-81) : Richelieu, 25* (78-47-81) : Athènes, 26* (78-47-81) : Gaumont-Sud, 27* (78-47-81) : Montparnasse - Pathé, 28* (78-47-81) : Cléry-Pathé, 29* (78-47-81) : L'ARTISTE DE MARIE (Pol. v.o.) : Hautefeuille, 6* (78-47-81) : 29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117-2118-2119-2120-2121-2122-2123-2124-2125-2126-2127-2128-2129-2130-2131-2132-2133-2134-2135-2136-2137-2138-2139-2140-2141-2142-2143-2144-2145-2146-2147-2148-2149-2150-2151-2152-2153-2154-2155-2156-2157-2158-2159-2160-2161-2162-2163-2164-2165-2166-2167-2168-2169-2170-2171-2172-2173-2174-2175-2176-2177-2178-2179-2180-2181-2182-2183-2184-2185-2186-2187-2188-2189-2190-2191-2192-2193-2194-2195-2196-2197-2198-2199-2200-2201-2202-2203-2204-2205-2206-2207-2208-2209-2210-2211-2212-2213-2214-2215-2216-2217-2218-2219-2220-2221-2222-2223-2224-2225-2226-2227-2228-2229-2230-2231-2232-2233-2234-2235-2236-2237-2238-2239-2240-2241-2242-2243-2244-2245-2246-2247-2248-2249-2250-2251-2252-2253-2254-2255-2256-2257-2258-2259-2260-2261-2262-2263-2264-2265-2266-2267-2268-2269-2270-2271-2272-2273-2274-2275-2276-2277-2278-2279-2280-2281-2282-2283-2284-2285-2286-2287-2288-2289-2290-2291-2292-2293-2294-2295-2296-2297-2298-2299-2300-2301-2302-2303-2304-2305-2306-2307-2308-2309-2310-2311-2312-2313-2314-2315-2316-2317-2318-2319-2320-2321-2322-2323-2324-2325-2326-2327-2328-2329-2330-2331-2332-2333-2334-2335-2336-2337-2338-2339-2340-2341-2342-2343-2344-2345-2346-2347-2348-2349-2350-2351-2352-2353-2354-2355-2356-2357-2358-2359-2360-2361-2362-2363-2364-2365-2366-2367-2368-2369-2370-2371-2372-2373-2374-2375-2376-2377-2378-2379-2380-2381-2382-2383-2384

Le Monde

économie

CONJONCTURE

M. Barre prône un « comportement » à l'allemande

De notre correspondant régional

Lyon. — La référence à l'Allemagne fédérale et à son type de développement économique est revenue comme un leitmotiv dans les propos de M. Raymond Barre, le 21 octobre, à Lyon, à la fin du colloque sur « l'entreprise moyenne en croissance sur le marché des capitaux » organisé par la compagnie des agents de change, les banquiers lyonnais et le centre de perfectionnement dans l'administration des affaires.

Le premier ministre a notamment énuméré les moyens à mettre en œuvre pour atteindre l'objectif défini récemment par le président de la République, c'est-à-dire rattraper la R.F.A. dans les dix ans à venir « Il faut donner à notre pays une monnaie stable et solide, et non pas fondante. Maîtriser nos coûts de production, ce qui suppose la modernisation à la fois de l'évolution des rémunérations et celle des prestations sociales. »

À ce propos, M. Barre a précisé que « si le système de protection sociale doit être sauvegardé, il doit aussi être rendu supportable. (...) La couverture des prêts sociaux doit s'adapter à l'évolution du produit intérieur brut en termes réels ».

« Nous n'avons rien, a-t-il souligné, à envier à l'Allemagne dans beaucoup de domaines, mais du point de vue des comportements. Il est nécessaire d'injecter certains comportements hérités du passé qui ne permettraient pas à la France de s'adapter aux nouvelles conditions du marché international. Cette politique doit être menée avec continuité, en tenant compte des contraintes psychologiques, sociologiques et politiques. »

Par ailleurs, au cours d'une réunion de presse, vendredi soir, le premier ministre a estimé qu'« une dégradation de la hausse des prix devrait intervenir au second semestre ». « Nous finirons l'année avec un taux de hausse des prix qui certainement sera très en dessous de tout ce qui a été annoncé ici ou là, a-t-il dit, refusant toutefois de faire un pronostic sur ce taux. Pour 1979, il est, selon lui, permis d'espérer que, « comme nous aurons dûment moins de décisions d'ajustement à prendre — nous avons fait le gros du travail cette année — nous aurons une déflation des prix plus modérée, ce qui à tousjours été l'objectif du gouvernement ».

BERNARD ÉLIE.

tion sociale doit être sauvegardé, il doit aussi être rendu supportable. (...) La couverture des prêts sociaux doit s'adapter à l'évolution du produit intérieur brut en termes réels ».

« Nous n'avons rien, a-t-il souligné, à envier à l'Allemagne dans beaucoup de domaines, mais du point de vue des comportements. Il est nécessaire d'injecter certains comportements hérités du passé qui ne permettraient pas à la France de s'adapter aux nouvelles conditions du marché international. Cette politique doit être menée avec continuité, en tenant compte des contraintes psychologiques, sociologiques et politiques. »

Par ailleurs, au cours d'une réunion de presse, vendredi soir, le premier ministre a estimé qu'« une dégradation de la hausse des prix devrait intervenir au second semestre ». « Nous finirons l'année avec un taux de hausse des prix qui certainement sera très en dessous de tout ce qui a été annoncé ici ou là, a-t-il dit, refusant toutefois de faire un pronostic sur ce taux. Pour 1979, il est, selon lui, permis d'espérer que, « comme nous aurons dûment moins de décisions d'ajustement à prendre — nous avons fait le gros du travail cette année — nous aurons une déflation des prix plus modérée, ce qui à tousjours été l'objectif du gouvernement ».

BERNARD ÉLIE.

tion sociale doit être sauvegardé, il doit aussi être rendu supportable. (...) La couverture des prêts sociaux doit s'adapter à l'évolution du produit intérieur brut en termes réels ».

« Nous n'avons rien, a-t-il souligné, à envier à l'Allemagne dans beaucoup de domaines, mais du point de vue des comportements. Il est nécessaire d'injecter certains comportements hérités du passé qui ne permettraient pas à la France de s'adapter aux nouvelles conditions du marché international. Cette politique doit être menée avec continuité, en tenant compte des contraintes psychologiques, sociologiques et politiques. »

Par ailleurs, au cours d'une réunion de presse, vendredi soir, le premier ministre a estimé qu'« une dégradation de la hausse des prix devrait intervenir au second semestre ». « Nous finirons l'année avec un taux de hausse des prix qui certainement sera très en dessous de tout ce qui a été annoncé ici ou là, a-t-il dit, refusant toutefois de faire un pronostic sur ce taux. Pour 1979, il est, selon lui, permis d'espérer que, « comme nous aurons dûment moins de décisions d'ajustement à prendre — nous avons fait le gros du travail cette année — nous aurons une déflation des prix plus modérée, ce qui à tousjours été l'objectif du gouvernement ».

BERNARD ÉLIE.

ÉTRANGER

Aux États-Unis En septembre, la hausse des prix a été plus forte qu'en juillet et août

Le déficit commercial n'a que très faiblement augmenté

Washington (A.F.P.). — L'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,6 % en septembre, ce qui correspond à un rythme annuel d'inflation de 9,6 %. L'augmentation de septembre est due notamment au prix de l'essence, aux loyers et aux frais de santé. Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 0,5 %, après deux mois de stabilité.

Il s'agit de la plus forte hausse enregistrée depuis le mois de juin (0,5 %), les prix ayant augmenté de 0,5 % en juillet et de 0,6 % en août. En un an, par rapport à septembre 1977, l'indice — dont la publication intervient trois jours après celle du programme de M. Carter contre l'inflation et a provoqué une nouvelle chute du dollar — a augmenté de 8,3 %.

Cependant, M. Douglas Fraser, président du Syndicat de l'automobile (United Auto workers), a exprimé son soutien au plan de la Maison Blanche. Ce dirigeant de l'U.A.W., qui regroupe 1,4 million d'adhérents, a toutefois souligné que son syndicat n'aura pas de rôle réel à jouer avant l'automne 1979, date du renouvellement des contrats de travail dans l'industrie automobile. « A cette date, a-t-il dit, nous aurons déjà eu le temps de voir et le programme fonctionne. »

L'annonce de la hausse des prix a, en tout cas, annulé l'effet favorable produit par les résultats des échanges extérieurs, dont le déficit a été, en septembre, moins important que prévu. Le déficit de la balance commerciale des États-Unis n'a que très légèrement augmenté, pour s'élever à 1,60 milliard de dollars contre 1,62 milliard en août. Les exportations ont atteint 33,48

milliards de dollars, soit 7,7 % de plus qu'en août. Les importations ont totalisé 35,08 milliards de dollars, en hausse de 7,3 %. Le déficit C.A.F.-P.O.B. est, quant à lui, élevé à 2,71 milliards de dollars.

Pour les neuf premiers mois de 1978, les exportations ont représenté 33,7 milliards de dollars et les importations 36,14 milliards. Le déficit s'est élevé à 2,27 milliards de dollars contre 2,79 milliards de janvier à septembre.

Toutefois — alors que le pouvoir d'achat moyen des salariés, qui se détériore depuis cinq mois consécutifs, a diminué de 0,5 % au troisième trimestre — une nouvelle poussée positive intervient la productivité d'un secteur privé, qui a augmenté à un rythme annuel de 4,5 % au troisième trimestre, après avoir progressé de 1,2 % au second et diminué de 4,5 % au premier. La baisse de la productivité américaine a été au cours des derniers mois, l'un des principaux facteurs de l'inflation, si bien que le président Carter a annoncé, au début de la semaine, la création d'un conseil national pour la productivité.

SUEDE

Le nombre des chômeurs a légèrement baissé en Suède au mois de septembre, revenant, en fin de mois, à 108 000, soit 2,6 % de la population active contre 110 000 (2,7 % au mois d'août) mais 2 % à la fin de septembre 1977.

Le gouvernement espagnol a approuvé vendredi 27 octobre le projet de rachat par le groupe français Peugeot-Citroën de la filiale espagnole de Chrysler. Les ministres du commerce et de l'industrie ont été chargés de négocier les conditions précises de la transaction. A Madrid, on précise que le géant automobile français devra respecter les accords conclus entre Chrysler et le gouvernement espagnol. — (Reuter.)

En groupe libanais achète l'hôtel Royal-Monceau. — La société libanaise Compagnie des palais internationaux a acquis jeudi 28 octobre 80 % du capital de la société Royal-Monceau-Hôtel pour une somme d'environ 50 millions de francs. La transaction a été effectuée sur le marché Bors coté de la Bourse de Paris. Les 20 % restant du capital sont répartis dans le public. Le groupe libanais ne conservera que les intérêts détenus par la société dans l'hôtel et rétrocedera les autres participations minoritaires de la société au groupe des hôtels de la cité.

Le Norvège a accepté une invitation de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à assister à une prochaine session de l'Organisation à Vienne (Autriche). — (Reuter.)

Le conseil des États est hostile à une plus forte imposition des banques

Berne. — Réuni en session extraordinaire pour examiner un nouveau projet gouvernemental de réforme fiscale, le Conseil des États (Chambre haute) a très nettement rejeté l'idée d'une plus forte imposition des banques. En septembre déjà, le Conseil national (Chambre basse) s'était opposé à une proposition socialiste visant à percevoir un impôt anticipé de 5 % sur les intérêts des placements fiduciaires.

Pour tenter de rallier les socialistes à son projet de réforme fiscale, le gouvernement helvétique avait ensuite accepté d'assujettir les banques à un impôt supplémentaire. Largement dominé par les partis bourgeois, le Conseil des États s'est refusé à la moindre concession. De même, la Chambre haute a rejeté l'introduction d'une vignette pour l'usage des autoroutes et d'une taxe sur les poids lourds.

Le Conseil des États est hostile à une plus forte imposition des banques

En Suisse

Le Conseil des États est hostile à une plus forte imposition des banques

De notre correspondant

Berne. — Réuni en session extraordinaire pour examiner un nouveau projet gouvernemental de réforme fiscale, le Conseil des États (Chambre haute) a très nettement rejeté l'idée d'une plus forte imposition des banques. En septembre déjà, le Conseil national (Chambre basse) s'était opposé à une proposition socialiste visant à percevoir un impôt anticipé de 5 % sur les intérêts des placements fiduciaires.

Pour tenter de rallier les socialistes à son projet de réforme fiscale, le gouvernement helvétique avait ensuite accepté d'assujettir les banques à un impôt supplémentaire. Largement dominé par les partis bourgeois, le Conseil des États s'est refusé à la moindre concession. De même, la Chambre haute a rejeté l'introduction d'une vignette pour l'usage des autoroutes et d'une taxe sur les poids lourds.

Le Conseil des États est, par ailleurs, en désaccord avec le Conseil national à propos du taux de la T.V.A. qu'il a fixé à 6 %, alors que la Chambre basse propose 7 %. Dans ces conditions, le gouvernement voit

sementiser ses chances de le faire admettre un compromis avant les élections générales de l'année prochaine.

Enfin, le Conseil des États a accepté, le 25 octobre, le projet de révision de la loi sur la Banque nationale renforçant les moyens d'intervention de l'Institut d'émission. Toutefois, contre l'avis du gouvernement qui en proposait l'abrogation, il s'est prononcé pour le maintien dans la nouvelle loi d'une couverture d'au moins 40 %.

Le gouvernement avait estimé la prorogation de cette disposition superflue, puisque 61 % de la valeur des billets de banque actuellement en circulation sont garantis par les réserves d'or. Mais cela n'a pas suffi à rassurer les partisans du métal jaune, qui craignent que les interventions massives de la Banque nationale pour combattre la hausse du franc entraînent à un dangereux accroissement de la masse monétaire. Il appartiendra maintenant au Conseil national d'aplanir la divergence apparue sur ce point.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON VEND A PUK SON DÉPARTEMENT « TUBES EN MATIÈRE PLASTIQUE »

La société Pont-à-Mousson S.A., filiale du groupe Saint-Gobain, Pont-à-Mousson, va vendre à la SOGECAN, du groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann (P.U.K.), ses activités dans le domaine des tubes et raccords en matière plastique pour le bâtiment, les travaux publics, l'adduction d'eau et le gainage des câbles téléphoniques entrés. Les unités de Vauvert (Gard) et Sablé (Sarthe) appartenant à Pont-à-Mousson sont donc vendues à la SOGECAN, qui, avec son usine de Nevers, disposera d'un ensemble industriel mécanique de 50 % dans la filiale commune SIDIEM (dessalement de l'eau de mer).

Reste à savoir aujourd'hui si la Commerzbank agit pour son propre compte. Certains pensent qu'elle agit qu'un intermédiaire. La participation de 25 % sera recédée à un groupe dont l'activité est voisine ou complémentaire de celles de Sachs.

Et si ce groupe était Perodo ? M. André Bolsson, le président de la firme française, ne désire pas récemment que son groupe s'approprie à prendre le contrôle d'une société étrangère dont les fabrications entrent dans la gamme des produits Perodo ? M. Gunther Sachs, plus intéressé à gérer sa chaîne de magasins Mic-Mac, ne serait peut-être pas mécontent de lui vendre une partie de ses titres. — A. D.

Le gouvernement espagnol a approuvé vendredi 27 octobre le projet de rachat par le groupe français Peugeot-Citroën de la filiale espagnole de Chrysler. Les ministres du commerce et de l'industrie ont été chargés de négocier les conditions précises de la transaction. A Madrid, on précise que le géant automobile français devra respecter les accords conclus entre Chrysler et le gouvernement espagnol. — (Reuter.)

En groupe libanais achète l'hôtel Royal-Monceau. — La société libanaise Compagnie des palais internationaux a acquis jeudi 28 octobre 80 % du capital de la société Royal-Monceau-Hôtel pour une somme d'environ 50 millions de francs. La transaction a été effectuée sur le marché Bors coté de la Bourse de Paris. Les 20 % restant du capital sont répartis dans le public. Le groupe libanais ne conservera que les intérêts détenus par la société dans l'hôtel et rétrocedera les autres participations minoritaires de la société au groupe des hôtels de la cité.

Le Norvège a accepté une invitation de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à assister à une prochaine session de l'Organisation à Vienne (Autriche). — (Reuter.)

Le conseil des États est hostile à une plus forte imposition des banques

LES INDUSTRIELS N'ATTENDENT PAS DE REPRISE MAIS CROIENT A UN RALENTISSEMENT DES HAUSSES DE PRIX

Interrogés en octobre sur l'évolution à venir de la production industrielle, les chefs d'entreprises français ont répondu à l'INSEE qu'ils n'attendaient « aucun progrès au cours des prochains mois ». Cependant, leurs perspectives personnelles d'activité « correspondent à une lente croissance », note l'INSEE.

Dans l'ensemble, les carnets de commandes « apparaissent très proches de la normale. Après un recul à la fin du premier semestre, les carnets étranger connaissent sur les derniers mois une amélioration régulière, qui s'accroît en octobre et concerne surtout des biens intermédiaires ».

En ce qui concerne les prix à la production, les chefs d'entreprise estiment que les hausses « devraient se réduire au cours des prochains mois ». « Les perspectives de prix des industriels se situent en retrait des niveaux élevés du début de l'été, pour les prix dans leur ensemble comme ceux de leurs propres produits. »

AGRICULTURE

Les SAFER (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) ont acquis en 1977 79 900 hectares soit 26,6 % de l'ensemble du marché foncier qui leur est accessible. Ces achats sont destinés à modérer la hausse des prix des terres, ont été effectués au prix moyen de 14 730 F par hectare, ce qui représente une hausse linéaire (+ 0,3 %) par rapport à celle qui a affecté l'ensemble du marché (+ 12,5 %).

AGRICULTURE

Les SAFER (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) ont acquis en 1977 79 900 hectares soit 26,6 % de l'ensemble du marché foncier qui leur est accessible. Ces achats sont destinés à modérer la hausse des prix des terres, ont été effectués au prix moyen de 14 730 F par hectare, ce qui représente une hausse linéaire (+ 0,3 %) par rapport à celle qui a affecté l'ensemble du marché (+ 12,5 %).

AGRICULTURE

Les SAFER (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) ont acquis en 1977 79 900 hectares soit 26,6 % de l'ensemble du marché foncier qui leur est accessible. Ces achats sont destinés à modérer la hausse des prix des terres, ont été effectués au prix moyen de 14 730 F par hectare, ce qui représente une hausse linéaire (+ 0,3 %) par rapport à celle qui a affecté l'ensemble du marché (+ 12,5 %).

AGRICULTURE

Les SAFER (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) ont acquis en 1977 79 900 hectares soit 26,6 % de l'ensemble du marché foncier qui leur est accessible. Ces achats sont destinés à modérer la hausse des prix des terres, ont été effectués au prix moyen de 14 730 F par hectare, ce qui représente une hausse linéaire (+ 0,3 %) par rapport à celle qui a affecté l'ensemble du marché (+ 12,5 %).

INFORMATIONS PRATIQUES

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28.10.78 A 0 h GMT.

PRÉVISIONS POUR LE 29.10. DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le dimanche 28 octobre à 6 heures et le dimanche 29 octobre à 24 heures :

La France demeurera sous l'influence d'une zone anticyclonique qui évoluera lentement et s'affaiblira un peu.

Dimanche 29 octobre, sur l'ensemble du pays, des formations brumeuses (bancs de brouillard ou de nuages bas), assez nombreuses en plaine et dans les vallées au lever du jour, seront parfois tenaces dans l'est et le nord-est mais, dans la plupart des régions, elles seront suivies d'éclaircies qui se développeront l'après-midi. Les vents resteront faibles et de direction variable. La maxime sera faible (entre 12 et 15°C), mais les températures maximales atteindront encore 13 à 15 degrés dans le Nord, 18 à 20 degrés dans le Midi.

Samedi 28 octobre à 7 heures, la pression atmosphérique redit au niveau de la mer était à Paris, de 1 029,9 millibars, soit 77,4 millibars de moyenne.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 octobre, le second, le minimum de la nuit du 27 au 28) : Ajaccio, 20 et 8 degrés; Brest, 18 et 9; Casn, 17 et 7; Cherbourg, 14 et 9; Clermont-Ferrand, 14 et 1; Dijon, 16 et 7; Grenoble, 18 et 8; Lille, 14 et 11; Lyon, 12 et 2; Marseille, 21 et 6; Nancy, 12 et 2; Nantes, 15 et 6; Nice, 20 et 14; Paris-La Bourget, 14 et 7; Pau, 15 et 6; Perpignan, 22 et 7; Rennes, 16 et 5; Strasbourg, 11 et 3; Tours, 16 et 4; Toulouse, 11 et 4; Poitiers-Peigné, 30 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 10 degrés; Amsterdam, 11 et 8; Athènes, 20 et 7; Berlin, 9 et 8; Bonn, 10 et 7; Bruxelles, 15 et 11; Hong Kong, 20 et 20; Coppenhague, 9 et 8; Genève, 13 et 2; Lisbonne, 24 et 10; Londres, 15 et 5; Madrid, 21 et 9; Moscou, 2 et 1; Nairobi, 24 et 13; New-York, 15 et 5; Palma-de-Majorque, 24 et 9; Rome, 18 et 8; Stockholm, 7 et 1.

AGRICULTURE

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2216

que l'express; Abréviation pour un martyr. — 3. Est toujours à l'ombre. Ne fait pas un pil si l'on est coupé. — 4. Canton (inverse). Qui manque un peu de simplicité. — 5. Article; Sont rutilants; A Suivre. — 6. Vient après la générale. — 7. Qui peut donc s'accrocher. — 8. Pas loin de cent chez des voisins; Endroit où l'on peut sauter. — 9. Cri qui peut amener des poursuites; Leurs gestes furent glorifiés par un poète.

Solution du problème n° 2215

Horizontalement

I. Original; Froide. II. Remède; Rampe. III. Gabriel; Gao; Nom. IV. Et; Intime. V. Evénement; Sel. VI. An; Rinocéros (synonyme de correction). VII. Laborieux. VIII. Eau; Et; Capiteux. IX. Grèce; Etalons. X. Le; Loin; Licitas. XI. Fin; Dièses; Ut. XII. No; M; Na; Et. XIII. Etalons; Dé; basars. XIV. Etal; Ro; Li; Usé. XV. Sères; Sévères.

Verticalement

I. Orgueil; Glanées. 2. Rê; Agré; Ocho. 3. Imbuvable. 4. Aar. 5. Ger. 6. Inoubliable. 7. Luite; Eon. 8. Nod; Oule; Nod; Et. 9. Arles; Etendu; Or. 10. Le; Tenu; Die. 11. Et; Scélère. 12. Réalisable. 13. Frontispice; Air. 14. Ré; Tolser. 15. Omission; Crus. 16. Iponée; Essai; As. 17. Démêlés; Stases.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Journal officiel

Visites, conférences

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES

10 h, musée du Louvre, pavillon de Flore et l'exposition des dessins de Claude Lorraine dit Le Lorrain (à l'art pour tous). 11 h, 3, rue Mahler; « Les symboles de la ville de Paris » (à travers Paris). 15 h, 15, rue de Clugny-Notre-Dame et village d'Heolice et d'Abbeville (Mme Barbier). 15 h, 8, place du Palais-Bourbon; « Hôtel de Lassay » (Mme Casan). 15 h, métro Baliz-Paul; « Les hôtels et curiosités du Marais » (Connaissance d'ici et d'ailleurs). CONFÉRENCES. — 9 h, avenue d'Iéna, 15 h. « Pérou-Bolivia ». 17 h. « Survol Equateur-Amazone-Colombie ». 15 h, 30, 12, rue de la Tour-des-

Dames : « Réalisation du sol et médiation transcommunautaire » (entrée libre). 15 h, 30, 15, rue de la Sclaterie. 15 h, prince Paul Mourouzy; « Marcel et Paul, 500 ans et le temps » (Les Artisans de l'Esprit). 16 h, salle Albert-le-Grand, 22, rue du Faubourg-Saint-Honoré; M. Joseph Lignage; « L'apartheid en Afrique du Sud » (Foyers de culture).

LUNDI 30 OCTOBRE

Visites guidées et promenades. 15 h, au pied de la Victoire de Samothrace; Mme Garnier-Alberg; « Ivresses et émaux méditerranéens au Louvre ». 15 h, métro Rambuteau, Mme Mey-

niel; « Brancusi reconstruit en son lieu d'origine ». 15 h, métro Bourse, Mme Oswald; « La Bourse ». 15 h, avenue du Commandant-Bonjean; Mme Péluc; « Cimetière de Passy » (Galerie nationale des monuments historiques). 15 h, entrée du Parc; Parc de Bagatelle (Part pour tous). 15 h, 2, rue de Sévigné; « Le Marais » (à travers Paris). 15 h, métro Cardinal-Lemoine; « Molière et la France » (Galerie nationale des monuments historiques). CONFÉRENCES. — 14 h, 43, 23, quai Coët, M. Pierre Lépine; « La jeunesse et le drogue ». 21 h, 21, rue Casette; « L'Égypte; Nouvel Empire » (à travers l'Égypte).

AGRICULTURE

AGRICULTURE

EN DÉBATS

Les régions

Le conseil des États est hostile à une plus forte imposition des banques

Berne. — Réuni en session extraordinaire pour examiner un nouveau projet gouvernemental de réforme fiscale, le Conseil des États (Chambre haute) a très nettement rejeté l'idée d'une plus forte imposition des banques. En septembre déjà, le Conseil national (Chambre basse) s'était opposé à une proposition socialiste visant à percevoir un impôt anticipé de 5 % sur les intérêts des placements fiduciaires.

Pour tenter de rallier les socialistes à son projet de réforme fiscale, le gouvernement helvétique avait ensuite accepté d'assujettir les banques à un impôt supplémentaire. Largement dominé par les partis bourgeois, le Conseil des États s'est refusé à la moindre concession. De même, la Chambre haute a rejeté l'introduction d'une vignette pour l'usage des autoroutes et d'une taxe sur les poids lourds.

Le Conseil des États est, par ailleurs, en désaccord avec le Conseil national à propos du taux de la T.V.A. qu'il a fixé à 6 %, alors que la Chambre basse propose 7 %. Dans ces conditions, le gouvernement voit

sementiser ses chances de le faire admettre un compromis avant les élections générales de l'année prochaine.

Enfin, le Conseil des États a accepté, le 25 octobre, le projet de révision de la loi sur la Banque nationale renforçant les moyens d'intervention de l'Institut d'émission. Toutefois, contre l'avis du gouvernement qui en proposait l'abrogation, il s'est prononcé pour le maintien dans la nouvelle loi d'une couverture d'au moins 40 %.

Le gouvernement avait estimé la prorogation de cette disposition superflue, puisque 61 % de la valeur des billets de banque actuellement en circulation sont garantis par les réserves d'or. Mais cela n'a pas suffi à rassurer les partisans du métal jaune, qui craignent que les interventions massives de la Banque nationale pour combattre la hausse du franc entraînent à un dangereux accroissement de la masse monétaire. Il appartiendra maintenant au Conseil national d'aplanir la divergence apparue sur ce point.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON VEND A PUK SON DÉPARTEMENT « TUBES EN MATIÈRE PLASTIQUE »

La société Pont-à-Mousson S.A., filiale du groupe Saint-Gobain, Pont-à-Mousson, va vendre à la SOGECAN, du groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann (P.U.K.), ses activités dans le domaine des tubes et raccords en matière plastique pour le bâtiment, les travaux publics, l'adduction d'eau et le gainage des câbles téléphoniques entrés. Les unités de Vauvert (Gard) et Sablé (Sarthe) appartenant à Pont-à-Mousson sont donc vendues à la SOGECAN, qui, avec son usine de Nevers, disposera d'un ensemble industriel mécanique de 50 % dans la filiale commune SIDIEM (dessalement de l'eau de mer).

Reste à savoir aujourd'hui si la Commerzbank agit pour son propre compte. Certains pensent qu'elle agit qu'un intermédiaire. La participation de 25 % sera recédée à un groupe dont l'activité est voisine ou complémentaire de celles de Sachs.

Et si ce groupe était Perodo ? M. André Bolsson, le président de la firme française, ne désire pas récemment que son groupe s'approprie à prendre le contrôle d'une société étrangère dont les fabrications entrent dans la gamme des produits Perodo ? M. Gunther Sachs, plus intéressé à gérer sa chaîne de magasins Mic-Mac, ne serait peut-être pas mécontent de lui vendre une partie de ses titres. — A. D.

Le gouvernement espagnol a approuvé vendredi 27 octobre le projet de rachat par le groupe français Peugeot-Citroën de la filiale espagnole de Chrysler. Les ministres du commerce et de l'industrie ont été chargés de négocier les conditions précises de la transaction. A Madrid, on précise que le géant automobile français devra respecter les accords conclus entre Chrysler et le gouvernement espagnol. — (Reuter.)

En groupe libanais achète l'hôtel Royal-Monceau. — La société libanaise Compagnie des palais internationaux a acquis jeudi 28 octobre 80 % du capital de la société Royal-Monceau-Hôtel pour une somme d'environ 50 millions de francs. La transaction a été effectuée sur le marché Bors coté de la Bourse de Paris. Les 20 % restant du capital sont répartis dans le public. Le groupe libanais ne conservera que les intérêts détenus par la société dans l'hôtel et rétrocedera les autres participations minoritaires de la société au groupe des hôtels de la cité.

Le Norvège a accepté une invitation de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à assister à une prochaine session de l'Organisation à Vienne (Autriche). — (Reuter.)

Le conseil des États est hostile à une plus forte imposition des banques

EN DÉBATS

Les régions

Le conseil des États est hostile à une plus forte imposition des banques

Berne. — Réuni en session extraordinaire pour examiner un nouveau projet gouvernemental de réforme fiscale, le Conseil des États (Chambre haute) a très nettement rejeté l'idée d'une plus forte imposition des banques. En septembre déjà, le Conseil national (Chambre basse) s'était opposé à une proposition socialiste visant à percevoir un impôt anticipé de 5 % sur les intérêts des placements fiduciaires.

Pour tenter de rallier les socialistes à son projet de réforme fiscale, le gouvernement helvétique avait ensuite accepté d'assujettir les banques à un impôt supplémentaire. Largement dominé par les partis bourgeois, le Conseil des États s'est refusé à la moindre concession. De même, la Chambre haute a rejeté l'introduction d'une vignette pour l'usage des autoroutes et d'une taxe sur les poids lourds.

Le Conseil des États est, par ailleurs, en désaccord avec le Conseil national à propos du taux de la T.V.A. qu'il a fixé à 6 %, alors que la Chambre basse propose 7 %. Dans ces conditions, le gouvernement voit

sementiser ses chances de le faire admettre un compromis avant les élections générales de l'année prochaine.

Enfin, le Conseil des États a accepté, le 25 octobre, le projet de révision de la loi sur la Banque nationale renforçant les moyens d'intervention de l'Institut d'émission. Toutefois, contre l'avis du gouvernement qui en proposait l'abrogation, il s'est prononcé pour le maintien dans la nouvelle loi d'une couverture d'au moins 40 %.

Le gouvernement avait estimé la prorogation de cette disposition superflue, puisque 61 % de la valeur des billets de banque actuellement en circulation sont garantis par les réserves d'or. Mais cela n'a pas suffi à rassurer les partisans du métal jaune, qui craignent que les interventions massives de la Banque nationale pour combattre la hausse du franc entraînent à un dangereux accroissement de la masse monétaire. Il appartiendra maintenant au Conseil national d'aplanir la divergence apparue sur ce point.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON VEND A PUK SON DÉPARTEMENT « TUBES EN MATIÈRE PLASTIQUE »

La société Pont-à-Mousson S.A., filiale du groupe Saint-Gobain, Pont-à-Mousson, va vendre à la SOGECAN, du groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann (P.U.K.), ses activités dans le domaine des tubes et raccords en matière plastique pour le bâtiment, les travaux publics, l'adduction d'eau et le gainage des câbles téléphoniques entrés. Les unités de Vauvert (Gard) et Sablé (Sarthe) appartenant à Pont-à-Mousson sont donc vendues à la SOGECAN, qui, avec son usine de Nevers, disposera d'un ensemble industriel mécanique de 50 % dans la filiale commune SIDIEM (dessalement de l'eau de mer).

<

SOCIAL

TRAVAIL « IDIOT » ?

(Suite de la première page.) Néanmoins, elle a été perçue comme une menace, et non pas comme la promesse des réformes dont la poste et les postiers avaient besoin.

Malaise provenant des conditions de commandement, enfin. Les cadres du service postal sont découragés. Dans les centres de tri, nombre de chefs de centre n'ont même plus le droit de passer le moins de temps possible à l'heure de travail, de peur des incidents possibles avec leur personnel.

Points sur rôle demeure primordial. Tout pousse donc à opérer une reconversion des mentalités, une réadaptation des circuits postaux et une refonte des modes d'organisation, qui n'ont que trop tardé.

Malaise provenant des conditions de travail, tout d'abord. Nul ne peut sérieusement contester que le tri automatique ne constitue un immense progrès sur le tri manuel, à condition de prendre un certain nombre de précautions indispensables.

Psychoses incontrôlables. Faut-il régler ces différentes questions, faute même d'être capable de les discuter sérieusement, tout le malaise diffuse, indéterminé, mais d'autant plus pesant s'exprime en termes de revendications sur les horaires et le temps de travail (façons en sorte de passer le moins de temps possible dans le service postal où nous ne sommes pas heureux).

Une lourde responsabilité du gouvernement. A deux reprises, durant mon passage aux P.T.T., j'ai proposé ces réformes. Consensé, dès mon arrivée, du malaise ambiant, le premier ministre a accepté.

Malaise provenant des conditions de travail, tout d'abord. Nul ne peut sérieusement contester que le tri automatique ne constitue un immense progrès sur le tri manuel, à condition de prendre un certain nombre de précautions indispensables.

La seule solution consiste à aborder franchement les vrais problèmes, à les régler par des réformes sérieuses, à expliquer et à justifier au mieux les réformes. Mais la profonde sous-information qui affecte la poste fait qu'à un moment où à l'autre le développement de psychoses incontrôlables est inévitable.

En ce qui concerne le tri automatique, il faut en prendre son parti, c'est-à-dire qu'il faut un pouvoir politique suffisamment informé et suffisamment libre pour ne pas céder aux premières difficultés.

Malaise provenant des conditions de travail, tout d'abord. Nul ne peut sérieusement contester que le tri automatique ne constitue un immense progrès sur le tri manuel, à condition de prendre un certain nombre de précautions indispensables.

Les réformes nécessaires sont des changements concrets, et non pas des réformes « de structure » dont raffolent nos esprits cartésiens et qui les dispensent trop souvent d'analyser les faits.

En ce qui concerne le tri automatique, il faut en prendre son parti, c'est-à-dire qu'il faut un pouvoir politique suffisamment informé et suffisamment libre pour ne pas céder aux premières difficultés.

Malaise provenant des conditions de travail, tout d'abord. Nul ne peut sérieusement contester que le tri automatique ne constitue un immense progrès sur le tri manuel, à condition de prendre un certain nombre de précautions indispensables.

Il s'agit de modifier profondément les conditions de recrutement et de promotion des différents catégories d'agents au sein du service postal, est parvenu à un certain degré d'absurdité, donc d'injustice. C'est là le fruit de trente années d'application du statut général de la fonction publique.

En ce qui concerne le tri automatique, il faut en prendre son parti, c'est-à-dire qu'il faut un pouvoir politique suffisamment informé et suffisamment libre pour ne pas céder aux premières difficultés.

Malaise provenant des conditions de travail, tout d'abord. Nul ne peut sérieusement contester que le tri automatique ne constitue un immense progrès sur le tri manuel, à condition de prendre un certain nombre de précautions indispensables.

Il s'agit de modifier profondément les conditions de recrutement et de promotion des différents catégories d'agents au sein du service postal, est parvenu à un certain degré d'absurdité, donc d'injustice. C'est là le fruit de trente années d'application du statut général de la fonction publique.

En ce qui concerne le tri automatique, il faut en prendre son parti, c'est-à-dire qu'il faut un pouvoir politique suffisamment informé et suffisamment libre pour ne pas céder aux premières difficultés.

Malaise provenant des conditions de travail, tout d'abord. Nul ne peut sérieusement contester que le tri automatique ne constitue un immense progrès sur le tri manuel, à condition de prendre un certain nombre de précautions indispensables.

Il s'agit de modifier profondément les conditions de recrutement et de promotion des différents catégories d'agents au sein du service postal, est parvenu à un certain degré d'absurdité, donc d'injustice. C'est là le fruit de trente années d'application du statut général de la fonction publique.

En ce qui concerne le tri automatique, il faut en prendre son parti, c'est-à-dire qu'il faut un pouvoir politique suffisamment informé et suffisamment libre pour ne pas céder aux premières difficultés.

Malaise provenant des conditions de travail, tout d'abord. Nul ne peut sérieusement contester que le tri automatique ne constitue un immense progrès sur le tri manuel, à condition de prendre un certain nombre de précautions indispensables.

Il s'agit de modifier profondément les conditions de recrutement et de promotion des différents catégories d'agents au sein du service postal, est parvenu à un certain degré d'absurdité, donc d'injustice. C'est là le fruit de trente années d'application du statut général de la fonction publique.

En ce qui concerne le tri automatique, il faut en prendre son parti, c'est-à-dire qu'il faut un pouvoir politique suffisamment informé et suffisamment libre pour ne pas céder aux premières difficultés.

Malaise provenant des conditions de travail, tout d'abord. Nul ne peut sérieusement contester que le tri automatique ne constitue un immense progrès sur le tri manuel, à condition de prendre un certain nombre de précautions indispensables.

Il s'agit de modifier profondément les conditions de recrutement et de promotion des différents catégories d'agents au sein du service postal, est parvenu à un certain degré d'absurdité, donc d'injustice. C'est là le fruit de trente années d'application du statut général de la fonction publique.

En ce qui concerne le tri automatique, il faut en prendre son parti, c'est-à-dire qu'il faut un pouvoir politique suffisamment informé et suffisamment libre pour ne pas céder aux premières difficultés.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Lourde chute du dollar

« Le discours du président Carter coule (sinks) le DOLLAR » : tels sont les termes cruels par lesquels notre confrère américain l'International Herald Tribune résumait la situation jeudi, au lendemain de l'annonce du plan présidentiel de lutte contre l'inflation.

La chute du DOLLAR, à l'exception des interventions des banques centrales, massives ces derniers jours (plus de 3 milliards de dollars pour la Banque du Japon, la Bundesbank et la Banque nationale suisse).

Volcker, président de la Réserve fédérale de New-York, a la valeur du DOLLAR dépend, d'un degré extraordinaire, de la confiance que les gens ont dans sa stabilité future. Or, actuellement, les opérateurs vendent le dollar en anticipant sa chute estimée pour l'année qui vient.

La semaine commentait mal pour le DOLLAR, qui dès lundi battait tous ses records de baisse par rapport aux monnaies fortes, le FRANC le plus important. Les opérateurs attendaient impatiemment l'annonce de son programme par le président Carter, tout en spéculant des chiffres qui devaient être maintenus faibles; la publication des résultats du commerce extérieur le jeudi, et celle du coût de la vie le vendredi.

La semaine commentait mal pour le DOLLAR, qui dès lundi battait tous ses records de baisse par rapport aux monnaies fortes, le FRANC le plus important. Les opérateurs attendaient impatiemment l'annonce de son programme par le président Carter, tout en spéculant des chiffres qui devaient être maintenus faibles; la publication des résultats du commerce extérieur le jeudi, et celle du coût de la vie le vendredi.

La semaine commentait mal pour le DOLLAR, qui dès lundi battait tous ses records de baisse par rapport aux monnaies fortes, le FRANC le plus important. Les opérateurs attendaient impatiemment l'annonce de son programme par le président Carter, tout en spéculant des chiffres qui devaient être maintenus faibles; la publication des résultats du commerce extérieur le jeudi, et celle du coût de la vie le vendredi.

La semaine commentait mal pour le DOLLAR, qui dès lundi battait tous ses records de baisse par rapport aux monnaies fortes, le FRANC le plus important. Les opérateurs attendaient impatiemment l'annonce de son programme par le président Carter, tout en spéculant des chiffres qui devaient être maintenus faibles; la publication des résultats du commerce extérieur le jeudi, et celle du coût de la vie le vendredi.

La semaine commentait mal pour le DOLLAR, qui dès lundi battait tous ses records de baisse par rapport aux monnaies fortes, le FRANC le plus important. Les opérateurs attendaient impatiemment l'annonce de son programme par le président Carter, tout en spéculant des chiffres qui devaient être maintenus faibles; la publication des résultats du commerce extérieur le jeudi, et celle du coût de la vie le vendredi.

La semaine commentait mal pour le DOLLAR, qui dès lundi battait tous ses records de baisse par rapport aux monnaies fortes, le FRANC le plus important. Les opérateurs attendaient impatiemment l'annonce de son programme par le président Carter, tout en spéculant des chiffres qui devaient être maintenus faibles; la publication des résultats du commerce extérieur le jeudi, et celle du coût de la vie le vendredi.

La semaine commentait mal pour le DOLLAR, qui dès lundi battait tous ses records de baisse par rapport aux monnaies fortes, le FRANC le plus important. Les opérateurs attendaient impatiemment l'annonce de son programme par le président Carter, tout en spéculant des chiffres qui devaient être maintenus faibles; la publication des résultats du commerce extérieur le jeudi, et celle du coût de la vie le vendredi.

La semaine commentait mal pour le DOLLAR, qui dès lundi battait tous ses records de baisse par rapport aux monnaies fortes, le FRANC le plus important. Les opérateurs attendaient impatiemment l'annonce de son programme par le président Carter, tout en spéculant des chiffres qui devaient être maintenus faibles; la publication des résultats du commerce extérieur le jeudi, et celle du coût de la vie le vendredi.

La semaine commentait mal pour le DOLLAR, qui dès lundi battait tous ses records de baisse par rapport aux monnaies fortes, le FRANC le plus important. Les opérateurs attendaient impatiemment l'annonce de son programme par le président Carter, tout en spéculant des chiffres qui devaient être maintenus faibles; la publication des résultats du commerce extérieur le jeudi, et celle du coût de la vie le vendredi.

La semaine commentait mal pour le DOLLAR, qui dès lundi battait tous ses records de baisse par rapport aux monnaies fortes, le FRANC le plus important. Les opérateurs attendaient impatiemment l'annonce de son programme par le président Carter, tout en spéculant des chiffres qui devaient être maintenus faibles; la publication des résultats du commerce extérieur le jeudi, et celle du coût de la vie le vendredi.

La semaine commentait mal pour le DOLLAR, qui dès lundi battait tous ses records de baisse par rapport aux monnaies fortes, le FRANC le plus important. Les opérateurs attendaient impatiemment l'annonce de son programme par le président Carter, tout en spéculant des chiffres qui devaient être maintenus faibles; la publication des résultats du commerce extérieur le jeudi, et celle du coût de la vie le vendredi.

La semaine commentait mal pour le DOLLAR, qui dès lundi battait tous ses records de baisse par rapport aux monnaies fortes, le FRANC le plus important. Les opérateurs attendaient impatiemment l'annonce de son programme par le président Carter, tout en spéculant des chiffres qui devaient être maintenus faibles; la publication des résultats du commerce extérieur le jeudi, et celle du coût de la vie le vendredi.

La semaine commentait mal pour le DOLLAR, qui dès lundi battait tous ses records de baisse par rapport aux monnaies fortes, le FRANC le plus important. Les opérateurs attendaient impatiemment l'annonce de son programme par le président Carter, tout en spéculant des chiffres qui devaient être maintenus faibles; la publication des résultats du commerce extérieur le jeudi, et celle du coût de la vie le vendredi.

La semaine commentait mal pour le DOLLAR, qui dès lundi battait tous ses records de baisse par rapport aux monnaies fortes, le FRANC le plus important. Les opérateurs attendaient impatiemment l'annonce de son programme par le président Carter, tout en spéculant des chiffres qui devaient être maintenus faibles; la publication des résultats du commerce extérieur le jeudi, et celle du coût de la vie le vendredi.

La semaine commentait mal pour le DOLLAR, qui dès lundi battait tous ses records de baisse par rapport aux monnaies fortes, le FRANC le plus important. Les opérateurs attendaient impatiemment l'annonce de son programme par le président Carter, tout en spéculant des chiffres qui devaient être maintenus faibles; la publication des résultats du commerce extérieur le jeudi, et celle du coût de la vie le vendredi.

La semaine commentait mal pour le DOLLAR, qui dès lundi battait tous ses records de baisse par rapport aux monnaies fortes, le FRANC le plus important. Les opérateurs attendaient impatiemment l'annonce de son programme par le président Carter, tout en spéculant des chiffres qui devaient être maintenus faibles; la publication des résultats du commerce extérieur le jeudi, et celle du coût de la vie le vendredi.

La semaine commentait mal pour le DOLLAR, qui dès lundi battait tous ses records de baisse par rapport aux monnaies fortes, le FRANC le plus important. Les opérateurs attendaient impatiemment l'annonce de son programme par le président Carter, tout en spéculant des chiffres qui devaient être maintenus faibles; la publication des résultats du commerce extérieur le jeudi, et celle du coût de la vie le vendredi.

La semaine commentait mal pour le DOLLAR, qui dès lundi battait tous ses records de baisse par rapport aux monnaies fortes, le FRANC le plus important. Les opérateurs attendaient impatiemment l'annonce de son programme par le président Carter, tout en spéculant des chiffres qui devaient être maintenus faibles; la publication des résultats du commerce extérieur le jeudi, et celle du coût de la vie le vendredi.

Une digest difficile

Une digest difficile. Les marchés financiers ont été marqués par la chute du dollar et la hausse des matières premières. Les investisseurs ont été inquiétés par les perspectives économiques et les politiques monétaires.

Les investisseurs ont été inquiétés par les perspectives économiques et les politiques monétaires. Les marchés ont réagi de manière volatile aux annonces de la Fed et des gouvernements étrangers.

Les marchés ont réagi de manière volatile aux annonces de la Fed et des gouvernements étrangers. Les investisseurs ont cherché à se protéger en achetant des actifs réels et des monnaies fortes.

Les investisseurs ont cherché à se protéger en achetant des actifs réels et des monnaies fortes. Les marchés ont continué à évoluer de manière incertaine.

Les marchés ont continué à évoluer de manière incertaine. Les investisseurs ont surveillé de près les développements politiques et économiques.

Les investisseurs ont surveillé de près les développements politiques et économiques. Les marchés ont montré des signes de stabilisation, mais restent sensibles aux nouvelles annonces.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

Table with columns: PLACE, Livre, S. U.S., Franc suisse, Franc belge, Mark, Franc français, Florin, Lire italienne. Rows include London, New-York, Paris, Zurich, Francfort, Bruxelles, Amsterdam, Milan.

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent le franc de 100, de 100 francs belges et de 1000 lire.

fermissement du DOLLAR, citant le vote de la loi sur l'énergie et l'amélioration de la balance des comptes courants. Sans doute, l'annonce, jeudi, d'un défilé commercial en septembre égal au précédent (1,69 milliard de dollars) et moins important que prévu a-t-elle pu constituer un pressage moins défavorable.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Hausse du platine, du plomb et du zinc

METALLS. — Reprise des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres. Les stocks britanniques de métal sont restés à leur niveau le plus bas depuis trois ans, soit à 400 000 tonnes (— 3 900 tonnes). Les importations américaines de métal rouge se sont limitées à 200 000 tonnes contre la demande mondiale de 1,8 million de tonnes.

LES MATIÈRES PREMIÈRES. — Une reprise s'est produite sur les cours du platine et du zinc. Les investisseurs ont été attirés par les perspectives de hausse de ces matières premières.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

LA HAUSSE AUX U.S.A.

Grand calme à Paris, où le lover de l'argent au jour le jour se maintient à 7 % (6 3/4 % même certains jours) et se décline à terme (8 1/4 % à un an). Tension et agitation outre-Atlantique: le contraste est frappant entre la vieille Europe, qui s'éponge et désespère des dollars malgré la faiblesse du taux, et le Nouveau Monde, en proie à un nouvel accès de fièvre inflationniste.

Justqu'ira la hausse? Selon M. Henry Kaufman, de la firme new-yorkaise Merrill Lynch, Seligman Brothers, « une nouvelle et forte augmentation est inévitable », et le lover de l'argent ne plafonnera probablement pas avant le milieu de 1979. Cette évolution, et la plus spectaculaire,

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Schlumberger

Pour les neuf premiers mois de 1978, le bénéfice est de 385 millions de francs (+ 25 %) soit par action 4,29 contre 3,40 francs. Le chiffre d'affaires est de 2 111 milliards de francs (+ 22 %).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Schlumberger

Pour les neuf premiers mois de 1978, le bénéfice est de 385 millions de francs (+ 25 %) soit par action 4,29 contre 3,40 francs. Le chiffre d'affaires est de 2 111 milliards de francs (+ 22 %).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Schlumberger

Pour les neuf premiers mois de 1978, le bénéfice est de 385 millions de francs (+ 25 %) soit par action 4,29 contre 3,40 francs. Le chiffre d'affaires est de 2 111 milliards de francs (+ 22 %).

PIERRE LELONG. (1) N.D.L.R. : à l'époque M. Jacques Chirac.

CORRESPONDANCE

A la postelle. M. Brygou, de Paris, nous écrit: « Que se soit à Paris, ou à la campagne, je trouve chaque lettre pour une ou deux lettres utiles sept ou huit enveloppes de publicité... »

VANCIÈRE DES CHANGES de du dollar

LA REVUE DES VALEURS

Une digestion difficile

Thomson-C.S.F. procédera dans les prochaines semaines à une augmentation de capital d'un montant de 200 millions de francs environ...

activités contrôlées déjà à hauteur, respectivement, de 75 % et de 50,5 %.

Table with 2 columns: Company Name, Value. Includes Beghin-Say, BSN-Derr-Dan, Carrefour, etc.

base de dix Comptoirs modernes pour l'Union commerciale.

Bourse de Paris

SEMAINE DU 23 AU 27 OCTOBRE 1978

A la recherche d'un second souffle...

Le marché se cherche ou, plutôt, il cherche son second souffle. Tel était le sentiment général autour de la corbeille à l'issue d'une semaine au cours de laquelle les différents indices ont encore cédé près de 2 % en moyenne.

La première séance de la semaine, qui était également la dernière du mois boursier d'octobre, a certes été décevante, mais sans excès.

Dans ces conditions, toute reprise réelle et durable est subordonnée à un retour à l'équilibre technique du marché.

PATRICE CLAUDE

Bourses étrangères

NEW-YORK

La chute continue. Bien qu'un peu moins vertigineuse que la semaine précédente, la chute des cotations s'est poursuivie au fil de ces cinq dernières séances à Wall Street.

Table with 2 columns: Stock Name, Price. Includes Alcoa, A.T.T., Boeing, Chase Manhattan Bank, etc.

LONDRES

Très net repli. Déprimé par la baisse continue du dollar, qui menace de dévaloriser les recettes des filiales américaines des firmes britanniques...

Table with 2 columns: Stock Name, Price. Includes Boverat, Brit. Petroleum, Charter, etc.

FRANCFORT

Le redressement, à partir du 23 novembre, du montant des réserves obligatoires des banques, a été assez mal accueilli sur le 4 parqué de la place.

Table with 2 columns: Stock Name, Price. Includes A.E.G., Bayer, Commerzbank, etc.

TOKYO

Malgré l'appréciation continue du yen par rapport au dollar, ce qui peut entraver les exportations nippones, le Nikkei-Cho est resté très bien orienté cette semaine à Tokyo.

Table with 2 columns: Stock Name, Price. Includes Matsui, Daiwa, Dai-ichi Kangyo Bank, etc.

MARCHE LIBRE DE L'OR

Table with 2 columns: Gold Name, Price. Includes Or No 999,99, Or No 999,999, etc.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME

Table with 2 columns: Stock Name, Volume. Includes Air Liquide, Elf, Elf Aquitaine, etc.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

Table with 2 columns: Term, Volume. Includes Terme, R et obl, Actions, Total, etc.

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E., base 100, 30 décembre 1977)

Table with 2 columns: Index Name, Value. Includes France, Etrang., COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE, Tendances, Ind. gén., etc.

Tardif rappel à l'ordre

Monsieur, j'ai reçu des informations concordantes selon lesquelles certaines SICAV, créées dans le cadre de la loi sur l'épargne...

Valeurs à revenus fixe

Le 4 1/2 % 1973 a pour sa part été recherché. A cet égard, le compte à rebours a pu permettre de calculer le prochain prix de reprise par l'investissement de ce fonds d'Etat s'approche de son terme.

Table with 2 columns: Bond Name, Yield. Includes 4 1/2 % 1973, 7 % 1973, Emploi 10,30 % 1975, etc.

dont l'émission débutera lundi prochain, figurent : C.A.E.C.L. (500 millions de francs, 10,50 % nominal, 10,82 % actuariel), Cofinor (300 millions de francs, 10,30 % nominal, 10,39 % actuariel).

Banques, assurances, sociétés

Table with 2 columns: Company Name, Value. Includes BNF, C.F.P., C.F.P., etc.

une augmentation de son capital par incorporation de réserves et attribution gratuite effectuée sur la base d'une action nouvelle pour trois anciennes.

Alimentation

Les Dockes de France ont fait connaître les modalités pratiques de l'opération financière engagée avec leurs deux filiales, Supermarchés-Doc et Doc Français, so-

Métallurgie, constructions

Le redressement de Pociun se confirme. A l'issue du premier semestre, le déficit du groupe n'atteint plus que 29,4 millions au lieu de 188 millions un an auparavant.

Table with 2 columns: Company Name, Value. Includes Chiers-Châtillon, Creusot-Loire, Denain-Nord-Est, etc.

Filatures, textiles, magasins

Agache-Wiloot va prendre le contrôle de la chaîne de grands magasins Jouve-Jac, qui réalisera un chiffre d'affaires de 600 millions de francs aux Etats-Unis.

Table with 2 columns: Company Name, Value. Includes Agache-Wiloot, C.F.P., C.F.P., etc.

Bâtiment et travaux publics

géographique déjà commencée en Belgique avec les magasins Anapack. Par ailleurs, on avait annoncé tout récemment un projet de restructuration industrielle du groupe.

Table with 2 columns: Company Name, Value. Includes Auxil. d'Entrep., Bouygues, C.I.T., etc.

Matériel électrique, services publics

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe « G.I.L. Honeywell-Bull » a augmenté de 15,7 % au cours des neuf premiers mois de

l'année et laisse prévoir une progression de 25 à 30 % des résultats pour 1978.

Table with 2 columns: Company Name, Value. Includes Alstom, C.S.F., C.I.T., etc.

Pétroles

Esso S.A.F. annonce pour le premier semestre un bénéfice net de 63 millions de francs contre 58 millions.

Table with 2 columns: Company Name, Value. Includes Agip, Esso, Elf, etc.

Mines, caoutchouc, ostré-mer

Déficit accru au 30 juin pour Kléber-Clombes. C'est le montant atteint 49,6 millions de francs contre 14,6 millions un an auparavant.

Table with 2 columns: Company Name, Value. Includes Agip, Esso, Elf, etc.

Produits chimiques

Malgré un développement plus marqué de l'activité durant le second semestre, le groupe Roussel-Uclaf n'a pas dégagé de bénéfice net en 1978.

A la fin de 1978 on a débuté de 1978, l'opération financière consistant à augmenter le montant de son capital dans la limite de 700 millions de francs, dont 100 millions de F en maximum par émission en espèces.

plateforme de plomberie

RUSSE AUX USA

